Université Marc Bloch
Strasbourg II
Unité de Formation et de Recherche des Sciences Historiques

Des civils en première ligne ?

Les bombardements aériens alliés dans le Nord-Est de la France,
1940-1945

Sous la direction de messieurs les professeurs
Jean-Noël Grandhomme et Jean-Pierre Dormois

Maîtrise d'Histoire contemporaine
Mathieu Roy
16 juillet 2004

Université Marc Bloch
Strasbourg II
Unité de Formation et de Recherche des Sciences Historiques

Des civils en première ligne ?

Les bombardements aériens alliés dans le Nord-Est de la France,
1940-1945

Sous la direction de messieurs les professeurs
Jean-Noël Grandhomme et Jean-Pierre Dormois

Maîtrise d'Histoire contemporaine

Mathieu Roy

16 juillet 2004

Mais, bon Dieu ! Essaie de comprendre une minute, toi aussi, petite idiote ! J'ai bien essayé de te comprendre, moi. Il faut pourtant qu'il y en aient qui mène la barque. Cela prend l'eau de toutes parts, c'est plein de crimes, de bêtise, de misère... Et le gouvernail est là qui ballote [...] Et le mât craque, et le vent siffle, et les voiles vont se déchirer [...] Crois-tu, alors, qu'on a le temps de faire le raffiné, de savoir s'il faut dire « oui » ou « non », de se demander s'il ne faudra pas payer trop cher un jour et si on pourra encore être un homme après ? On prend le bout de bois, on redresse devant la montagne d'eau, on gueule un ordre et on tire dans le tas, sur le premier qui s'avance. Dans le tas ! Cela n'a pas de nom. C'est comme la vague qui vient s'abattre sur le pont devant vous ; le vent qui vous gifle, et la chose qui tombe dans le groupe n'a pas de nom. C'était peut-être celui qui t'avait donné du feu en souriant la veille. Il n'a plus de nom. Et toi non plus, tu n'as plus de nom, cramponné à la barre. Il n'y a plus que le bateau qui ait un nom, et la tempête.

Créon s'adressant à Antigone,
in ANOUILH (Jean), *Antigone*, Paris, La Table Ronde, 1946, p. 81-82.

Remerciements

Je tiens à remercier monsieur Jean-Noël Grandhomme pour l'intérêt porté à cette étude, la direction avisée et l'attention régulière dont il m'a fait la grâce.

Ma reconnaissance s'adresse également à ma famille : en premier lieu, à mon père Alain-Louis, pour les multiples conseils éclairés et le soutien matériel apportés à cet ouvrage, à ma mère Anne, pour l'éveil aux questions historiques qu'elle a pu susciter dans ma jeunesse, et à ma compagne Églantine, pour son attention quotidienne ; en second lieu, à ma grand-mère Jacqueline, hayangeoise de fait, pour son intérêt marquant porté aux questions militaires, faisant d'elle, sans aucun doute, la première personne ayant évoqué en ma présence les bombardements aériens alliés dans la thématique des rapports entre civils et militaires dans la guerre.

Je remercie aussi l'ensemble des personnes ayant facilité mes recherches d'une manière où d'une autre, notamment le personnel des divers services d'archives municipales où je me suis rendu et les membres d'associations d'anciens combattants de l'USAAF avec qui j'ai eu l'opportunité de correspondre.

Introduction

Un des traits principaux de l'histoire est de conjuguer des faits rares et des faits récurrents. Comme fait récurrent, un des plus classiques se décrit par le terme générique de violence. Les fonds culturels et religieux de nos aïeux en témoignent : l'aventure humaine selon la Genèse débute, quasiment, par le fratricide de Caïn[1] ; Jésus Christ, pour sa part, est avant tout un homme non-violent plongé dans un monde ayant des aspirations bien moins pacifistes[2] ; la violence latente du *Ragnarök*[3] transpire dans de nombreux récits germaniques ou nordiques[4].

Nous désignons comme violente les attitudes immodérés qui impliquent, la majeure partie du temps, des contraintes exercées par un individu, ou un groupe d'individus, sur autrui. Si l'étude de l'histoire est un domaine où l'inconnu est probablement plus vaste que le champ du savoir, cette définition assez large explique, en partie, que toutes les périodes que nous connaissons pourraient se caractériser de violentes, dans une certaine mesure. Mais aussi omniprésente la violence puisse t-elle être, ou paraître, elle n'est pas un phénomène uniforme : elle ne fait pas partie intégrante de toutes les sociétés, voire groupes sociaux, de la même manière, elle n'est pas comprise, tolérée, revendiquée et pratiquée par tous de manière similaire.

Pour échapper à l'impasse du chaos, les sociétés humaines proposent des modes de régulation et de canalisation de la violence, plus ou moins complexes, plus ou moins élaborés.

En Grèce antique, à titre d'exemple, nous trouvons trace d'une tentative de canalisation de la violence au travers des décrets d'*asylia*. Des cités ont, en effet, édictés de tels décrets, stipulant qu'en cas d'incident avec un citoyen d'une cité définie, au lieu de s'en prendre en représailles (*sylân*) à un autre individu quelconque de cette cité, l'individu, ou le groupe, lésé, devrait s'adresser à la magistrature de la cité pour réclamer son dû. Ce système offrait donc aux voyageurs, les marchands

[1] Gn **4** 1-8.

[2] A ce titre, l'ouvrage suivant apporte des lumières quant au choix de la population en faveur de Barabbas : Flori, *Guerre sainte, jihad, croisade...*, p. 20-21.

[3] Dit « crépuscule des puissances », il s'agit d'une sorte de vision apocalyptique où les géants, personnification des ténèbres, font vaciller le monde par la victoire militaire sur les guerriers du *Valhalla*

[4] Markale, *Siegfried ou l'or du Rhin...*, p. 199-203.

étant particulièrement concernés, une garantie juridique contre des représailles violentes aussi bien à l'égard de leur intégrité physique que de leurs biens[5]. Il s'agit donc d'une forme de canalisation de la violence au moyen de l'organisation poliade[6].

L'Antiquité tardive chrétienne et l'Occident médieval fournissent également des exemples de tentatives de canalisation et de régulation de la violence. Saint Augustin développa certaines idées en ce sens, en particulier le *bellum justum* ou guerre juste. Tout en donnant à la religion chrétienne une éminente justification de l'acte guerrier s'il répond à certains critères, il s'agit aussi d'une condamnation de toute participation chrétienne à des actes guerriers ne répondant pas aux dits critères. Pour être juste, légitime, la guerre doit être défensive, déclarée par une autorité reconnue et son objectif doit être la restauration de la paix[7]. On notera que les moyens employés ne sont pas évoqués par cette définition. Il s'agit ici d'une forme de canalisation de la violence par la morale, dont l'Église, en tant structure sociale dirigeant la société[8], se pose comme garante.

Dans la même aire géographique et culturelle, vers le XI ème et XII ème siècle, l'Église s'attacha à valoriser une certaine vision de la chevalerie, par le biais de la « paix de Dieu » : le preux guerrier doit défendre la veuve et l'orphelin, épargner les biens et membres de l'Église[9]. Il n'est pas surprenant que, comme dans l'exemple précédent, la morale soit le vecteur de la canalisation de la violence, étant donné l'initiateur du projet. Néanmoins, la particularité de la « paix de Dieu » est de spécifiquement désigner des populations qui devraient, idéalement, être épargnées par la fureur guerrière. Cela s'inscrit dans un contexte où le modèle théorique n'est plus celui du citoyen-soldat antique mais celui de la tripartition fonctionnelle de la société entre ceux qui combattent (*bellatores*), ceux qui prient (*oratores*) et ceux qui travaillent (*laboratores*)[10]. Bien que cela ne soit pas tout à fait net - et extrêmement loin de la pratique - nous pouvons considérer qu'il s'agit d'une différenciation théorique entre civils d'une part (*oratores* et *laboratores*) et militaires (*bellatores*) d'autre part.

Ces deux exemples médiévaux sont, en fait, en résonance avec une certaine bipartition du droit de la guerre : la distinction entre *jus ad bellum*, la justice de la guerre, et *jus in bello*, la justice dans la guerre. Le *jus ad bellum* consiste à évaluer la légitimité de la guerre, alors que le *jus in bello* consiste à évaluer

[5] Baslez, *L'étranger...*

[6] Poliade : de la *polis*, cité.

[7] Cardini Franco, « Guerre et Croisade » *in* Le Goff, Schmitt (dir), *Dictionnaire raisonné de l'Occident médiéval...*, p. 436-437

[8] Il s'agit là d'un point de vue théorique sur le rôle de l'Église. Que cela soit conforme à la réalité ou pas est une question secondaire.

[9] Flori Jean, « Chevalerie » *in ibid.*, p. 205-207

[10] Barthélemy Dominique, « Théorie des trois ordres » *in* Gauvard, de Libera, Zink (dir), *Dictionnaire du Moyen-Âge*, p. 1411-1412

la légitimité de certains actes guerriers[11]. Il est particulièrement intéressant de s'interroger sur l'interaction de ces deux droits. Dans quelle mesure le fait qu'une guerre soit considérée juste, dans ses motivations, influe sur le regard que l'on peut porter quant au déroulement de la guerre ? Plus en détail, dans quelle mesure la nécessité d'une victoire face à un ennemi considéré comme déloyal peut-elle pousser à présenter comme nécessaires des actes déloyaux ?

Cette réflexion nous amène à nous pencher sur l'aspect particulier de la II ème Guerre Mondiale que constituent les bombardements aériens alliés, en particulier dans le rapport noué entre militaires et civils. Si la légitimité de la lutte des forces alliées en rapport au *jus ad bellum* n'est que très rarement contestée, et ne parait pas contestable à nos yeux pour des raisons que nous ne croyons pas nécessaire de détailler ici, car ici nous ne tentons pas de faire oeuvre de citoyen mais d'historien, la légitimité alliée en rapport au *jus in bello* est bien plus floue.

De fait, la publication, en 1963, de l'ouvrage de David Irving intitulé *Destruction of Dresden*, mit à disposition du grand public des éléments favorisant un discours contestataire, en relatant la vague de bombardements particulièrement meurtrière sur Dresde du 13 et 14 février 1945. Ces bombardements n'avaient pas d'objectif stratégique très précis dans le cadre de la guerre mondiale, mais constituaient une démonstration de force efficace vis-à-vis de l'URSS, aux abords de la guerre froide[12]. Si de nombreux aspects de cet ouvrage, guidé par une germanophilie extrême qui poussera l'auteur à épouser le négationisme vingt ans plus tard[13], ont depuis été remis en cause, en particulier le chiffre de 135 000 victimes[14], l'ouvrage reste une référence pour de nombreuses personnes[15], et cette remise en cause, cette mise en nuances, n'efface pas la question de fond pour autant. Si de nombreuses affirmations faites quant aux victimes ne semblent plus, avec les éléments aujourd'hui connus, ne mériter aucun crédit, de nombreux éléments non contestables donnant une idée de l'objectif de l'opération restent : par exemple, nous savons que la quantité de bombes incendiaires embarquées par rapport aux bombes explosives est trop importante pour rendre crédible l'hypothèse d'un bombardement ayant pour but de

[11] WALZER, *Just and unjust wars...*, p 21-22

[12] CRANE, *Bombs, Cities...*, p. 114-115

[13] HORSNELL, « False Witness » *in The Times.*

[14] Si l'on en croit Earl Beck (BECK *Under the Bombs...*, p. 179-180) et Conrad Crane (CRANE, *Bombs, Cities...*, p. 114-115), eux-même se référant à d'autres historiens comme Götz Bergander, qui apportent des éléments peu contestables, une estimation plus exacte serait de 25 000 à 35 000 victimes. Nous sommes donc assez loin du nombre de victimes d'Hiroshima et de Nagasaki, contrairement à ce que suggèrait Irving.

[15] En 1992, l'historien Maurice Vaïsse relaye, dans un article où la question n'est que très secondaire il est vrai (VAÏSSE, « La grande peur atomique... » *in L'Histoire*), le chiffre erroné de 135 000 victimes. Eddy Florentin en fait en de même en 1997, dans son ouvrage portant sur les bombardements en France (FLORENTIN, *Quand les Alliés...* p. 448). Jean-Claude Valla, pour sa part, en 2001, gonfle le chiffre à 635 000 victimes (VALLA, *La France sous les bombes...*, p. 15-18).

détruire les axes de transports ferroviaires ; nous savons également que le *modus operandi* par vagues de bombardements avait pour effet principal de désorganiser complètement la lutte contre le feu[16].

L'interrogation sur la légitimité de tels bombardements est toujours d'actualité, ravivée régulièrement par des évènements contemporains comparables ayant la particularité d'impliquer un des belligérants principaux de la II ème Guerre Mondiale du fait de son évidente stature de dominant mondial. Ainsi, lorsque le monde a les yeux rivés sur New York lors de l'écrasement des fameuses *Twin Towers*, le 11 septembre 2001, la réaction de Jean-Claude Valla, ancien secrétaire général du GRECE, ardent défenseur d'une historiographie négationiste[17], est de publier un ouvrage intitulé *La France sous les bombes américaines*, dont la thèse principale est l'idée qu'Oussama Ben Laden n'est pas inventeur du terrorisme[18], mais qu'il s'agit là d'une pratique classique, en particulier de la part des États-Unis d'Amérique. Que Ben Laden ne soit pas l'inventeur le terrorisme, nul n'en doute, il n'était point nécessaire d'évoquer l'épisode de la Terreur[19], que l'auteur nomme « dictature des droits de l'homme », pour nous en convaincre. En fait de faire une recherche sur les bombardements américains, durant la période qui nous intéresse, il s'agit pour l'auteur d'en prendre prétexte pour juger les États-Unis d'Amérique d'aujourd'hui à la lueur de ce que l'on suppose qu'ils étaient il y a 50 ans : chose qui explique, peut-être, pourquoi le titre de l'ouvrage parle de bombes *américaines* alors que le contenu de l'ouvrage porte aux deux tiers sur des bombes *britanniques* ; chose qui explique, peut-être, également, pourquoi l'auteur n'évoque jamais l'idée, souvent présentée comme justification des bombardements, que les bombardements auraient permis une victoire plus aisée des Alliés, faisant songer à une éventuelle volonté dissimulée de remettre en cause l'attitude alliée en regard du *jus ad bellum* de manière implicite, en se focalisant sur le *jus in bello*. À cette lecture, il est aisé de songer aux travaux de Dutrait-Crozon, pseudonyme de deux militaires, portant sur *l'Affaire*, contemporains à celle-ci, qui comportent des informations intéressantes, et pas nécessairement toutes erronées, mais qui ignorent délibérément quelques aspects fondamentaux du sujet, en particulier l'innocence de Dreyfus[20]. Comme pour Dutrait-Crozon, pour Valla, il ne s'agit pas de réaliser un ouvrage d'histoire mais de publier un pamphlet, intrinsèquement politique. Son intérêt principal, pour nous, est de montrer la persistance des interrogations possibles sur la légitimité des bombardements aériens alliés, et l'utilisation possible de l'histoire, ou, plutôt, d'une certaine mémoire – c'est-à-dire d'une construction socio-culturelle autour de l'histoire.

[16] Beck, *Under the Bombs...*, p. 178
[17] Improprement nommée révisionniste - tous les historiens révisent l'histoire.
[18] Valla, *La France sous les bombes...*, p. 11
[19] *Ibid.*, p.9
[20] Vidal-Naquet, *Les Juifs, la mémoire...*, p. 414

Et, à dire vrai, nous pouvons considérer que le questionnement de cette légitimité existait déjà dès 1943, si nous prenons en considération la critique formulée explicitement par l'évêque anglican George Bell[21] ou encore par Vera Brittain[22]. Il n'est pas sans intérêt non plus de constater que Winston Churchill, naturellement impliqué dans le bombardement de Dresde de par sa position, publia, dès le 28 mars 1945, un *memorandum* visant à le blanchir[23]. Il est remarquable qu'à l'occasion d'un article prenant le ton d'un plaidoyer en faveur du même homme, l'historien Christopher Harmon déclare que les droits des belligérants sont relatifs à la cause défendue[24], qu'il y aurait, donc, comme une évidence, une forme d'égalité géométrique, et non arithmétique, qui devrait s'établir entre eux. Ceci suggère que, paradoxalement, la légitimation de la politique de bombardement soutenue par Churchill, *jus in bello*, nécessite que l'on évoque la nature du conflit, *jus ad bellum*.

Pourtant, le sujet, en lui-même, n'a pas revêtu après guerre un caractère confidentiel. L'application du *bombing area*[25], politique dont le bombardement de Dresde est la trace, n'a pas été tenue secrète : cela est évoqué, par exemple, de manière directe dans l'ouvrage très général sur la Royal Air Force (RAF) de Denis Richards publié en 1953 par les services de la couronne d'Angleterre[26]. Mais si le sujet était déjà déblayé selon les termes d'une histoire militaire classique, détaillant évènements principaux et directives, l'aspect humain, l'aspect vécu, de la question était jusque là un champ en friches, ouvrant la porte à une nouvelle historiographie du fait guerrier, que l'on peut estimer établie aujourd'hui.

Cette nouvelle historiographie du fait militaire, lorsqu'elle s'est intéressée aux bombardements, a mis en comparaison l'approche de la RAF et l'approche de l'United States Army Air Forces (USAAF), chose particulièrement intéressante pour nous, en regard de ce que nous sommes tentés d'appeler la vulgate franco-française des attentionnés bombardements britanniques face aux imprécis bombardements états-uniens, à laquelle nous sommes confrontés régulièrement dans nos sources, voire bibliographie. Il n y a, apparemment, qu'en France où on dit, en toute sincérité, que « les Anglais contrairement aux Américains savaient choisir leur cible »[27], parlant de « précision des premiers, imprécision des seconds »[28], en parfait désac-

[21] Qui se conclua par un discours on ne peut plus explicite le 9 février 1944 à la Chambre des Lords, où il ne trouva guère de soutien. Best, *The Bischop...*, p. 31

[22] En particulier dans *Seed of Chaos : What Mass Bombing Really Means* publié en 1944, publié sous le titre *Massacre by Bombing* aux États-Unis. Crane, *Bombs, Cities...*, p. 29

[23] Siebert, *British Bombing Strategy...*

[24] « greater the justice of one's cause, the more rights one has in battle » *in* Harmon, *« Are we beasts ? », Churchill and...*, p. 4-7.

[25] *Bombing Area* : Nous détaillerons ce concept dans le premier chapitre.

[26] Richards, *Royal Air Force...*, p. 231-240, p. 376-377.

[27] Témoin anonyme cité dans Lamboley, *Strasbourg Bombardé*, p. 26

[28] Philippe Raguenau cité dans Florentin, *Quand les Alliés...*, p. 443

cord avec les statistiques et directives de la RAF et l'USAAF confondues. Cependant, si l'approche de la RAF ne fait plus vraiment débat, les interrogations s'étant déportées sur les décisionnaires britanniques comme Winston Churchill, l'approche de l'USAAF reste encore sujette à discussion. Ceci implique que nous devons, en raisonnant sur les Alliés, éviter de les considérer comme un bloc complètement homogène.

Si tout les bombardements sont révélateurs, comme tout acte militaire, quant à l'endroit où une société est prête à placer son seuil de tolérance de la violence pour une cause donnée, ils nous apparaît que les bombardements aériens sur une cible éloignée du front, qui n'est pas en passe d'être libérée du fait des bombes, le sont d'autant plus. En effet, parler de « dommages collatéraux » à propos de victimes civiles s'avère d'autant plus compliqué lorsqu'on a du mal à désigner ce que serait la cible théorique. Plus intéressant encore est l'étude des bombardements d'une zone considérée comme occupée, comme la France, dont la population n'est pas directement considérée comme ennemie. On pourrait, certes, arguer que la France se trouvait aux cotés de l'Axe, en prenant en compte le fait que la *France libre* était relativement marginale. Cependant, des faits comme la diffusion par la radio, le 6 octobre 1942, d'un message en français adressé aux Français, leur assurant toute la sympathie américaine, leur demandant de ne pas rester à proximité des usines, nous semble montrer assez efficacement que le civil français n'était pas vu comme ennemi[29]. D'autres faits nous semblent montrer que la chose était loin d'être similaire concernant les civils allemands, souvent qualifiés de non-combattants plutôt que de civils[30], car supposés participer à l'effort de guerre : à titre d'exemple, on se remémorera Franklin Roosevelt qui n'hésita pas à dire, dans un contexte de guerre totale qu'il faut garder à l'esprit, qu'il « faut être dur avec le peuple Allemand et pas seulement les nazis [...] nous devons castrer les Allemands »[31].

Bien entendu, se focaliser uniquement sur la question morale des bombardements serait oublier une partie majeure du sujet : la vie sous les bombes. Comment vit-on dans une zone sujette aux bombardements ? Vois-t-on dans le ciel des libérateurs ou des oppresseurs ? Qui était la victime principale des bombardements alliés, les forces de l'Axe ou la population civile ?

Il est bon, aussi, de s'interroger sur la mémoire de ce vécu, révélateur sur sa perception plus que sur sa réalité.

Nous nous proposons de creuser les aspects que nous avons mis-en-lumière en portant l'étude sur la zone spécifique du Nord-Est de la France, que nous limitons aux départements actuels de la Meuse (55), de la Moselle (57), de la Meurthe-et-Moselle (54), de la Haute-Marne (52), du Bas-Rhin (67), du Haut-Rhin (68), de la Haute-Saône (70), du Territoire de Belfort (90) et des Vosges (88). Il est à noter que notre étude porte en premier lieu sur les aires urbanisées de cette zone, et tout

[29] Crane, *Bombs, Cities...* p. 42-50

[30] *Ibid.*, p. 9

[31] Cité dans Kaspi, *Ah ! si la guerre était...*

particulièrement Strasbourg, Metz, Mulhouse et Nancy.

Sans un seul instant avoir à l'esprit la prétention de réaliser une « histoire totale », vœux pieux que nous laissons à d'autres, nous désirons concilier histoire militaire, histoire des relations internationales et histoire du vécu, – chose qui nous semble vitale pour rendre intelligible la réalité passée desdits bombardements – dans la perspective large d'une histoire des rapports entre civils et violence guerrière.

FIG. 1 – Zone étudiée

Ainsi, il s'agira de s'interroger sur ce que représentent ces civils bombardés, se demander s'il s'agit-il des cibles d'une politique précise ou de « dommages collatéraux », victimes du hasard s'étant trouvées au mauvais endroit au mauvais moment, ou bien les deux à la fois. Il s'agira de se demander comment sont décidées les politiques de bombardement touchant la zone étudiée, et comment sont-elles présentées, aux victimes, aux agresseurs comme au reste du monde, cela par les Alliés comme par l'Axe. Finalement, il s'agira d'essayer de se représenter la vie sous les bombes et la vie par rapport aux bombes, quand la pluie de bombes reste dans le champ du probable, et d'aborder la question du souvenir des bombes.

Dans un premier temps, nous étudierons pourquoi, qui, où, quand et comment les Alliés bombardent, en traitant en particulier des directives, techniques employées et déclarations des leaders alliés. Il s'agira se pencher sur un contexte général qu'il serait malhonnête d'ignorer pour comprendre la réalité des bombardements dans le Nord-Est de la France.

Dans un second temps, nous quitterons le champ abstrait des objectifs militaires pour étudier leur réalisation effective, dans la zone d'étude, s'agissant d'évaluer l'impact direct et réel des bombardements dans différentes villes de la zone étudiée.

Finalement, nous allons essayer de savoir quel effet ont les bombes lorsqu'elles ne pleuvent pas, s'agissant de mesurer leur prégnance globale dans l'esprit des populations pendant ces sombres années. Ce faisant, nous allons aborder la question de la construction de la mémoire des bombes.

Chapitre 1

Pourquoi, qui, où, quand et comment bombarder ?

Comprendre les bombardements aériens alliés de zones urbaines dans le Nord-Est de la France, cela suppose, plus généralement, connaître la politique de bombardement alliée sur le théâtre d'opération européen : pourquoi bombarde-t-on, quelles sont les cibles que l'on vise, quelle stratégie emploie-t-on ?

Nous allons aborder la question du civil comme cible « acceptable » dans la perspective alliée. Nous avions également, précédemment, souligné l'existence de divergences au sein des forces aériennes alliées : nous allons entrer dans le détail de la question en comparant les doctrines et pratiques de la Royal Air Force (RAF) et celles de l'United States Army Air Force (USAAF).

1.1 Le civil comme cible dans la perspective alliée

1.1.1 L'initiative, évolution chronologique

Souvent, des revendications et des doléances reposent sur des antériorités historiques, réelles ou supposées. A titre d'exemple, facilement palpable dans le Nord-Est de la France, la nationalité de l'Alsace-Moselle fut longtemps, et est encore parfois, justifiée, ou remise-en-cause, selon des supposées antériorités historiques. Il est bien naturel, dans ces conditions, que soit posée la question suivante : qui bombarda des populations civiles en premier ? Naturellement, étant donné notre position, il ne s'agit pas pour nous de rentrer dans le jeu de l'évaluation morale de la question que nous traitons – le risque de biaiser l'étude nous apparaît comme trop critique. Il s'agit, tout simplement, de prendre conscience de ce jeu et de lui donner la place qui lui revient au sein de notre étude.

1.1.1.1 Jusqu'à la préparation et déclaration de la guerre : attraction et répulsion

Des bombardements aériens avaient déjà été réalisés pendant la Grande Guerre, à une heure où l'aviation n'était encore que balbutiante[1] . Biplans et autres Zeppelins avaient déjà été utilisés comme armes de guerre, mais dans une perspective très expérimentale, un peu comme l'étaient les premiers Tanks, dans des proportions sans commune mesure avec celles de la II ème Guerre. L'aquarelle de Bertram Sandy représentant le premier raid sur Mannheim (figure 1.1), quelques avions au milieu des nuages sur fond de métropole gigantesque, la veille de Noël 1917, suggère une pratique d'aventuriers bien plus qu'une pratique industrielle. Nous sommes plus proche du contexte des « As » de l'aviation que de celui de la boue des tranchées et des pluies de bombes[2]. En 1918, le Royaume-Uni mit en circulation le bombardier Handley-Page : volant à 100 kmh, à une altitude de 3 000 mètres, il pouvait transporter 800 kg de bombes. En 1942, ce même pays se dota du Lancaster, pouvant voler à 462 kmh, à une altitude de 7 300 mètres, sur une distance de 1 700 km : ce dernier pouvait, lui, emporter 10 000 kg de bombes. Entre ces deux avions, l'évolution des capacités est si forte que l'on pourrait presque parler de révolution.

FIG. 1.1 – SANDY (Bertram), *The First British Raid over Mannheim, 24th December 1917*, IWM ART 1007, 1917

L'efficacité militaire des premiers bombardements aériens était douteuse, en particulier si l'on se fie au rapport du militaire américain Edgar Gorrel, *Final Report on US Air Activities*. Contrairement à ce que suggère l'intitulé de ce rapport, il s'intéresse aux bombardements réalisés par les Français et Britanniques, dont il condamne l'inefficience, en particulier pour « leurs choix de cibles inintelligents »[3], s'incarnant dans « le bombardement de villes au lieu de cibles militaires bien définies

[1]Note de la soutenance, point signalé par M. Nouzille : Pour être précis, il semblerait que le premier bombardement ait été réalisé le 2 juillet 1848 par les lieutenants autrichiens Franz et Joseph Uchiatus, qui lancèrent depuis un ballon des bombes sur Venise (cf. ERNST PETER, *Die k.u.k Luftschiffer-und Fliegertruppe Oesterreich-Ungarns 1794-1919*, Stuttgart, 1981)

[2]SANDY, *The First British Raid over Mannheim...*, IWM ART 1007, 1917

[3]« unintelligent choice of targets » cité dans CRANE, *Bombs, Cities...*, p. 14

dans une ville »[4].

Si l'on cherche une incarnation plus massive, plus systématique, des bombardements pendant les guerres précédentes, c'est du coté de l'artillerie qu'il faut se tourner. Celle-ci, pour sa part, joua déjà le rôle d'agresseur de populations civiles pendant la guerre de 1870, par exemple à Strasbourg, et pendant la Grande Guerre, par exemple à Paris[5] (rappelons-nous les *Grosse Bertha* de Krupp). Dans ce sens, le bombardement aérien ne ferait que constituer une innovation technique, il se limiterait à l'exploitation de l'aviation, balbutiante lors de la précédente guerre, selon des stratégies anciennes. À ceci près que l'aviation est en évolution constante et permet, désormais, de bombarder si loin du Front que l'on ne peut plus être certain qu'il y a là un lien avec des objectifs militaires, une occupation ou libération n'étant pas envisageable. Guernica, ville espagnole bombardée par les avions de la légion Condor en avril 1937, dans le cadre du soutien allemand donné aux franquistes, en est un exemple marquant : le tir fut indiscriminé et sans objectif immédiat si ce n'est de faire passer un message. L'évolution des distances, associée à celle des quantités, implique donc, à notre sens, un changement de nature de la pratique guerrière du bombardement.

Cela n'a, apparemment, pas échappé aux belligérants eux-même, dans leur quête de justifications morales. Franklin Roosevelt, alors président des États-Unis, le 1er septembre 1939, fit la demande publique aux belligérants de s'accorder sur le bombardement aérien, en affirmant le refus d'appliquer une politique terroriste en la matière. Une démarche qui paraîtrait tout à fait louable s'il n'avait pas été montré, depuis, qu'il s'agissait là d'un calcul politique avant toute chose : l'ambassadeur William Bullit lui avait affirmé, auparavant, que l'Allemagne n'accepterait jamais un tel accord, et que cela tournerait l'opinion internationale contre l'Allemagne[6], chose qui n'était pas acquise d'emblée. Le gouvernement britannique ne se fit pas prier pour répondre positivement à l'appel, se disant « opposé au bombardement aérien de populations civiles ou de villes non-fortifiées »[7], pour des raisons morales, insistant sur la « forte impression faite par les considérations humanistes exprimées par le président des États-Unis »[8]. Humaniste mais prudent, le gouvernement britannique précise que ces beaux principes « ne tiennent que dans la mesure où tout

[4] « the bombing of a town rather than some definite objective of military value in the town » cité dans *ibid.*, p. 14

[5] CARON, *La France des patriotes...*, p. 648

[6] CRANE, *Bombs, Cities...*, p. 32-33

[7] « against the bombardment from the air of civilian populations or of unfortified cities » *in* FDRLM, « Letter from His Majesty's Government to Franklin D. Roosevelt, 9/1/39 » *in Great Britain Diplomatic Files*

[8] « deeply impressed by the humanitarian considerations to which the President's message refers » *in ibid.*

les belligérants les acceptent »[9]. Surprise, Adolf Hitler, quelques jours plus tard, accepta l'accord, tout en présentant, le 11 septembre 1939, le bombardement de villes polonaises comme une nécessité, des résistants s'y cachant[10].

FIG. 1.2 – Transport sous haute surveillance du viseur Norden *in* FUSSEL *A la guerre...*

Il ne faudrait pas être déterministe en évoquant ce calcul politique de la part de Roosevelt et conclure que l'enjeu n'était alors qu'une question de réputation internationale. Ce qui est en filigrane, c'est le fait que l'hypothèse des bombardements aériens était pour les Alliés une profonde source d'angoisses autant que de désirs, antagonisme curieux mais fréquent lorsqu'il est question de jeux dangereux. La demande du 10 Downing Street[11] du 25 août 1939, quelques jours auparavant, faite aux États-Unis, en atteste. Dans ce courrier adressé directement à Roosevelt, hors procédure, Neville Chamberlain demande si la technologie du Norden Bombsight[12] peut être mise à disposition de son pays, rappelant l'aspect innovant du bombardement aérien, évoquant une fois encore la peur d'un tel « bombardement sans restriction »[13], avec la prudence de rigueur qui veut que l'on s'engage uniquement à ne pas en être l'initiateur[14]. L'histoire de la diffusion au sein des armées alliées du Norden Bombsight, elle-même, en dit long sur l'enjeu que pouvait représenter dans les esprits les bombardements. En effet, ce viseur fut commandé dès 1921 par

[9] « upon the understanding that those same rules will be scrupulously observed by all their opponents » *in ibid.*

[10] CRANE, *Bombs, Cities...*, p. 32-33

[11] Cabinet du *Prime Minister* britannique.

[12] Ordinateur mécanique permettant de déterminer le moment idéal pour larguer les bombes, pour qu'elles atteignent leur cible. Ce viseur (*bombsight*) créé par Carl Norden est considéré comme une des technologies les plus abouties utilisées pendant cette guerre.

[13] « the danger of unrestricted air attack » *in* FDRLM, « Letter from Chamberlain to Franklin D. Roosevelt, 8/25/39 » *in Great Britain Diplomatic Files*, p. 1

[14] « which we for our part would never initiate » *in ibid.*, p. 2

la Navy (marine) états-unienne. Il fut disponible en 1927 mais la Navy refusa de partager cette technologie avec l'United States Army Air Corps[15] (USAAC) jusqu'en 1935. Pour finir, l'Air Corps Tactical School (ACTS) ignora tout à son propos jusqu'en 1938[16].

En temps de préparation de guerre, nous constatons que le sujet est à l'esprit des Alliés. S'ils se déclarent farouchement hostile au bombardement de civils, ils n'excluent que d'en être initiateur.

1.1.1.2 En guerre : les scrupules rayés de l'ordre du jour

Les premiers affrontements impliquant l'aviation, la RAF et la Luftwaffe[17], furent effectivement à visées militaires. Mais il est assez compliqué, dans le cadre de bombardement à proximité du front, de faire la différence entre opérations visant les civils, opérations ne se souciant pas des civils, ou opérations visant uniquement les militaires. Nous l'avons vu, dès le 11 septembre 1939, Hitler joua la carte de la confusion quant aux bombardements de populations civiles, bien qu'il semble établi que la Luftwaffe en fit peu de cas lors de l'invasion de villes comme Varsovie et Rotterdam[18]. Varsovie, encerclée le 17 septembre 1939, donna sa reddition après dix jours de bombardements aériens et de pilonnages d'artillerie, comprenant des largages de bombes incendiaires, touchant parfois des troupes d'infanterie allemande. Le 13 et 14 mai 1940, après sa reddition, la ville de Rotterdam connu un sort comparable, ayant pour but de signifier à la population des Pays-Bas la futilité de toute résistance[19].

Churchill, devenu *Prime Minister* le 10 mai 1940, mit en avant, très tôt, l'idée que n'importe quelle arme, technique, pouvait être légitime, face à un adversaire ayant violé autant de lois de la guerre traditionnelle que l'Allemagne[20]. Pour autant, cela n'impliquait pas encore de viser des civils en tant que cible habituelle, mais cela les plaçait comme cibles acceptables dans le cadre de missions de vengeance, et ce dès le 12 mai 1940. Churchill considérait alors qu'il n'était plus question de s'en tenir aux « scrupules passés »[21]. A cette date, l'Allemagne n'avait pas encore bombardé le Royaume-Uni. Churchill n'autorisa pas le bombardement de Berlin avant que le centre de Londres ne soit touché, ce qui se produisit le 24 août 1940, quelques jours avant le début du *Blitz* qui causa plus d'une dizaine de milliers de

[15] L'USAAC deviendra l'USAAF en 1942

[16] Mowbray, « Air Force Doctrine Problems... », p. 4

[17] Rappelons que les États-Unis ne sont pas entrés en guerre avant le 11 décembre 1941, à la suite du bombardement de Pearl Harbor.

[18] Harmon, *« Are we beasts », Churchill and...*, p. 7

[19] Corum, *The Luftwaffe...*

[20] Harmon, *« Are we beasts », Churchill and...*, p. 6-7

[21] « We were no longer to be bound by our previously held scruples » cité dans *ibid.*, p. 8

morts au Royaume-Uni[22].

Le 30 octobre 1940, une directive exige que les raids aériens ciblent désormais des cibles industrielles au coeur de zones urbaines[23]. Petit à petit, la dynamique de guerre place le civil de spectateur à acteur de second plan, puis à acteur de premier plan. Cela se concrétise dans la nuit du 16 au 17 décembre 1940, lorsque un raid de grande envergure est décidé par le Cabinet de la Guerre, ayant pour but de « détruire autant que possible une ville allemande désignée »[24], dans l'idée spécifique de porter la guerre au coeur de l'Allemagne[25].

Nous pouvons dire que, dès lors, le civil a cessé d'être un dommage collatéral, une cible d'occasion. Cela s'inscrit dans la logique de guerre selon Carl von Clausewitz (1780-1831) : la guerre suppose une absence de limites et un dépassement de l'autre dans la cruauté. Il s'agit de se plier à ce qu'Hobbes, s'appuyant sur Thucydide, appellerait « nécessité de la nature », pour pouvoir faire la différence face à son ennemi, en se laissant entraîner dans une escalade de la violence[26]. Une telle logique mise sur l'idée que nul conflit ne peut être résolu autrement que par l'extermination de l'opposant ; une logique qui laisse, en fait, peu de place à l'humanité ; une logique qui semble avoir été celle des belligérants de cette guerre, dont l'aboutissement ultime est sans doute Nagasaki. Il est vrai que le prix à payer pour ne pas entrer dans cette logique est lourd, puisqu'il s'agirait de s'abstenir d'employer des moyens immoraux et efficaces dont l'autre ne se prive pas. Nous pouvons penser au cas analogue, sur certains points, de l'emploi de la torture en réponse au terrorisme, marquant la Guerre d'Algérie, quoique dans un contexte dont l'enjeu majeur n'était pas de même nature.

1.1.2 La doctrine de l'*Air Power* ou l'esprit de Giulio Douhet au sein des forces alliées

Pourquoi le Royaume-Uni fait-il preuve de tant de prudence quant à l'idée de ne jamais recourir à des bombardements aériens ciblant des civils ? Pour répondre à cette question, il convient de se pencher sur ce que l'on peut qualifier d'idéologie authentique, celle de la domination de l'*Air Power*, la suprématie aérienne, développée entre les deux guerres par des militaires de tout pays.

Si Edgar Gorrel critiquait les bombardements français et britanniques pour leur inefficacité, il avait à l'esprit que cela n'était que le fruit de mauvais choix stratégiques mais que, foncièrement, la technologie aérienne devait prendre part aux

[22] *Ibid.*, p. 10

[23] Richards, *Royal Air Force...*, p. 234

[24] « bring about 'the maximum possible destruction in a selected German town » cité dans *ibid.*, p. 234

[25] *Ibid.*, p. 240

[26] Walzer, *Just and Unjust Wars...*, p. 23

affrontements par le bombardement. Son rapport démontant les bombardements réalisés par les Français et les Britanniques doit être vu, en fait, comme un point de départ pour cette nouvelle doctrine de la suprématie aérienne[27].

Giulio Douhet est, très probablement, le penseur majeur de cette nouvelle idéologie. Né en 1869, il s'implique très tôt dans l'armée et devient artilleur en 1896[28]. Choisi en 1912 pour diriger la première escadrille aérienne italienne, il remarqua pendant la Grande Guerre que l'équipement au sol favorisait énormément la défense, poussant selon lui le conflit à des guerres de tranchées. Ceci l'amena à formuler, dès 1921, sa théorie sur le nouveau rôle qui devait être donné aux forces aériennes, estimant que l'avenir de la guerre était à l'usage des bombes et des gaz par bombardement aérien[29]. A ses yeux, l'aviation était le challenge de la prochaine guerre, une guerre qu'il avait bien à l'esprit loin de toute pensée pacifiste, apparemment totalement étanche à toute idée de « der des der » : il affirmait que les nations qui auraient l'audace de ne pas suivre ce qu'il considérait être l'évolution naturelle, et qui se seraient surprises par le conflit sans être dotés de l'armement adéquat (les bombardiers), seraient d'emblée vaincues[30]. A vrai dire, il s'agit là d'un lieu commun : bien évidemment, ne pas être prêt constitue toujours un désavantage majeur, souvent crucial dans un contexte de guerre. Marc Bloch cristallisait bien ce problème dans son examen de la débâcle de 1940 : il observait que l'enseignement de l'histoire dans les écoles militaires françaises ne prenait pas en compte la nature profonde de l'histoire qui est le changement. Ainsi, Bloch accusait cette pratique de l'enseignement d'avoir incité les chefs militaires français de 1914 à penser la guerre comme napoléonienne, et à ceux de 1940 quelle serait celle de 1914[31]. Et il n'aurait pas donné tout à fait tort à Douhet en signalant l'extrême rapidité de la guerre de 1940, une rapidité ne donnant pas le droit à l'erreur initiale ni au manque de préparation[32].

Mais ceci n'est que l'écume de la pensée Douhetienne. Ce qui caractérise cette pensée, hormis l'importance du poids qui devrait être accordé aux bombardiers, c'est l'idée qu'il n'y a aucune différence à faire entre civils et militaires[33]. Mieux, les civils sont en fait une cible de choix : pour Douhet, le temps des longues guerres détruisant pierre par pierre, caillou après caillou, champ après champ, l'Europe était révolu. Dorénavant, seules quelques vagues de bombardements sur des zones urbaines décideraient en un temps record de l'issue d'une guerre. Les prochaines guerres, pour Douhet, devaient être totales, et la vue du sang n'y serait plus réser-

[27] CRANE, *Bombs, cities...*, p. 14
[28] SCIACCO, *Les contributions fondamentales...*
[29] ESTES, « Giulio Douhet... »
[30] *Ibid.*
[31] BLOCH, *L'étrange défaite*, p. 151-152
[32] *Ibid.*, p. 153
[33] CRANE, *Bombs, Cities...*, p. 16

vée aux seuls militaires[34]. Tout dépendrait désormais de l'emploi de bombardiers selon un triptyque précis : largage de bombes explosives produisant les premières destructions, largage de bombes incendiaires provoquant des incendies, largage de bombes toxiques empêchant les secours d'intervenir[35]. Pour Douhet, il était impératif que l'armée de l'air soit prioritaire sur la marine et l'armée de terre, étant la seule armée à même de terroriser réellement les populations. Aussi, il était vital que soient constituées des flottes massives de bombardiers, laissant aux chasseurs le rôle unique de la défense des bombardiers contre les chasseurs ennemis, le seul danger selon lui. Le concept de batteries anti-aériennes ne le séduisait pas, pensant que seul l'équipement d'attaque devrait être discriminant du fait de l'infinie multiplicité des cibles potentielles à défendre[36] ; il l'ignore donc, dans ses conceptions défensives autant qu'offensives. Ces conditions réunies devaient pour Douhet, permettre la réalisation de courtes guerres, moins destructrices et sanguinaires que celle de 1914-1918, tout en admettant le prix à payer : la mort de civils.

Sur ce point, Douhet fait très clairement l'impasse sur une des questions morales fondamentales lorsqu'on touche au *jus in bello*, celle du consentement des victimes. Dans l'esprit de Douhet, vue commode que d'autres auront toutes les raisons d'affectionner plus tard, le simple fait d'appartenir à une nation en guerre fait consentir à la mort. Cela peut passer par le fait de participer à l'effort de guerre. Mais la logique de Douhet veut que même l'inaction, ou l'inefficience de l'action, soit coupable : le civil est censé, voyant les bombes tomber sur son pays, s'il n'adhère pas à la guerre, oeuvrer pour que son pays change de politique, en faisant tomber le gouvernement si nécessaire. Tant que son gouvernement n'a pas signé de reddition, le civil n'est donc qu'un ennemi non-combattant, coupable d'appartenir à une nation en guerre. Ceci soulève de nombreuses questions, du fait en particulier que, peu importe que l'on soit dans un cadre démocratique ou pas, il parait impossible que l'on puisse dire que tous les éléments d'une nation soit à l'unanimité en faveur de leur gouvernement. D'ailleurs, les conventions de guerre reconnaissent le droit d'un homme à ne pas consentir à la guerre : par exemple, selon ces conventions, lorsqu'un guerrier se rend et est fait prisonnier, il abandonne son droit de tuer et ses opposants en font de même à son égard. S'il a un droit, voire un devoir, à l'évasion, s'il tue dans le cadre de cette évasion, il devient criminel aux yeux des conventions, son acte n'étant plus considéré comme acte de guerre, du fait de l'abandon de son droit de tuer, principe fondamental de sa détention pacifique[37]. A cet égard, nous pouvons dire que Douhet ne s'encombre pas de considérations morales. Nous verrons plus tard que, à vrai dire, les doctrines et discours militaires de ces années là s'encombrent finalement assez rarement de considérations morales,

[34] ESTES, « Giulio Douhet... »
[35] SCIACCO, *Les contributions fondamentales...*
[36] ESTES, « Giulio Douhet... »
[37] WALZER, *Just and Unjust Wars...*, p. 46

privilégiant la réflexion sur l'efficacité. Et en cette matière, Douhet fait l'impasse sur ce que Clausewitz résume par l'expression « brouillard de guerre »[38]. En effet, la théorie de Douhet oublie totalement le cas des balles perdues tout comme celui des conditions climatiques, ou encore des perturbations psychologiques des acteurs.

La doctrine de Douhet est donc une doctrine que l'on peut qualifier de totale, proposant une résolution simple, la suprématie aérienne, d'un problème majeur, la guerre, avec tous les défauts que comportent les idéologies proposant une solution clef-en-main, mais aussi avec tout leur pouvoir de séduction. Ainsi, l'Allemand Jan Smuts et l'États-Unien William « Billy » Mitchell s'y attachèrent très vite, le second rencontrant Douhet dès 1922[39]. Mitchell, né à Nice en 1879, fils d'un riche sénateur du Wisconsin, prit contact avec la guerre aérienne, comme Douhet, dans le cadre de la guerre de 1914-1918, où dès avril 1917, il rencontra, en tant que lieutenant américain, les responsables des divisions aériennes françaises et britanniques. Très efficient, dirigeant des opérations aériennes, il récolta de multiples honneurs à l'occasion du conflit, réalisant un *cursus honorum* des plus respectables. Dès 1919, il critiqua ouvertement l'armée de terre et la marine des États-Unis pour leur manque d'intérêt pour l'armement aérien. C'est donc assez naturellement que son esprit turbulent rencontra celui de Douhet, le faisant persister dans son approche, au mépris de sa carrière. Il fut, en effet, rétrogradé en 1925 au rang de colonel, ce qui ne calma en rien ses ardeurs, puisqu'il accusa, après de l'écrasement du dirigeable de la marine nommé Shenandoah, ses supérieurs d'incompétence « presque digne de trahison de la défense nationale ». Cassé en cour martiale, il démissionna le 1er février 1926. Bien que discrédité, cet homme très bruyant aura été le lien direct entre l'USAAC et l'idéologie douhetienne, et sa disgrâce officielle ne doit pas être interprétée comme une disgrâce intégrale au sein de l'armée. Le fait que les bombardiers B-25 héritent du nom Mitchell est révélateur à ce propos[40]. Nous pouvons noter, cependant, l'existence d'une certaine controverse au sujet des liens entre Douhet et Mitchell, en particulier autour de la thèse de doctorat de Raymond Flugel, soutenue à l'Université d'Oklahoma en 1965. Flugel y soutien l'existence de liens forts, ce que contestent certains chercheurs de l'USAF comme Phillip Meilinger[41]. Nous le signalons car il nous apparait interessant de prendre connaissance de cette querelle – et donc du caractère polémique et discutable des liens entre Douhet et Mitchell. Mais, quoiqu'il en soit, cette querelle n'a pas de conséquences majeures pour notre propos : quand bien même Douhet et Mitchell ne se seraient jamais rencontrés physiquement, leur rencontre intellectuelle n'en serait pas moins indéniable, tant leurs vues, en observant certaines nuances il est vrai, sont accordées. Il s'agit, semblerait-il, plus d'une querelle sur la paternité de cette doctrine que quoi que

[38] Estes, « Giulio Douhet... »
[39] Crane, *Bombs, Cities...*, p. 15-16
[40] Meilinger, *American Airpower Biography...*
[41] *Ibid.*

ce soit d'autre, avec toutes les limites que comportent les réflexions qui acceptent d'entrer dans le cadre étriqué d'une privatisation des idées – les idées sont rarement le fruit d'un seul homme, et les *self made men* n'existent pas en matière intellectuelle. Nous ne pouvons qu'inciter les sceptiques à consulter les travaux des deux hommes, en particulier *Il dominio dell'aria*, ouvrage majeur de Douhet publié à Rome en 1921, et *Winged Defence : the Development and Possibilities of Modern air Power*, ouvrage majeur de Mitchell publié à New York en 1925. En matière de nuances, la principale réside dans le fait que Douhet vise les civils comme cible première alors que Mitchell vise les zones urbaines industrielles, où se trouvent des civils, comme cible première : dans les deux discours, des civils sont en première ligne, dans les deux discours nous retrouvons l'idée que les bombardements, selon la même méthodologie, permettent une résolution immédiate des conflits.

1.2 Comparaisons entre l'USAAF et la RAF en matière de doctrines et de méthodes

Bien que Douhet et Mitchell furent, de leur temps déjà, très controversés, les doctrines qui sont celles de l'USAAC et de la RAF sont relativement empreintes de l'idéologie de la suprématie aérienne. Et nous observons cela bien que les freins à la pénétration de cette idéologie soient multiples et, parfois, inattendus.

Si l'on y réfléchit, la proposition faite par Douhet et Mitchell ne pouvait être tout à fait ignorée. Tout d'abord, elle repose sur l'inédit : tant qu'une expérience n'a pas été tentée, elle possède un capital de séduction important. Aussi, un aspect lié à la question de l'inédit, cette expérience se présente comme solution providentielle : il suffirait d'appliquer une recette de cuisine pour obtenir une victoire nette, impliquant des civils mais réduisant la durée du conflit, et donc le nombre de victimes. Pour rendre le propos plus palpable, on peut ici faire une analogie entre cette idéologie militaire et l'idéologie sociale que constitue le communisme : si le communisme originel[42] a encore un sens pour certains, c'est uniquement en n'admettant aucune expérience s'étant revendiquée communiste comme telle. Dans cette perspective, il est impératif de prétendre à l'inédit, la faillite de l'URSS, de la Chine, de la Corée (etc...) interdisant, sinon, de persister à croire à la solution miraculeuse – car il s'agit bien, *in fine*, de théologie[43]. Il est donc indéniable que dans le cadre idéologique, en particulier dans le cadre de celles promettant une résolution parfaite de conflits, l'inédit, l'absence d'incarnation historique, est donc bel et bien un avantage capital, dont profite la doctrine de la suprématie aérienne.

[42]Nous ne parlons bien évidemment pas de la forme évoluée du communisme pratiquée depuis les années 1990 en France, qui rejoint, *de facto*, le socialisme réformiste.

[43]Nous employons ce terme pour mettre en avant l'aspect religieux de la question, aussi paradoxal qu'il puisse être.

Ceci explique sans doute la réticence des leaders politiques comme Chamberlain à poser un *veto* net et définitif à tout bombardement de populations civiles. S'il n'y avait alors aucune certitude de la pertinence de la doctrine douhetienne, il n'y avait alors non plus aucune certitude concernant son impertinence. Pour autant, l'expérience italienne en Éthiopie, en 1935, qui tendait à appliquer cette doctrine, n'était pas probante à ce propos, malgré une domination totale des airs[44]. Par ailleurs, il est possible d'interpréter le stratagème de Roosevelt du 1er septembre 1939, que nous avons précédemment évoqué, comme un moyen d'engager l'application de la doctrine douhetienne, tout en laissant la responsabilité de cette action, son poids moral négatif, à l'Allemagne ; car cette théorie implique tout de même, peu importe quelle soit exacte ou pas, le massacre de civils. Mais il s'agit là, bien entendu, d'un raisonnement sur les intentions, intrinsèquement fragile. Nous pourrions tout aussi bien défendre la thèse inverse, qui voudrait que justement, Roosevelt voulait éviter l'incarnation de cette doctrine. Rien ne prouve le contraire, et prendre argument d'une déclaration hostile à cette doctrine, une hostilité très mesurée il est vrai, pour un argument en faveur de cette doctrine reste une démarche restant dans le champ de l'hypothèse, en aucun cas de l'affirmation.

Il faut donc garder à l'esprit la curiosité, et sans doute également la méfiance, nourrie tant par les Britanniques que les États-Uniens à l'égard de cette doctrine. Et s'il est loin d'être évident que tous partagent tout à fait les convictions de Douhet et Mitchell, l'intérêt de l'aviation au sein de l'armée devient difficilement contestable.

Nous avons en introduction évoqué l'hétérogénéité doctrinaire des alliés, en matière d'aviation. C'est en particulier en rapport de cette doctrine que cela apparaît.

1.2.1 La RAF et l'*Area Bombing*, le bombardement de zone

1.2.1.1 De la vengeance à l'habitude

Il est indéniable, concernant la RAF, que les propos de Douhet et Mitchell eurent une très large audience, au moins parmi les plus haut-gradés. Cela ressort de manière flagrante en février 1942 : le 14, une directive place les civils comme cible de choix des bombardements aériens[45] ; le 22, l'*Air Chief Marshal* Arthur « Bomber » Harris, né en 1892, tout à fait douhetien dans l'âme, est nommé *Air Officer Commanding Bomber Command*, supérieur absolu du Bomber Command de la RAF. Mais cela n'est que l'aboutissement d'un processus engagé dès le début de la guerre.

Une réflexion sur le Blitz aurait du, logiquement, tendre à disqualifier la doctrine de suprématie aérienne, au moins aux yeux des britanniques. Le 8 décembre 1940,

[44] Sciacco, *Les contributions fondamentales...*

[45] Beck, *Under the bombs...*, p. 2-3

en plein Blitz, Lord Lothian, ambassadeur britannique à Washington, fait parvenir à Roosevelt une longue missive, évoquant point par point la situation britannique et l'abord de 1941, naturellement en incitant les États-Unis à entrer en guerre. Dans cet esprit, il précise bien que :

> « Le danger d'une destruction de la Grande-Bretagne par une attaque massive et brève est écarté [...] Nous pouvons supporter la mise en pièce de nos habitations et le massacre notre population par des raids aériens indiscrimés. Nous espérons que les avancées techniques que nous réalisons nous permettrons de les contrer de plus en plus aisément, tout en rendant possible des attaques sur des objectifs militaires en Allemagne, dès lors que nos forces seront équivalentes à celles de l'ennemi. »[46]

FIG. 1.3 – Victimes d'un raid aérien sur une école d'Ardgowan Road (London), IWM HU 36161 4700-09, janvier 1943

Non seulement les raids aériens visant des populations civiles exercés par l'Allemagne n'ont pas pour effet de déstabiliser complètement la Grande-Bretagne en un temps record mais, de plus, ils semblent renforcer l'assise du gouvernement britannique. L'impact moral sur les populations de la vue du sang et de la mort n'aurait pas pour effet de favoriser une reddition mais, bien au contraire, de favoriser une résistance. A cet égard, le discours du 14 juillet 1941 de Winston Churchill, en hommage aux services de secours de Londres, bien qu'ayant évidemment pour objectif de rassurer, est parlant :

> « Nous devons nous poser la question suivante : est-ce que les bombardements [sur Londres] vont se reproduire ? Nous partons du principe que c'est le cas. De nombreux préparatifs ont été fait en réaction à la douloureuse expérience que nous avons vécue et des multiples erreurs que nous avons, sans doute, commises – le succès ne vient, après tout, qu'après de multiples erreurs et leur analyse. Si l'apaisement cesse, si la tempête reprend, nous serons prêts, nous ne pâlirons pas, nous pouvons la supporter une fois encore.
>
> Nous ne demandons aucune faveur de la part de nos ennemis. Nous n'attendons de leur part aucun remord. Au contraire, si ce soir nous demandions à notre peuple s'il désire qu'une convention de guerre coupe

[46] « The danger of Great Britain being destroyed by a swift overwhelming blow has for the time being very greatly receded[...] We can endure the shattering of our dwellings and the slaughter of our civilian population by indiscriminate air attacks and we hope to parry these increasingly as our science develops and to repay them upon military objectives in Germany as Force more nearly approaches the strength of the enemy. » *in* FDRLM, « Letter from Lord Lothian to Franklin D. Roosevelt, 12/8/40 », *in Great Britain Diplomatic Files*, p. 4

> court à tout bombardement de villes, la majorité écrasante répondrait "Non, nous allons les rencontrer sur leur terrain, et cela avec plus bien plus de vigueur qu'ils ne l'ont fait."
> [...]
> Nous pensons sincèrement qu'il est en notre pouvoir de poursuivre ce processus, mois après mois, année après année, jusqu'à ceux qu'ils [les nazis] soient supprimés par nous ou, mieux, mis-en-pièce par leur propre peuple. »[47]

L'impact des bombardements en Grande-Bretagne est donc loin de provoquer une volonté de reddition parmi la population britannique. Au contraire, les bombardements poussent la Grande-Bretagne à s'afficher plus hargneuse qu'elle n'aurait osé l'être auparavant. Certes, nous pouvons remarquer que le Blitz ne correspond pas à une application parfaite de la théorie de Douhet : si les bombes incendiaires succèdent bien aux bombes explosives, il n'est pas fait usage de gaz[48]. Ceci dit, nous savons bien que, dans notre matière, les spéculations à propos de ce qui aurait pu arriver si l'histoire avait été différente mènent irrémédiablement à tout et, du coup, à rien. Ce que l'on peut constater, c'est que la RAF, de toute façon, ne fera pas non plus usage de gaz durant cette guerre, et son expérience se calquera donc sur l'expérience allemande. Comme le plupart des théories clef-en-main, la doctrine de Douhet est difficilement applicable intégralement, pour diverses raisons ; évidemment, cela, dans une certaine mesure, permet de maintenir le soupçon d'inédit dont nous parlions auparavant.

La Grande-Bretagne fait donc le choix de s'engager dans une voie dont son propre vécu, voire son actualité, dément l'efficacité. Il faut noter que des sondages réalisés en 1941 révèlent que la population britannique désireuse de bombardements meurtriers sur les villes allemandes est surtout celle qui n'en a pas fait l'expérience. Les plus bas scores sont atteints dans les villes durement bombardées

[47] « We have to ask ourselves this question : Will the bombing attacks come back again ? We have proceeded on the assumption that they will. Many new arrangements are being contrived as a result of the hard experience through which we have passed and the many mistakes which no doubt we have made - for success is the result of making many mistakes and learning from experience. If the lull is to end, if the storm is to renew itself, we will be ready, will will not flinch, we can take it again.

We ask no favours of the enemy. We seek from them no compunction. On the contrary, if tonight our people were asked to cast their vote whether a convention should be entered into to stop the bombing of cities, the overwhelming majority would cry, "No, we will mete out to them the measure, and more than the measure, that they have meted out to us."

[...]

We believe it to be in our power to keep this process going, on a steadily rising tide, month after month, year after year, until they are either extirpated by us or, better still, torn to pieces by their own people. » *in* Churchill, *You Do Your Worst...*

[48] Estes, « Guilio Douhet... »

comme Londres ; mais ces scores sont quand même de l'ordre de 45 % de sondés favorables aux bombardements[49]. Ainsi, si l'on peut dire que les populations qui connaissent réellement l'expérience du bombardement sont moins enclines à le faire subir à autrui, ces populations n'y sont pas opposés de manière écrasante pour autant.

Par ailleurs, les décisionnaires britanniques avaient-ils le choix de leur politique aérienne en ce début de guerre ? La question mérite d'être posée, et une réponse négative expliquerait en grande partie l'affection vouée à la théorie de la suprématie aérienne. En 1940, le Royaume-Uni est littéralement saigné par l'Allemagne nazie : hormis se défendre sur son propre sol, tant bien que mal, quelles solutions restent à sa disposition ? Si Douhet et Mitchell n'avaient sans doute pas tort sur un point, c'est que la défense anti-aérienne au sol n'est pas une mince affaire. Par ailleurs, et c'est sans doute là l'essentiel, l'attaque permet de déplacer le front, au moins pour un temps, dans les retranchements de l'opposant – et cela sans même qu'une réelle offensive, impliquant une évolution réelle de la situation militaire, soit encore possible. Mais, dans une perspective d'attaque, l'équipement aérien semble constituer le problème majeur britannique : leurs avions apparaissent tout simplement trop inefficaces. Les premières missions britanniques visent des cibles militaires précises, dites « stratégiques », et cela de jour. Lorsque la cible n'est pas manquée, le nombre d'avions ne rentrant pas à la base représente un coup matériel et humain probablement plus important que celui subi par les bombardés. C'est, du moins, ainsi que le *United States Strategic Bombing Survey*, travail colossal d'universitaires, d'industriels et de militaires, élaboré sous la houlette de l'USAAF, publié à la fin de la guerre et décidé pendant la guerre[50], nous présente les faits :

> « La RAF fut, dans la guerre aérienne contre l'Allemagne, une pionnière. Elle expérimenta, assez brièvement, les attaques de jours sur des cibles industrielles mais abandonna la démarche du fait de pertes bien trop lourdes. Ensuite, elle tenta des attaques sur des stocks de pétrole, d'aluminium ou encore des usines aéronautiques de nuit. Cette démarche fut également abandonnée ; avec les techniques à disposition, il était impossible de localiser précisément les cibles à temps. Alors, la RAF commença les célèbres raids sur des villes industrielles allemandes. »[51]

---

[49] Walzer, *Just and Unjust Wars*, p. 256

[50] Daniels, *A guide to the reports...*, p. xx-xxi

[51] « The pioneer in the air war against Germany was the RAF. The RAF experimented briefly in 1940 with daylight attacks on industrial targets in Germany but abandoned the effort when losses proved unbearably heavy. Thereafter, it attempted to find and attack such targets as oil, aluminum and aircraft plants at night. This effort too was abandoned ; with available techniques it was not possible to locate the targets often enough. Then the RAF began its famous raids on German urban and industrial centers. » *in United States Strategic Bombing Survey*

Un rapide aperçu des bombardiers les plus employés par la RAF (cf. Figure 1.2) révèle en effet certaines particularités qui dénotent de l'équipement de l'USAAF. Le premier élément, le plus flagrant, c'est la masse de bombes que les bombardiers britanniques emportent : l'Halifax emporte en moyenne une masse deux fois plus importante de bombes que les bombardiers de l'USAAF ; le Lancaster, lui, en emporte une en moyenne trois fois plus importante que ceux de l'USAAF. Si, certes, cela permet plus facilement de littéralement noyer une zone sous les bombes, cela multiplie la lourdeur de l'avion, et donc, à technologie de navigation comparable, réduit sa maniabilité.

	Modèle	**Armement** (mitrailleuses)	**Bombes** [kg]	**Altitude moyenne** [m]
USAAF	Boeing **B-17G** « Flying Fortress »	12 x 0,50 cal.	3630	10850
USAAF	Consolidated **B-24D** « Liberator »	11 x 0,50 cal.	3630	9750
USAAF	North American **B-25B** « Mitchell »	5 x 0,50 cal.	2270	7600
RAF	Consolidated **LB30** « Liberator » (basé sur le B-24A)	11 x 0,30 cal.	4000	7315
RAF	Avro **Lancaster**	8 x 0,303 cal.	10000	5800
RAF	Handley Page **Halifax**	5 x 0,303 cal.	5500	6700

FIG. 1.4 – Comparatif (simplifié) de quelques bombardiers alliés employés entre 1940 et 1945 sur le théâtre européen, basé sur les informations du US Air Force Museum et celles de la RAF.

Autre aspect, sans doute lié à la masse de bombes emportées, qui n'arrange rien, c'est l'attitude de vol relativement faible des Lancaster et Halifax. Le LB30 est celui qui vole le plus haut des bombardiers de la RAF, à 7315 mètres environ, soit une altitude inférieure au B-25B, le bombardier de l'USAAF sur le théâtre européen qui vole le plus bas. Cela les rend, naturellement, plus vulnérable face aux chasseurs ennemis, voire à la FLAK – il s'agit de l'altitude de vol moyenne, pas de l'altitude en combat. Nous constatons également que ces bombardiers sont sous-dotés en armement de défense, disposant systématiquement de moins de mitrailleuses que leurs homologues de l'USAAF et de calibre plus faible. Nous notons, d'ailleurs, que le LB30, le bombardier de la RAF qui est le plus avantagé sur un plan défensif, n'est en fait à la base qu'un B-24A, fourni par l'USAAF à la RAF, et ne constitue pas le gros des bombardiers de la RAF. Dernier aspect, qui n'est pas des moindres lorsqu'il est question d'efficacité de bombardement, la RAF utilise majoritairement le viseur Mark XIV, très très inférieur au Norden Bombsight[52]. Il

[52] CRANE, *Bombs, Cities...*, p. 64

ne s'agit là que d'une comparaison entre bombardiers alliés : tout en étant sans doute plus difficile d'interprétation, une comparaison avec les chasseurs de l'Axe pourrait avoir son intérêt également. Les Britanniques sont donc, du fait de leur dotation en bombardier, dans une posture défavorable et c'est cela qui nous fait dire que l'adhésion à la doctrine de la suprématie aérienne, qui s'impose là comme une évidence, reflète aussi une absence de liberté de politique, à ce stade de la guerre – bien que, après tout, leur dotation en bombardier reflète l'esprit d'avant-guerre.

Le facteur humain est également à prendre en considération. Cet aspect transparaît au travers de certaines expressions faisant leur apparition à la RAF. Le *creepback*, par exemple, désigne le largage des bombes avant la cible, pour limiter les risques, par angoisse. Généralement, lorsqu'un bombardier fait du *creepback*, ceux qui le suivent bombardent trop tôt également, puisqu'ils prennent ceux qui les précédent comme indicateurs de la cible. Bien entendu, il arrive que plusieurs bombardiers d'affilée donnent dans le *creepback*, résultant en un bombardement particulièrement éloigné de la cible théorique (plus de 15 kilomètres). Nous avons alors affaire à des *fringe merchants*[53], expression difficilement traduisible en français de manière pertinente[54]. Si de telles expressions sont inventées, c'est en référence à un certain quotidien et non pas pour l'amour tout particulier des jeux de mots. Le mauvais matériel s'allie donc aux faiblesses humaines, aux peurs des équipages d'une armée qui offre les chances de survie parmi les plus faibles possibles de toutes les armées britanniques[55]. Les récits d'avions abattus par leur propre camp sont d'ailleurs indénombrables, entrant de plein pied dans la légende[56].

D'échecs en échecs, dès 1940, la RAF entre dans une dynamique de bombardement, à l'ampleur de plus en plus importante, de zones urbaines. Le 30 octobre 1940, le Cabinet de la Guerre britannique émet une directive stipulant que les raids aériens doivent, dorénavant se dérouler dans des zones industrielles au coeur de zones urbaines[57]. Le 16/17 décembre 1940, nous l'avons déjà mentionné, ce même Cabinet de la Guerre décide de raids de vengeance, où il s'agit de détruire sans distinction une ville, tâche pour laquelle les bombardiers imprécis au tonnage démentiel de la RAF s'avèrent efficaces. Progressivement ce qui était mission de vengeance devient mission habituelle – car bien entendu, celles-ci seulement peuvent être présentées comme couronnées de succès. Effectivement, entre mai 1940 et mai

[53] Fussel, *A la guerre...*, p. 355-356

[54] La traduction littérale serait « marchands de franges » ou « marchands de bordures ». La traduction proposée par Paul Chemla, dans l'édition française l'ouvrage de Paul Fussel, est « marchands de tapis », ce qui, bien que cocasse, ne nous parait pas refléter de manière suffisante le sens du mot *fringe* dans toute sa polysémie. Celui-ci implique, en particulier, très fortement la notion de bordure, d'extrémité ; une notion absente du terme tapis.

[55] *Ibid.*, p. 75-76

[56] *Ibid.*, p. 50

[57] Richards, *Royal Air Force...*, p. 233

1941, 40 % des bombes larguées sur le sud de l'Allemagne manquent leur cible[58]. Le 9 juillet 1941, le Bomber Command affirme son objectif terroriste[59] en indiquant que « la tâche principale des bombardiers sera dorénavant de disloquer le réseau de transport et de briser le moral de la population civile, comme un tout »[60], tout en indiquant, tout de même, que l'objectif n'est pas « de trucider délibérément les populations mais de détruire leurs maisons, usines et loisirs »[61]. Cette progression nous amène à l'année 1942, année de la nomination de Harris à la tête du Bomber Command, période où l'on peut considérer la RAF dans une perspective pleinement douhetienne. Ainsi, pour Harris « nous [les alliés] pouvons supprimer Berlin [...], cela nous coûtera de 400 à 500 avions. Ça coûtera à l'Allemagne la guerre »[62]. Dans le même ordre d'idées, Harris disait qu'il « avait toujours eu le désir de faire d'Hambourg une ruine sans vie *(a real dead set)* » parce qu'il s'agissait « de la seconde ville la plus importante en Allemagne » et qu'il voulait « faire un spectacle fabuleux »[63], affirmant clairement que c'est bien la taille de la ville en terme de population qui l'intéressait prioritairement, et non pas sa zone portuaire notable et son arsenal de sous-marins. Dans un pareil contexte, il n'est pas franchement surprenant de voir Lubeck apparaître dans la liste des cibles de choix, non pas pour son poids industriel, mais parce qu'elle considérée comme structurellement (âge des bâtiments, entassement des constructions) très inflammable[64]. Il n'est pas tout à fait surprenant non plus de voir des missions nommées « Gomorrah », en référence, bien entendu, au passage biblique, ce qui, selon les termes de l'historien Earl Beck, « suggère que l'on se considère comme Dieu-tout-puissant faisant pleuvoir le feu sur la population de pécheurs de la Gomorrhe moderne »[65]. Par la suite, en 1944, le Cabinet de la Guerre britannique proposa l'emploi du gaz moutarde... Ce qui ne peut pas être interprété autrement que comme une adhésion parfaite à la doctrine de Douhet. Mais Carl Spaatz, de l'USAAF, commandant de la 8ème Armée de

---

[58] *Ibid.* p. 239

[59] Le mot terrorisme est souvent employé pour sa fréquente, et relativement logique, connotation péjorative. Ici, nous nous limitons au sens strict du terme, que nous définissons comme suit : est terroriste une action qui vise à provoquer un changement d'attitude d'autrui en provoquant la terreur de celui-ci, ou de tierces personnes ayant prise sur lui.

[60] « You will direct the main effort of the bomber force [...] towards dislocating the German transportation system and to destroy the morale of the civil population as a whole » cité *in ibid.*, p. 376

[61] « [...] not by the deliberate slaughter of civilian populations, but by the destruction of homes, factories, and all the amenities of life . » cité *in ibid.*, p. 377

[62] « We can wreck Berlin from end to end [...] It will cost between us 400-500 aircraft. It will cost Germany the war. » cité *in* Beck, *Under the Bombs...*, p. 65

[63] « I had always wanted to have a real dead set at Hamburg. It was the second biggest city in Germany and I wanted to make a tremendous show. » cité *in ibid.*, p. 64

[64] *Ibid.*, p. 2-3

[65] « [...] a biblical title that suggested that he was the omnipotent God Almighty raining down fire and sulfur on the evil inhabitants of a modern Gomorrah » *in ibid.* p. 63-64

l'air en 1942, de l'armée de l'air du Nord-Ouest de l'Afrique en 1943, puis de l'US Strategic Air Forces (USSTAF) en Europe en 1944, s'y opposa formellement, en estimant que cela devait être proscrit quand bien même l'Allemagne s'y adonnerait[66], coupant court à toute logique d'escalade de la violence. Ce désaccord concernant l'emploi de gaz n'empêcha pas la RAF de, à l'occasion d'un nombre important de missions, accroître le pourcentage de bombes incendiaires larguées, au dépend des bombes hautement-explosives[67].

Cette évolution vers la doctrine de Douhet est, comme nous l'avons suggéré, en partie le fruit des faiblesses de l'équipement britannique, au moins au départ. Parce que cet équipement ne permet pas de missions de jour, constituant une cible trop facile pour les chasseurs ennemis, les bombardements se font de nuit. Mais de jour, déjà, les bombardements s'avèrent extrêmement peu précis. Évidemment, les bombardements de nuit ne peuvent qu'être d'autant plus imprécis, et reposent, en fait, sur le choix de mettre en péril des civils ennemis pour sauver ses militaires. C'est donc bien dans cette perspective qu'il faut comprendre l'*area bombing*, le bombardement de zone (urbaines), parfois appelé *carpeting bombing* ou encore *saturation bombing*, dont l'objectif est toujours, lorsque la cible est en Allemagne, même si l'ordre de mission évoque une quelconque voie ferrée, de littéralement inonder une zone de bombes et de n'en laisser plus que des ruines.

1.2.1.2 Un « certain sens des responsabilités » ou l'absence d'audience pour un regard critique sur la stratégie aérienne nationale

De plus en plus totale, l'idéologie de la suprématie aérienne, cultivée par la RAF et en premier lieu le commandant de son Bomber Command, Harris, ne fit pas l'unanimité absolue en Grande-Bretagne. L'exemple le plus marquant de regard critique à l'égard des bombardements est, sans doute, celui de George Bell. Évêque anglican de Chichester depuis 1929 ayant une visée très largement œcuménique, il tint très tôt un discours relativement original, s'affranchissant largement du contexte de guerre ambiant. Ainsi, il rappelait à qui voulait bien l'entendre qu'il estimait très important de différencier les Allemands des nazis[68]. Dès 1943, il usa de sa position pour rappeler qu'aux yeux de la foi chrétienne, si la guerre est tolérée comme un mal parfois nécessaire, elle reste considérée comme un mal. En particulier, il estimait que le bombardement de zones urbaines n'ayant pas prouvé son utilité militaire directe, sa pratique était indigne d'un pays chrétien et loyal. Ce qui naturellement déboucha sur une accusation directe d'Harris, qui, selon Bell, désinformait la population britannique, peu encline, sans doute, à se poser énormé-

[66] Crane, *Bombs, Cities...*, p. 90-91
[67] *Ibid.*, p. 92
[68] Best, « The Bischop... », p. 29

ment de question sur la qualité vie des allemands[69]. Il alla jusqu'à amener le sujet à la Chambre des Lords, le 9 février 1944. Mais nous ne pouvons que constater que son propos était bien moins accueilli que ceux d'Harris, qui avait l'avantage certain de représenter la main du peuple britannique frappant l'envahisseur allemand, et sa prise de position fit de lui le prélat le plus détesté du pays, y compris au sein des instances ecclésiastiques anglicanes. D'autres exemples comparables à celui de Bell existent : tous montrent la faible audience disponible, au Royaume-Uni, pour un discours contestataire en ces temps troubles. La chose surprend d'autant moins lorsque l'on sait que, selon des rapports à propos de la presse britannique envoyés à Roosevelt, « il n'y a pas de censure mais le fait que la majorité des propriétaires de journaux, par le biais de la Chambre des Lords, soient liés au Gouvernement les implique *avec un certain sens des responsabilités* »[70]. En d'autres termes, « s'ils sont convaincus qu'une certaine information nuirait à l'intérêt national, ils la tairaient »[71].

Le poids d'Harris ne saurait s'expliquer sans évoquer Winston Churchill. Si ce dernier au sujet du bombardement de zones urbaines tenait des discours ambigus, son soutien à Harris semble avoir été inconditionnel. Il est certain que cette politique aérienne n'était pas sans intérêt pour Churchill, qu'il adhère fondamentalement ou pas à l'idéologie qu'elle implique. Tout d'abord, cette politique adressait un message à l'Allemagne : nous sommes aussi capable de vous faire souffrir, vous allez subir ce que vous faites subir aux autres, si vous ne changez pas de gouvernement[72]. Elle adresse également un message au Royaume-Uni : gardez confiance, nous avons les moyens de faire face, eux aussi vont souffrir[73]. Finalement, elle adresse un message au reste du monde, en particulier aux États-Unis et à l'URSS, important au début de la guerre : nous sommes forts et tenaces, nous tiendrons, il vaut mieux être avec nous que contre nous[74]. Mais si les agissements du Bomber Command convenaient au discours politique de Churchill, sur un plan purement militaire, le bombardement de zones aériennes était pour lui surtout « un formidable moyen pour blesser l'ennemi »[75], et non pas la voie assurant la victoire. Il écrivait, en effet, dès le 27 septembre 1941, dans une réponse à Charles Portal, prédécesseur d'Harris

[69] *Ibid.*, p. 30-31

[70] « There is no official censorship but the fact that the majority of proprietors, by membership in the House of Lords, are part of the Government machinery engages them with a feeling of responsability » *in* FDRLM, « Report on British Press, 1942 », *in Great Britain Diplomatic Files*, p. 4

[71] « If, on occasion, they are convinced certain publicity is detrimental to the national interest they will 'play news down' » *in* FDRLM, « Report on British Press, 1942 », *in Great Britain Diplomatic Files*, p. 4

[72] Harmon, « "Are We Beasts ?"... », p. 11-12

[73] *Ibid.*, p. 12-13

[74] *Ibid.*, p. 14-16

[75] « [...] a formidable method of injuring the enemy », cité *in ibid.*, p. 16

à la tête du Bomber Command :

> « L'idée que les bombardements puissent être en facteur décisif dans la guerre actuelle est très discutable. Au contraire, tout ce que nous avons appris depuis le début de la guerre nous incite à penser que l'impact moral et physique des bombardements a été fortement exagéré. Il n'y a aucun doute sur le fait que le peuple britannique a été stimulé, endurci, par les attaques aériennes. Par ailleurs, il semblerait très probable que les défenses au sols et les chasseurs de nuit vont très probablement dominer le ciel. Aussi, lors des calculs sur le nombre de bombardiers nécessaires pour achever les missions hypothétiques et indéfinies que l'on leur attribue, il serait bon de prendre en compte le fait qu'un quart seulement de nos bombes touchent leurs cibles. »[76]

Six semaines après le bombardement de Dresde, le 28 mars 1945, il écrivit un *memorandum*, auquel nous avons fait une brève allusion dans notre introduction, qui fut apparemment plusieurs fois modifié pour ne pas trop heurter le Bomber Command. Sans être véritablement intéressant, son contenu édulcoré reste pourtant relativement accablant pour celui-ci, et apparaît avant-tout comme une volonté de Churchill de se dédouaner. Si nous pouvons croire à une certaine sincérité des inquiétudes de Churchill quant au massacre réalisé, nous constatons surtout que la finalité du propos est de reporter sa responsabilité sur le Bomber Command et Harris, en premier lieu, qui, après tout, était aux ordres de Churchill.

Nous avons parlé précédemment du choix fait par les Britanniques de placer la vie des militaires britanniques avant celle des civils allemands. Cela pose le problème, dont nous avons parlé en présentant Douhet, du consentement ; nous n'y reviendrons pas. Mais cela pose surtout le problème de l'explication de la poursuite des bombardements après la Bataille des Ardennes. Nous l'avons vu, dès 1941, Churchill ne croyait pas que ces bombardements puissent être décisifs. Dès la fin 1944, la défaite de l'Axe est assurée. Quel sens donner alors à la poursuite de bombardement visant des civils, puisque la survie britannique n'est plus en jeu ? Cela nous amène à une nouvelle réflexion sur le *jus in bello* : l'historien Christopher Harmon, nous l'avions signalé, défend Churchill en signalant les atrocités commises par les troupes nazies, partant du principe que les droits d'une armée à la guerre est relative aux crimes de l'autre. Harmon, avec intégrité, lui-même souligne l'étrangeté

[76] « It is very disputable whether bombing by itself will be a decisive factor in the present war. On the contrary, all that we have learnt since the war began shows that its effects, both physical and moral, are greatly exaggerated. There is no doubt that British people have been stimulated and strengthened by the attack made upon them so far. Secondly, it seems very likely that the ground defences and night-fighters will overtake the air attack. Thirdly, in calculating the number of bombers necessary to achieve hypothetical and indefinite tasks, it should be noted that only a quarter of our bombs hit the targets » *in* CHURCHILL, *Letter to Charles Portal in a reply to a report on the need to use more terror bombing attacks on Nazi Germany*

de la poursuite du bombardement de zone après les Ardennes[77], mais il ne semble pas remarquer que cela invalide parfaitement sa théorie d'égalité géométrique des droits des belligérants. En effet, ce questionnement sur la poursuite du bombardement de zone implique que, finalement, ce qui rend des opérations peu morales acceptables, ce ne sont pas les actes passés de l'ennemi, mais les actes futurs. En effet, si l'on peut comprendre le choix de ne pas se préoccuper de la vie des civils allemands alors que la vie des civils britanniques est en péril direct, et que sauver des vies parmi les premiers peut signifier amener les second à l'extermination, il est bien plus compliqué de comprendre, du moins de légitimer, cette même attitude alors que l'enjeu n'est plus que géopolitique. Henry Sidgwick, penseur britannique (1838-1900), avait déjà mis l'accent sur la « proportionnalité » et « l'utilité » des actes guerriers : dans cette logique, un guerrier agissant en pensant qu'il mène son camp à la victoire serait donc moralement inattaquable[78]. Si ce point de vue pourrait faire office de défense pour Harris, ce n'est certainement pas le cas pour Churchill. Mais cet argument souffre, de toute façon, d'un défaut assez notable : il ignore le fait que « l'enfer est pavé de bonnes intentions », et pourrait sans doute légitimer les actes de nombreux nazis, qui dans leur perspective défendaient le monde, avec la vision restreinte du monde qui leur est caractéristique. Nous remarquons, d'ailleurs, que cet argument est explicitement refusé par l'US Army Handbook of Military Law de 1956.

Néanmoins ne pas exposer ces éléments de contexte revient à ignorer l'histoire du Bomber Command durant la guerre. Car, au fil des affrontements, le contexte de la guerre change considérablement et tout le paradoxe réside dans le fait qu'il tendait à rendre de moins en moins acceptable la doctrine de Douhet alors que, nous l'avons vu, la RAF évolua continuellement vers celle-ci. Il est notable que lorsqu'Irving et Valla évoquent les bombardements de zone, ils jugent en bloc le Bomber Command à la lumière des actes de 1945, en ignorant 1940-1941, réalisant là une simplification historique d'autant plus dérangeante qu'il n'est pas certain qu'elle ne s'explique que par un manquement au devoir de rigueur.

La particularité de la situation britannique au début de la guerre explique, sans doute, en partie l'hétérogénéité des pratiques de bombardement entre alliés.

1.2.2 L'USAAF et le *Precision Bombing*, le bombardement de précision

Du point de vue états-unien, les choses sont tout à fait différentes. Très tôt, en privé pour ne pas publiquement désavouer leurs alliés, les États-Unis signalent au Royaume-Uni la gêne que leur procure l'idée de cibler le moral de populations

[77] Harmon, « "Are We Beast"... », p. 24
[78] Walzer, *Just and Unjust Wars...*, p. 130-131

civiles dans le cadre d'offensives de bombardements. Ils trouvent particulièrement difficile de concilier les positions britanniques sur la manière de bombarder avec l'expérience douloureuse du *Blitz*[79].

Et ces considérations morales ne constituent pas le gros des critiques : beaucoup d'autres critiques portent exclusivement sur l'efficience de la méthode de la RAF. Il peut y avoir plusieurs explications à cette focalisation sur la technique. Nous pouvons supposer qu'attaquer les Britanniques sur des questions morales aurait mis en péril la solidarité alliée. Mais il est tout à fait probable que cela reflète, également, dans la majeure partie des cas, les préoccupations réelles des militaires impliqués. Ira Eaker, commandant de la 8ème Armée de l'USAAF, actif sur le théâtre européen tout au long de la guerre, déclarera, après guerre, à un historien de l'USAF :

> « Je n'ai jamais eu l'impression que les leaders de l'[US]AAF étaient pris par des sentiments moraux. Un militaire doit être formé, entraîné et discipliné pour faire son travail... Les affaires de sentiments n'entrent jamais en ligne de compte en cette matière. »[80]

Nous trouvons là une pensée qu'Henry « Hap » Arnold, commandant pendant la guerre de l'USAAF, créateur après guerre de l'USAF, ne démentirait pas. En 1941, ce dernier ne critiquait le bombardement de zones urbaines uniquement par son manque d'efficacité, qu'il considérait du à un manque numérique de bombardiers[81], un propos qui n'aurait pas déçu Douhet.

Si le contexte dans lequel se trouvent les États-Unis ne les poussent pas au bombardement de zone, leur adoption du *precision bombing*, bombardement de précision, ne peut s'expliquer par une simple différence éthique. Il est à noter que le bombardement de précision est souvent appelé *strategic bombing*. Cette dénomination semble peu appropriée, et nous la laisserons donc de coté, puisque, dans le cadre du bombardement de zone, la zone est considérée comme stratégique – les deux logiques de bombardement impliquent donc un certain sens de la stratégie, et imposent leurs cibles comme stratégiques.

1.2.2.1 La précision, une spécificité revendiquée par l'USAAF

La doctrine de précision qui s'installe à l'USAAC avant guerre est une variante très très modérée de la doctrine de la suprématie aérienne. Pour des raisons morales et techniques, l'idée de cibler les civils est exclue. Ainsi, un lieutenant-colonel états-unien écrivait à propos de la doctrine de suprématie aérienne, en 1928, que « de

[79] Richards, *Royal Air Force...*, p. 378

[80] « I never felt there was any moral sentiment among leaders of the AAF. A military man has to be trained and inured to do the job... The business of sentiment never enters into it at all » cité *in* Schaffer, *American Military Ethics...*, p. 320-321

[81] Crane, *Bombs, Cities...*, p. 33

telles actions peuvent seulement mener sur contre nation le ressentiment du reste du monde civilisé, un prix qu'aucune nation ne peut payer »[82]. Une leçon de l'Air Corps Tactical School (ACTS) de 1939, quant à elle, précisait que « les attaques directes de la population civile [...] sont rejetées comme un objectif d'opération militaire aérienne du fait de considérations éthiques »[83].

Ce qui n'empêche pas de penser, dans la foulée, que le bombardement aérien d'un objectif industriel précis peut être le moyen le plus efficace et économique pour gagner la guerre[84]. C'est en ce sens que nous disons qu'il y a là une forme très atténuée de la doctrine de suprématie aérienne : l'idée que l'armée de l'air puisse jouer un rôle plus que déterminant est présente, mais l'aspect terroriste[85] est effacé. Harold « Hal » L. George, dirigeant la *Bombardment Section* de l'ACTS jusqu'en 1934, moment à partir duquel il poursuivit sa carrière en dirigeant le département d'*Air Tactics and Strategy*, écrivait alors :

> « La mission principale des forces aériennes, lorsque son équipement le permet, est d'attaquer les éléments vitaux de l'économie nationale ennemie, ce qui va tendre à réduire la capacité de cette nation à poursuivre la guerre et, du coup, contribuer directement à l'achèvement de l'objectif premier de la guerre, la désintégration de la volonté de résistance de l'ennemi. »[86]

Ceci correspond au canon de l'USAAF, expliquant le dédain états-unien pour les pratiques de la RAF. Non seulement il y a un aspect de différenciation morale mais, en plus, pour un militaire de l'USAAF, la voie de la victoire est belle et bien dans l'éradication de l'économie adverse. Nous en retenons que l'évaluation douhetienne des conséquences psychologiques du bombardement n'est pas reconnue comme valable pour l'USAAF au contraire de la RAF, et ce point constitue le pilier de l'hétérogénéité doctrinaire des forces aériennes alliés. Nous insistons sur le fait que nous présentons ici un canon. Il ne faut pas préjuger de ce fait une homogénéité parfaite de la pensée des membres de l'ACTS. Cette pensée est la pensée dominante mais il fut observé à plusieurs reprises que l'attitude observée vis-à-vis de la doctrine douhetienne est plutôt de l'ordre de l'ambivalence, et non

[82] « Such action could only bring on the nation the active resentment of the rest of the civilized world, a thing that no nation can afford » cité *in ibid.*, p. 19

[83] « Direct attack of the civil populace [...] is rejected as an air objective due to humanitarian considerations » cité *in ibid.*, p.27

[84] *Ibid.*, p. 20

[85] Nous employons ce terme tel que nous l'avons défini en note à la page 29.

[86] « The principal and all important mission of air power, when its equipment permits, is the attack of those vital objectives in a nation's economic structure which will tend to paralyze the nation's ability to wage war and thus contribute directly to the attainment of the ultimate objective of war, namely, the disintegration of the hostile will to resist. » cité *in* MOWBRAY, *Air Force Doctrine...*

pas du rejet pur et simple[87].

Par ailleurs, il faut garder à l'esprit la question importante du statut de l'USAAC, puis de l'USAAF. Comme leur acronyme l'indique, il s'agit de subdivisions de l'*United States Army*, et non pas d'armées autonomes. L'idée d'une armée de l'air autonome tient à coeur à de nombreuses personnes au sein de ces institutions et, si l'on en croit l'historien Ronald Schaffer, cet élément aurait en soit constitué une forte barrière morale vis-à-vis du bombardement de zone[88]. Cette barrière morale reposerait spécifiquement sur la question de l'image de l'USAAF : pour qu'il puisse avoir fondation d'une *United States Air Forces* (USAF, ce qui sera effectif en 1947), il faut que l'image de marque de l'USAAF soit immaculée... en particulier, il faut que son éthique paraisse indiscutable, pour qu'il apparaisse possible de la rendre autonome, c'est-à-dire capable de décider elle-même de ses actes sans en rendre compte à personne, sinon au président du pays.

Le 29 octobre 1942, une directive concernant toutes les forces aériennes alliées, imposant des restrictions quand aux choix des cibles de bombardement est édictée. Chose étrange, elle émane du *British Air Ministry* qui décide que, dorénavant, les cibles militaires à proximité de zones à forte densité de population sont inacceptables, lorsque la cible est sur un territoire occupé[89]. Et c'est sur ce dernier point qu'il faut s'attarder : en 1942, les missions de bombardement de zones de la RAF sont focalisées sur l'Allemagne, la directive est donc sans implication réelle pour la RAF. Par ailleurs, elle porte sur la question de la cible uniquement, et non pas sur la méthode de bombardement. C'est-à-dire qu'une réflexion sur la nature des bombes larguées ou encore le moment du bombardement (diurne ou nocturne) n'est pas à l'ordre du jour. Néanmoins, une telle directive ne s'explique que par rapport à la position états-unienne sur la question.

En janvier 1943, lors d'une conférence à Casablanca, Churchill et les leaders de l'armée britannique tentèrent d'obtenir de l'USAAF sa participation aux raids de bombardement de zone. Mais Arnold et Eaker réussirent à imposer la poursuite du bombardement de précision au sein de l'USAAF. L'historien Schaffer souligne la nature de l'argumentaire purement pragmatique des deux hommes : l'équipement de l'USAAF est adapté pour des bombardements de jour, avec des viseurs efficaces sans intérêt de nuit ; le bombardement conjugué par l'USAAF et la RAF, de jour et de nuit, ne laissera aucun répit aux bombardés[90]. Ceci dit, il nous semble important de garder à l'esprit que l'USAAF ne pouvait probablement pas se permettre de critiques à l'égard de la RAF sur le plan moral, car cela aurait signifié discréditer leur plus solide partenaire, une chose peu imaginable. Du coup, nous ne partageons pas totalement, sur ce point précis, l'approche de Schaffer qui consister à supposer

[87] SCHAFFER, « American Military Ethics... », p. 319
[88] *Ibid.*, p. 323-324
[89] CRANE, *Bombs, Cities...*, p. 42
[90] SCHAFFER, « American Military Ethics... », p. 320-321

que l'absence d'une expression de raisons morales en défaveur de l'approche de la RAF signifie l'absence de telles raisons. Cependant, nous reconnaissons volontiers qu'une pensée purement pragmatique ne serait pas tout à fait surprenante de la part d'Eaker, en référence à ses propos que nous avons préalablement cités, ni de la part d'Arnold, comme nous le verrons par la suite.

D'autres membres éminents de l'appareil militaire états-unien sont mieux connus pour un regard plus focalisé sur les questions morales. Nous avons déjà parlé, et nous parlerons encore, de Carl Spaatz, adoptant des postures courageuses, comme par exemple lors de son refus de la solution de l'usage des gaz lors des raids de bombardements. Il est cohérent de parler également d'Henri Stimson, né 1867 et donc déjà bien âgé pendant la période chronologique qui nous intéresse. Travaillant dans un domaine annexe, puisqu'il était chargé d'administrer les ressources économiques et industrielles des États-Unis, il n'était pas tenu au courant de tout concernant les opérations militaires de combat et il n'avait pas de pouvoir direct sur l'USAAF. Néanmoins, en tant qu'homme important de la machine de guerre nationale, en tant que leader politique majeur du camp républicain, il bénéficiait d'une certaine audience. Plus l'issue de la guerre semblait jouée et plus il se révélait opposant des bombardements de l'Allemagne (y compris des bombardements de précision), à ses yeux inutiles. Il craignait, par exemple, que la destruction de l'économie allemande la fasse tomber sous la coupe de l'URSS sitôt la guerre finie. Il pensait également que les bombardements des villes allemandes et japonaises allaient probablement donner lieu à des procès pour crime de guerre. Cependant, Stimson était très âgé, en condition physique déclinante, il n'avait plus les moyens, l'énergie et le temps nécessaire pour que ses propos aient un impact décisif au sein de l'État-Major. Mais son influence est considérée comme suffisamment importante pour qu'il puisse être considéré comme une barrière morale, un facteur favorable pour la poursuite d'une approche éthique de l'armée état-unienne[91]. Aussi, de manière comparable à l'action de Bell au Royaume-Uni, un ecclésiastique catholique, le père John C. Ford, s'impliqua dans la condamnation des bombardements de zone, rappelant que même dans une ville industrielle, les deux tiers de la population sont des cibles immorales (enfants, femmes, grabataires...)[92].

Ce point nous pousse à aborder la question de la population états-unienne. Il s'agit, avant tout, par comparaison aux britanniques, d'une population qui n'a pas connu le *Blitz*. Cependant les bombes tombées du ciel constituent aussi un traumatisme pour elle, un traumatisme s'étant incarné par le bombardement Japonais de Pearl Harbor – un élément de plus, s'il en fallait encore, montrant l'impact psychologique des bombardements qui se conforme si peu aux présupposés de Douhet. À la suite du bombardement de Pearl Harbor, la population états-unien ne se serait, dans sa majorité, impliquée, ou résignée, dans la logique de guerre totale, deve-

[91] Crane, *Bombs, Cities...*, p. 36
[92] *Ibid.*, p. 31

nant étanche aux contestations[93]. La population états-unienne fut apparemment extrêmement marquée par l'humiliation de Pearl Harbor, au point que devienne flagrant un racisme très prononcé vis-à-vis des Japonais. Ainsi, pour la majorité de la population, ignorant largement la nature du nazisme, l'objectif premier du conflit mondial était l'écrasement du Japon[94]. Une échelle de la haine s'était établie vis-à-vis des forces de l'Axe : les Italiens paraissaient les plus sympathiques, humains, mangeant des cornets de glace, bien qu'étant de piètres soldats ; les Allemands paraissaient malades mentalement, poussés par un excès de rigueur, extrêmement redoutables ; mais les Japonais eux étaient considérés comme d'authentiques animaux. Il n'était ainsi pas choquant d'entendre un amiral états-unien, William Halsey, déclarer que les Japonais sont « de grands singes bestiaux » que « nous sommes en train de noyer et brûler dans tout le pacifique » et que « cela procure exactement le même plaisir de les brûler que de les noyer »[95]. Mais concernant le théâtre européen, il apparaît aussi que cette même majorité de la population, étanche aux discours critiques, n'avait sans doute pas une représentation bien à propos de l'ampleur et de la gravité des bombardements[96]. Lorsque l'ouvrage de Vera Brittain fut publié aux États-Unis, ce ne fut pas sans remous. Allant *a contrario* des discours habituels sur l'intérêt des bombardements, discours fidèles à l'idéologie de suprématie aérienne dans sa version purement douhetienne ou pas, l'ouvrage ne pouvait que surprendre. En effet, pour Vera Brittain, loin de limiter le nombre de victimes de la guerre, le bombardement aérien aurait l'effet inverse, en augmentant le nombre de victimes potentielles, en rabaissant les valeurs et exigences morales des belligérants, en préfigurant une nouvelle guerre mondiale[97]. Le discours - que l'actualité était loin de contredire - eut un certain succès, en particulier dans les milieux chrétiens, mais ne fut pas décisif pour l'opinion publique. Même le bombardement du patrimoine historique et religieux fut toléré aux yeux de l'opinion publique, montrant par là une importante confiance accordée aux leaders militaires, estimés capables de peser le pour et le contre des bombardements de manière toujours adéquate[98]. Arnold disait à Eaker en juin 1943 « nous voulons que la population comprenne et ait foi en *notre manière de faire la guerre* »[99]. Nous ne pouvons que constater que cette entreprise fut une réussite. Mais comme toute réussite, celle-ci à un prix, et son prix est la création d'un nuage de fumée autour des évènements relatifs aux bombardements. Ainsi, au général Clayton L. Bissel, Eaker écrivit « nous sommes cernés d'historiens des deux cotés, scrutant toutes nos correspondances, et

[93] *Ibid.*, p. 29
[94] Fussel, *A la guerre...*, p. 191
[95] *Ibid.*, p. 161-162
[96] Crane, *Bombs, Cities...*, p. 31
[97] *Ibid.*, p. 28
[98] *Ibid.*, p. 31
[99] « We want the people to understand and have faith in *our way of making war* » cité *in* Schaffer, « American Military Ethics... », p. 324

ces choses vont proliférer dans les documents officiels si nous ne faisons pas tous attention »[100]. D'emblée conscient du travail des historiens, et de sa conséquence possible résidant dans l'information des populations, le choix est fait de ne pas jouer cartes sur table, pour pouvoir conserver la confiance de la population, suggérant que, *in fine*, celle-ci n'était pas franchement justifiée.

1.2.2.2 Vers la pratique britannique ?

Si l'USAAF est incontestablement le champion du bombardement de précision parmi les Alliés, de nombreux éléments tendent, au fil de la guerre, à rapprocher ses pratiques de celles du champion du bombardement de zone parmi les alliés – c'est à dire de la RAF.

Tout d'abord, il convient de signaler que les barrières morales concernant le bombardement de civils ne semblent apparaître réellement que lorsqu'il est question du théâtre européen, et non pas lorsqu'il est question du théâtre du Pacifique. Rancoeur liée à Pearl Harbor ? Il est dur de savoir exactement ce qui motive la différence de prise en considération des civils. Mais celle-ci est palpable, tant aux yeux de l'armée que de l'opinion publique[101]. Il y aurait sans doute beaucoup à dire sur cet aspect mais cela nous éloignerait sensiblement de notre sujet.

1943 fut sans doute l'année la plus décisive en ce qui concerne le rapprochement des techniques de bombardement entre Britanniques et États-uniens. C'est en effet en mai 1943 que les bombes incendiaires furent utilisées pour la première fois sur le théâtre d'opération européen par l'USAAF : 6 999 tonnes de bombes de ce type ont été larguées au cours de l'année en question, 57 994 tonnes l'année suivante. Cette hausse impressionnante n'est en fait proportionnellement pas différente de l'évolution de l'usage des bombes hautement-explosives : nous passons en effet de 48 656 tonnes de bombes de ce type pour 1943 à 533 965 tonnes de bombes pour 1944[102]. Il y a rapprochement dans le sens où il y a adoption d'une technologie propre à abîmer des zones entières plutôt qu'à détruire des éléments précis mais cela reste dans des proportions minoritaires. Par ailleurs, en mars 1943, confronté à de nombreux problèmes avec les systèmes de guidage OBOE et GEE, les britanniques et états-uniens se dotèrent largement en radar H2S (appelé H2X aux États-Unis). Ce nouveau radar ouvrit la porte à un nouveau mode de bombardement nommé *Blind Bombing*, bombardement à l'aveuglette. Ce nom fut très tôt abandonné, au profit de *Nonvisual Bombing*, bombardement non-visuel, de peur

[100] « We have got a mass of historiens at both ends watching all this correspondence and these things cannot but creep into the official documents unless we are all on guard » cité *in ibid.*, p. 324

[101] Crane, *Bombs, Cities...*, p. 10

[102] « Table 143 - Tons of bombs dropped in European Theater of Operations, by type of airplane : Aug. 1942 to May 1945 » *in Army Air Forces Statistical Digest...*

qu'il informe trop bien sur la nature du bombardement dont il est question, officiellement parce qu'il serait source de confusion[103]. Il faudra attendre l'hiver 1943 pour que ce nouveau mode de bombardement se développe réellement : cet hiver fut particulièrement mauvais sur un plan climatique alors que la majorité des bombardiers alliés étaient alors dotés de ces radars. Le 1er novembre, Arnold estima préférable que les bombardiers états-uniens partent en mission en naviguant au radar, c'est-à-dire à l'aveuglette, plutôt qu'ils restent sur la terre ferme en attendant de meilleures conditions climatiques[104]. La présomption que cette technologie pourrait donner l'avantage sur les bombardiers fut émise, allant de pair avec une certaine reconnaissance de la difficulté de conciliation de la doctrine de précision avec ce mode de bombardement[105]. En parallèle une série de raids sur une usine de roulements à bille à Schweinfurt, en août 1943, mirent à mal la doctrine de précision : bien que l'usine ait subi des dommages majeurs, les pertes de l'USAAF en bombardiers furent d'autant plus importantes, si importantes que ce type de raids fut abandonné pendant 4 mois[106]. Ainsi, dans un contexte favorable à une telle évolution, l'USAAF se mit à imiter, dans une certaine mesure, les pratiques de la RAF, sans toutefois que cela devienne le cas majoritaire. Le bombardement à l'aveuglette s'avère en fait excessivement peu fructueux : fin 1944, période pendant laquelle 80 % des bombardements se font au radar, 50 % d'entre-eux sont qualifiés « d'échecs, voire pire »[107]. Selon toute vraisemblance, en 1944, les Alliés n'étaient pas technologiquement suffisamment avancés pour pouvoir transformer le bombardement à l'aveuglette en bombardement non-visuel. L'exemple le plus classique des limites de la technologie employée est sans doute constitué par la mission de l'USAAF du 1 avril 1944. L'aboutissement de celle-ci fut le bombardement par erreur de Strasbourg et Schaffhausen (Suisse), confondues avec d'autres villes d'outre-rhin. Lors de la cour martiale de juin 1945, portant uniquement sur Schaffhausen, car bien entendu Strasbourg n'était pas en territoire neutre, l'équipage du bombardier ayant procédé à l'identification de la cible fut lavé de toute culpabilité. Il fut, en effet, reconnu que la visibilité était extrêmement médiocre et que l'appareil de bord était défectueux[108]. Ceci disculpe, en effet, parfaitement les pilotes. Ils ne sont pas auteurs de l'ordre de mission, ce n'est pas entre leurs mains que reposait le choix de bombarder avec un outillage inadapté. Et s'il y a eut une affaire, c'est uniquement du fait que Schaffhausen est une ville suisse. Mais dans le cadre de notre questionnement sur l'évolution de l'USAAF, cet incident est tout particulièrement révélateur : nous constatons que l'équipement de l'USAAF dans

[103] Crane, *Bombs, Cities...*, p. 66
[104] Schaffer, « American Military Ethics... », p. 322
[105] Crane, *Bombs, Cities...*, p. 66
[106] Cf. la partie « The Ball-Bearing Attack » *in United States Strategic Bombing Survey*
[107] Crane, *Bombs, Cities...*, p. 72
[108] Helmreich, « The diplomacy... »

le cadre de ces missions de bombardements à l'aveuglette n'assurait même pas de l'efficacité de l'identification des unités urbaines visées. On ne peut donc plus décemment parler de « précision » à propos de pareilles missions, il s'agit purement et simplement de bombardement indiscriminé, de bombardement de zone.

Le dédain des vies civiles ennemies apparaît également à l'USAAF dans le cadre du projet fétiche d'Arnold, le projet *War Weary Bomber*. Arnold était un grand admirateur des V-1 et V-2 allemands. Il avait dans l'idée de cloner ces missiles pour harceler le peuple allemand dans le cadre de missions de bombardement de zone[109]. Mais cette idée ne recueillit pas l'adhésion de Carl Spaatz, qui n'accepta comme cible possible pour de tels armes que les usines souterraines de V-1 et V-2. Par ailleurs, ces armes ne furent pas réellement opérationnelles avant la fin de la guerre[110].

L'opération *Clarion* fut une autre trace de l'attrait pour le bombardement de zone auquel un certain nombre de membres de l'USAAF semblaient succomber. L'idée de ce projet était de montrer aux populations que toute résistance est futile, en bombardant massivement des petites villes et villages – à condition que la ville ou le village se place néanmoins sur un axe de transport[111]. Ce coup-ci, c'est Spaatz qui défend cet autre projet d'Arnold, en contradiction avec les propos qu'il avait tenu avant le *D-Day*, lorsqu'il avait souligné le fait que de telles missions impliquaient nécessairement des pertes humaines civiles importantes. La contradiction n'est pas totale car, avant le *D-Day*, il tenait ces propos en référence aux populations des territoires occupés, alors que l'opération *Clarion* concerne la population allemande[112]. Eaker, dans une lettre privée adressée à Spaatz, fit les remarques suivantes à propos de cette opération :

> « Si le jour devait arriver où nous devrions attaquer la population civile dans l'idée de casser son moral, un tel plan... serait probablement approprié. J'ai personnellement, cependant, acquis la conviction que vous et Bob Lovett avez raison et que nous ne devrions jamais autoriser l'histoire de cette guerre nous convaincre de jeter aux oubliettes le bombardement de précision. Je pense qu'il y a de meilleures manières de travailler à la défaite de l'ennemi. Mais si nous en sommes à attaquer la population civile, je suis persuadé que nous devrions attendre que son moral est bien plus proche de s'effondrer qu'il ne l'est maintenant et que la météo soit plus favorable qu'elle ne l'est. »[113]

[109] SCHAFFER, « American Military Ethics... », p. 324
[110] CRANE, *Bombs, Cities...*, p. 78-83
[111] SCHAFFER, « American Military Ethics... », p. 324-327
[112] *Ibid.*, p. 328
[113] « If the time ever comes when we want to attack the civilian populace with a view to break civil morale, such a plan... is probably the way to do it. I personally, however, have become completely convinced that you and Bob Lovett are right and we should never allow the history

L'opération ne fut déclenchée que sous l'ordre du Quartier Général d'Eisenhower, en février 1945[114]. Reposant sur l'emploi de formations aériennes restreintes à basse altitude, l'opération fut, sur un plan purement militaire, plutôt vue comme un succès[115]. Mais le général Haywood S. Hansell remarqua dès lors que de nombreuses cibles, des voies ferrées dans des zones urbaines, étaient déjà détruites avant les raids, et que ces missions, du coup, ne pouvaient plus être considérées autrement que comme du bombardement de zone[116].

A l'USAAF, l'opération *Thunderclap*, proposée par le Bomber Command de la RAF, s'imposa avec les mêmes hésitations que *Clarion*. Son objectif était particulièrement limpide : supprimer Berlin en réalisant une attaque massive combinant bombardiers de la RAF et bombardiers de l'USAAF, et faire craquer la population allemande. Spaatz s'y opposa de manière tout aussi limpide. Arnold, de manière plus ambiguë mais sans doute aussi plus diplomatique, proposa de laisser son équipe étudier le projet. Le projet fut laissé en attente et c'est, de nouveau, du coté d'Eisenhower qu'il faut se tourner pour comprendre le regain d'intérêt pour le projet. Le 9 septembre 1944, Eisenhower notifie Spaatz que ses bombardiers doivent se tenir prêts pour un raid sur Berlin. Ce dernier signifie alors au commandant de la 8ème armée de l'USAAF qu'il faut se préparer pour un raid dans une logique de bombardement de zone sur Berlin. En 1945, alors que l'opération devenait imminente, James H. Doolittle écrivit à Spaatz qu'il estimait que cette opération signifierait un viol des principes les plus au cœur de l'USAAF et suggéra que la RAF se charge toute seule de *Thunderclap*. Mais l'opération était déjà décidée au sommet de la hiérarchie : Georges C. Marshall avait non seulement déjà décidé d'un tel bombardement, en accord avec Harris du Bomber Command, mais, de plus, il désirait bombarder toutes les zones où des berlinois se réfugieraient, Munich en premier lieu. Berlin fut donc bombardée dès le 3 février, ouvrant la voie à de nombreux bombardements de zone alliés sur des villes allemandes, dont Dresde, le 13 et 14 février[117]. Les explications de cette tendance forte au bombardement de zone à l'USAAF à la fin de la guerre sont multiples. Nous nous devons de noter, d'ailleurs, que cette tendance n'est pas véritablement celle de l'USAAF mais plutôt celle des leaders des États-Unis directement. Une des raisons notables de cette politique est la naissance de la Guerre Froide. La fin de l'Allemagne était assurée et proche ; il en allait tout différemment de l'avenir de l'Europe. Lorsqu'on sait l'intérêt que Mar-

of this war to convict us of throwing the strategic bomber at the man in the street. I think there is a better way we can do our share toward the defeat of the enemy, but if we are to attack the civilian population I am certain we should wait until its morale is much nearer breaking point and until the weather favors the operation more than it will at any time in the winter or early spring. » cité *in ibid.*, p. 329

[114] *Ibid.*, p. 329

[115] Davis, « New Perspectives... », p. 14

[116] Schaffer, « American Military Ethics... », p. 329

[117] *Ibid.*, p. 330-331

shall accordait à l'Europe dans le contexte de la Guerre Froide, intérêt qui ressort, évidemment, par le plan Marshall, on se surprend moins de son implication dans une logique d'escalade de la violence au sein des forces états-uniennes. La volonté d'impressionner l'URSS n'est donc pas innocente mais, de plus, l'URSS elle-même demandait un soutien aérien pour son avancée au sol : ainsi à Yalta, le 4 février 1945, le général Antonov insistait pour que Dresde soit bombardée[118].

Cette évolution ne pouvait pas ne pas laisser de traces, et le sens profond de quelques communiqués de presses n'échappa pas à certains reporters. En réponse aux troubles que commençaient à provoquer certains articles de journaux, l'USAAF décida que pour tout commentaire elle dirait qu'« il n'y a eu aucun changement dans la politique de bombardement »[119]. S'il est vrai que Dresde, par exemple, présentait, au sein de son unité urbaine, de nombreuses cibles se justifiant dans le cadre du bombardement de précision[120], les propos et volontés exprimées par Harris et Marshall suffisent à relever l'objectif premier de son bombardement, qui était bel et bien de frapper les populations civiles. L'historien Ronald Schaffer en conclut que la doctrine (*policy*) de précision existait bel et bien mais uniquement sur le papier, et non pas dans la réalité, d'une fait d'une interprétation extrêmement large[121]. Spaatz, pour sa part, estimait, avec franchise, que la doctrine était avant tout un objectif, et non pas une réalité[122]. C'est ce point de vue qui nous parait le plus pertinent. Comme nous l'avons exposé, il est indéniable qu'au fil du conflit, l'USAAF calque ses pratiques sur la RAF. Mais il est tout aussi indéniable que l'USAAF ne souscrivit, du moins sur le théâtre d'opération européen, jamais tout à fait à l'approche de la RAF et n'accorda jamais un soutien inconditionnel aux projets les plus discutables comme le projet *War Weary Bomber*, l'opération *Clarion* et l'opération *Thunderclap*. Jusqu'à la fin, la doctrine de précision est présente dans les esprits à l'USAAF, jusqu'à la fin l'USAAF tentera de l'appliquer. Aussi, jusqu'à la fin, l'USAAF privilégiera les bombardements diurnes alors que la RAF privilégiera les bombardements nocturnes. De ce fait, jusqu'à la fin, la RAF et l'USAAF ne s'inscrivent pas dans la même logique, car on ne peut considérer qu'une doctrine n'est importante que si elle est suivie à la lettre. Dans l'aventure humaine, les actes ne sont pas nécessairement conformes aux idées ; n'observer que les actes au mépris des idées ne mène qu'à une étude partielle d'une réalité passée. Il y a d'ailleurs un paradoxe sur cet aspect dans le discours de Schaffer : il reconnaît la RAF comme Douhetienne alors que celle-ci n'applique pas à la lettre la doctrine de Douhet (en particulier sur la question de l'usage des gaz) ; il reconnaît, *de facto*, qu'il

[118] CRANE, *Bombs, Cities...*, p. 114-115
[119] « There has been no change in bombing policy » cité *in* SCHAFFER, « American Military Ethics... », p. 332
[120] BECK, *Under the Bombs...*, p. 177
[121] SCHAFFER, « American Military Ethics... », p. 333
[122] BECK, *Under the Bombs...*, p. 63

est possible qu'une doctrine soit fortement présente sans être tout à fait appliquée ou applicable.

FIG. 1.5 – Tirs de la FLAK d'une cible non-identifiée vus à bord d'un bombardier du 486th Bomb Group (Photographie de John Rivers, de l'unité 833 du 486th BG)

Il ressort donc que le civil est bel et bien au coeur des bombardements. Cible à la foi de choix et de dépit pour la RAF, cible par collaboration ou occasionnelle pour l'USAAF, plus l'issue de la guerre devient limpide, plus il est flagrant que les civils se trouvent en première ligne. En d'autres termes, moins le bombardement de zone se justifie théoriquement et plus il devient la règle dans la pratique, au moins dans le cadre des bombardements de l'Allemagne. La doctrine de la suprématie aérienne marque cette période, bien que ses failles deviennent de plus en plus évidentes.

Mais les conditions d'exercice des missions de bombardements sont, de toute façon, telles que les équipages n'ont pas toujours tendance à se préoccuper de doctrines ou de considérations métaphysiques. La photographie ci-dessus (figure 1.5,

p. 44), prise à bord d'un B-24 du 486th de l'USAAF, fut prise à l'occasion d'une rencontre avec la FLAK à l'approche d'une cible non-identifiée. Les multiples gerbes de fumée noire que l'on y voit sont les explosions des obus anti-aériens. De pareilles visions expliquent bien, nous semble t-il, l'angoisse quotidienne à laquelle ces hommes étaient exposés, angoisse que même l'alcool n'anesthésiait sans doute que très momentanément.

Au vu de tout ceci, nous pouvons dire que l'évolution en matière de bombardement ne déroge pas à l'évolution globale du conflit, une période où, comme le signale Paul Fussel, « les idées initiales de finesse, de précision et de subtilité avaient cédé à l'exigence d'achever le travail à tout prix »[123].

[123] FUSSEL, *A la guerre...*, p. 18

Chapitre 2

Les bombardements dans le Nord-Est de la France en tant qu'événements

Si un phénomène historique ne peut se comprendre, ou même tout simplement s'aborder, sans une évocation large de son contexte, la nécessité de cerner certains éléments dans le détail reste. En effet, l'évocation d'un contexte général gomme souvent les singularités, les contrastes et les nuances. C'est dans le cadre d'une observation de ces éléments potentiels que nous allons nous intéresser à l'impact effectif des bombardements aériens alliés ayant pris pour cadre le Nord-Est de la France, en entrant dans le détail événementiel, en observant l'attitude de l'occupant vis-à-vis des bombardements et en évaluant la gêne occasionnée à l'effort de guerre par ces mêmes bombardements.

2.1 Les sources d'une étude des bombardements dans le Nord-Est de la France

Les travaux portant sur les bombardements aériens en Alsace semblent[1] porter exclusivement sur des sources locales. Les principales sources locales concernant les bombardements sont généralement de deux natures : administrative ou journalistique. Les sources administratives interviennent généralement après les bombardements signalant des destructions et engageant des frais de reconstruction. Elles ont l'inconvénient d'être fréquemment laconiques, ayant un objectif tout à fait matériel et limité dans le temps. Les sources journalistiques interviennent, de

[1] La plupart de ces ouvrages - qui ne sont pas nombreux, qui ont le mérite d'exister et d'être assez riches de documents - ont la fâcheuse manie de ne pas citer leurs sources, en tout cas pas de manière suffisamment détaillée, nous poussant ainsi à la spéculation.

même, souvent après les bombardements par le biais de rubriques nécrologiques et, surtout, de longs articles de propagande. Souvent, ces dernières comprennent des photos prises par les services de la propagande - on ne s'étonne pas de trouver, en conséquence, un important dossier photographique sur les bombardements aux archives municipales de Strasbourg[2]. Bien entendu, ces dossiers photographiques sont orientés et ne présentent que les dégâts qui paraissent condamnables aux yeux de l'opinion publique. Par leur biais, on peut attester de certains actes de bombardements mais on ne peut penser en retirer la connaissance exhaustive d'une mission de bombardement : si l'on peut savoir que tel bâtiment civil public fût bombardé lors de telle mission, on ne peut prétendre que telle gare ou voie ferrée ne fut pas bombardée du fait qu'aucune photographie n'en atteste. Plus prolixes que les sources administratives, les sources journalistiques demandent un surcroît de suspicion méthodique.

Mais se limiter à des sources locales pour expliquer des situations locales impliquant des entités extérieures signifie se priver d'une confrontation de sources pourtant des plus logiques : la confrontation du récit des bombardés avec la confrontation du récit des auteurs des bombardements. Les sources dont il est question, issues des archives des armées alliées, sont souvent, elles-aussi, laconiques, étant constituées d'ordres de mission et de compte-rendus de mission. Elles sont d'autant plus laconiques lorsque la ville bombardée s'appelle Strasbourg, une ville somme toute assez négligeable en ces années-là, même pas tout à fait allemande, même pas tout à fait industrielle. D'autre part, il est remarquable qu'il était parfaitement interdit à tout équipage de bombardier de tenir un journal intime (*diary*) évoquant les opérations militaires, limitant donc de manière immédiate le nombre de sources disponibles. On connaît néanmoins un bon nombre de cas d'infraction à cette règle. On peut citer à titre d'exemple *The Forbidden Diary : A B-24 Navigator Remember*, une publication en 1998 du journal intime de John Stewart, navigateur de 19 ans à bord d'un B-24 en combat sur le théâtre européen entre décembre 1944 et avril 1945. Cependant, si l'on s'intéresse à des bombardements précis, on est plus moins contraint de se contenter des documents officiels. Le problème majeur de ces documents officiels sur un plan tristement matériel, expliquant sans doute pourquoi peu de monde semble y avoir recours en France, est celui leur disponibilité, ou plutôt de leur indisponibilité. Car, bien évidemment, ces documents sont consignés par la RAF et l'USAF et leur consultation directe nécessiterait de coûteux voyages au Royaume-Uni et aux États-Unis. Mais, pour notre bonheur, la RAF et l'USAF n'ignorent pas les nouvelles technologies de communications et mettent à disposition un certain nombre de documents d'archives en ligne, sur internet, avec leur *imprimatur* en garantie de fiabilité. Mais, en dépit de la bonne volonté de institutions militaires de ces deux pays, la mise-en-ligne des archives reste une tâche

[2]AMS, *albums 100-119, 245, 256*

fastidieuse loin de l'achèvement. Des « amateurs » offrent un concours également intéressant en la matière, palliant avec plus ou moins de succès aux carences des sites d'archives officiels. En particulier aux États-Unis, de nombreuses associations d'anciens combattants de membres de groupes de bombardiers (*Bomb Group Association*) réalisent leurs propres recherches dans les archives de l'armée (celles-ci étant à leur proximité) et mettent en ligne des listes d'ordres de missions, voire de comptes-rendus de mission. S'il est vrai que ces sources sont des retranscriptions, nous pensons qu'il serait dommageable de les ignorer pour autant, tout autant que si nous décidions d'ignorer les écrits antiques n'existant que sous forme de copie réalisée dans un *scriptorium* médiéval. Tout comme dans le cas de témoignages oraux, il est vrai que les auteurs de ces sites non-officiels peuvent se tromper ou mentir. De même, ces témoins peuvent s'éteindre et disparaître sans piper mot. Tout comme des témoignages oraux, ils nécessitent d'être étudiés, confrontés avec d'autres sources – ils doivent faire l'objet d'une étude critique. Mais, tout comme des témoignages oraux, ils nous apportent des informations auxquelles nous n'aurions, pour le moment du moins, pas accès. Il nous semble important pour la recherche en histoire que ses acteurs n'aient point de complexes à faire usage des outils existants, à ne pas se priver de nouvelles méthodes d'acquisition de sources ; tout en conservant une attitude critique vis-à-vis de leurs sources et ayant conscience des limites desdits outils, cela va de soi.

C'est ce que nous entendons faire en confrontant des sources locales avec des sources d'outre-manche et d'outre-atlantique pour évoquer les bombardements aériens dans la zone sélectionnée par nos soins.

2.2 Tour d'horizon des bombardements

Si l'histoire ne peut être qu'événementielle, cela est acquis depuis bien longtemps, l'histoire ne peut cependant se passer des évènements, en dépit des conceptions épistémologiques d'une historiographie plus récente. Si les réalités historiques évoluent, c'est par le fait d'évènements. Si dresser des chronologies de combats ne suffirait point à décrire une guerre, on ne saurait cheminer vers le récit de la réalité de cette guerre en faisant une totale abstraction de ces combats. De même, si une étude sur les bombardements aériens dans le Nord-Est de la France ne peut se limiter à des récits de bombardements, une présentation des ces bombardements doit pourtant être faite. Parce qu'il nous semble intéressant de comprendre la situation ville par ville, nous optons pour un découpage de cette nature.

Compte-tenu des limites de nos sources, cette présentation ne prétend pas à l'exhaustivité, mais devrait cependant donner un aperçu acceptable de cette réalité passée.

2.2.1 À Strasbourg

2.2.1.1 Premières bombes, 1940 - 1942

Dès 1940, la ville de Strasbourg fait l'expérience du bombardement. En effet, dans la nuit du 16 au 17 décembre, Cronenbourg, Graffenstaden, Koenigshoffen, la Meinau et Neudorf font l'objet d'un raid aérien. Deux morts sont dénombrés[3]. Les États-Unis n'étant pas encore en guerre, il est avéré que ce bombardement est le fait de la RAF, visant des usines de Stuttgart. On note, par ailleurs, que cette nuit de décembre est aussi connue comme étant celle de la décision du *War Cabinet* britannique de s'impliquer dans une politique de bombardement de vengeance[4].

Dans la nuit du 6 au 7 décembre 1942, près de deux ans plus tard, c'est l'Orangerie, le Quartier des XIV et les alentours du Palais Universitaire qui sont touchés. Aucun mort n'est dénombré[5]. S'agissant d'un bombardement nocturne, et ce en 1942, nous aurions tendance à supposer qu'il s'agit également d'une réalisation de la RAF.

2.2.1.2 À plus forte cadence, 1943 - février 1944

C'est en 1943 que l'affaire se corse. Le 6 septembre, vers midi, l'alarme retentit. La ville massivement est bombardée du coté de Neudorf, du Polygone, de la Meinau[6] par le 92nd Bomb Group de l'USAAF[7] : on dénombre plus de 600 blessés et le faire-part de décès paru dans la presse, le 12 septembre, sous la houlette de l'occupant fait état de 174 décès[8].

Le 8 octobre de la même année, un mois plus tard, Neudorf, le Neuhof et le Port du Rhin sont bombardés. Deux personnes y laissent la vie. Le mois suivant, le 17 novembre, la Meinau, où se trouve une usine Junker (aéronautique), est à nouveau la cible de bombardements, qui ne font aucune victime[9]. Nous manquons d'indications concernant ces bombardements, les seules sources les évoquant ne donnant malheureusement pas les leurs. Le fait que ces bombardements soient diurnes, et ce en 1943, et qu'ils soient absent des *diaries* du Bomber Command (RAF)[10] incline à penser qu'ils sont le fait de l'USAAF. Nous avons vu, par ailleurs, que depuis 1942 la RAF se focalise surtout sur l'Allemagne – ce qui n'est pas un élément décisif, étant donné que la nationalité de l'Alsace aux yeux des Alliés reste vague.

[3] Lamboley, *Strasbourg Bombardé...*
[4] Cf. Chapitre I
[5] Lamboley, *Strasbourg Bombardé...*
[6] AMS, *dossier 50 MW 63, 25-508*
[7] 92nd BGA, *92nd Bomb Groups's Missions...*
[8] AMS, *dossier 50 MW 903*
[9] Lamboley, *Strasbourg Bombardé...*
[10] Middlebrook, *The Bomber Command War Diaries...* et BCD

La fin d'année 1943 s'accompagne d'un retour au calme en matière de bombardements à Strasbourg. Il semblerait d'ailleurs qu'un certain nombre de bombardements à Strasbourg furent réalisés par erreur, bien que cette hypothèse n'ait pas été confirmée par nos sources alliées. Ainsi, si l'on en croit une lettre d'ordre personnel qui aurait été envoyée par le lieutenant-colonel Jean Bassompierre au gauleiter Robert Wagner, le 27 novembre 1943, « les bombes, tombées il y a quelques temps sur Strasbourg, ont, *comme chacun le sait*, été lancées par erreur »[11]. Cependant nous avons quelques doutes sur l'authenticité de ce document, bien que nous ne soyons pas compétents pour porter un jugement définitif en la matière. Tout d'abord, on y trouve de nombreuses fautes de français et de frappe, un peu trop pour ne pas attirer l'attention : des bombes « tombées » tout en étant « lancées » ; « sigén » en lieu et place et de signé, etc. Mais c'est surtout son contenu qui nous paraît pour le moins suspect : il nous semble aller excessivement facilement dans le sens d'une défense du gouvernement de Vichy telle qu'elle fut faite pendant de nombreuses années en France, suggérant un Vichy collaborant en traînant les pieds, qu'il faudrait convaincre de collaborer plus activement en exerçant de multiples pressions. Mieux, cette lettre, qui aurait été postée à Marseille, met en avant la distinction, pourtant périmée depuis le 11 novembre 1942, entre zone libre et zone occupée. L'identité de l'émetteur elle-même ne peut qu'attirer l'attention : Jean Bassompierre, né en 1914, ami de Joseph Darnand, fut membre de la Cagoule, membre de la Légion des Volontaires Français, inspecteur général de la Milice Française, membre de la Division Charlemagne (au sein des Waffen-SS), emprisonné par les soviétiques puis extradé en France en 1948 et fusillé la même année[12], une identité commode pour établir un faux puisqu'il est connu que les morts ne contestent jamais. À qui profiterait l'établissement d'un faux de cet ordre ? S'il s'est trouvé une historiographie pour défendre la mémoire d'un Vichy qui n'aurait jamais donné dans le collaborationisme, nous subodorons que cela puisse se trouver[13]. Nous n'avons aucun élément décisif permettant de trancher cette question, nous allons donc nous en abstenir. Fait est que nos sources semblent plus volontairement parler de « cibles d'occasion » que d'erreurs, ce qui est tout à fait différent. En effet, une cible d'occasion désigne une cible qui est assumée comme n'étant pas idéale, n'étant pas prévue... mais une cible néanmoins, c'est à dire une zone que l'on estime pouvoir viser en toute légitimité. Toujours est-il qu'il n'y aura plus de bombardement avant celui du 25 février 1944[14], bombardement provoquant uniquement des dégâts matériels.

[11] Cité *in* Lichtlé, *Batailles d'Alsace...*, p. 485 – l'emphase est de nous

[12] Thompson, «Bassompierre Jean » *in A biographical dictionary...*

[13] Nous pourrions creuser la question en nous vérifiant si Bassompierre était bien à Marseille en novembre 1943. Nous savons qu'il fut envoyé le front de l'Est cette année là, puis rappelé par Darnand pour être nommé inspecteur général de la Milice en 1944. Il pourrait également être intéressant de questionner la nature des liens existants entre Bassompierre et Wagner.

[14] Lamboley, *40-44 - Strasbourg Bombardé...*

Ici encore, nous ne pouvons fournir de commentaire détaillé, aucune source bien à propos, tout à fait claire et prolixe, n'ayant été trouvée. Comme pour les bombardements précédents, il est raisonnable de penser qu'il fut réalisé par l'USAAF. Par ailleurs, le silence des sources suggère qu'il n'ait pas eu un impact majeur ; il ne s'agit que d'une suggestion, le silence étant une des sources historiques les plus traîtres. On peut en effet imaginer plus d'une raison de taire certains faits de guerre.

2.2.1.3 La précision comme poisson d'avril ? avril 1944

Si auparavant Strasbourg fut bombardée comme cible d'occasion, le 1 avril 1944, Strasbourg fut bombardée par erreur, cela apparaît de manière incontestable. Si les conséquences de l'évènement n'avaient pas été tragiques nous aurions peut-être considérer celui-ci comme un poisson d'avril de l'USAAF.

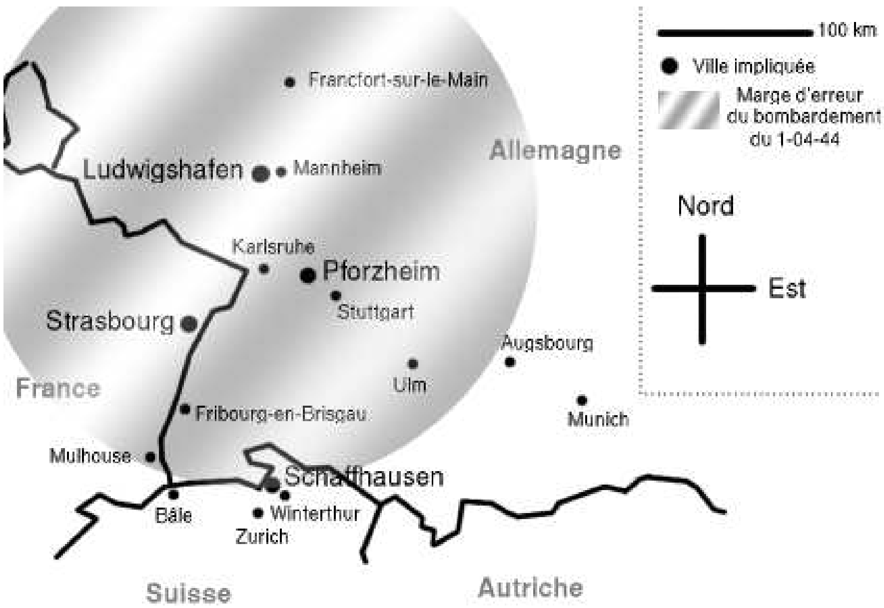

FIG. 2.1 – Marge d'erreur du bombardement du 1er avril 1944 du 392nd Bomb Group de l'USAAF

Échec significatif des techniques de navigation par conditions climatiques défavorables, désaveux de toute logique de précision, les bombardiers du 392nd Bomb Group se sont éparpillés et ont largué leurs bombes sur les premières villes au bord du Rhin qu'ils purent apercevoir au travers les nuages. Sans doute dans un état de délabrement psychologique important, pris par l'angoisse et peut-être aussi par l'alcool[15], comme c'était souvent le cas au sein des équipages de bombardiers, ils ne se préoccupèrent pas de localiser les installations pétrolières et les industries chimiques de Ludwigshaven am Rhein qui étaient l'objectif de la mission[16]. Et, ainsi, Schaffhausen, à proximité de Winterthur, tout comme Strasbourg, tout comme Pforzheim, à proximité de Karlsruhe, furent bombardée en lieu et place de Ludwigshaven. On pourrait dire par ironie que la précision des bombardements fut ce jour là à 220 kilomètres près. La figure 2.1 donne une idée de la marge d'erreur en question, bien qu'il soit important de garder à l'esprit que c'est la rencontre du Rhin qui est l'élément déclencheur des bombardements. Le compte-rendu de la mission ne fut pas une partie de plaisir pour les hommes du 392nd Bomb Group[17], bien qu'il soit peu contestable que les torts soient à partager principalement entre ceux qui ont décidé de cette mission. Car même si les bombardiers n'auraient pas du larguer les bombes sans identification adéquate, ils n'avaient aucun moyen d'identification opérationnel à disposition. Nous l'avons déjà évoqué, le 392nd Bomb Group sera lavé de toute culpabilité par une cour martiale en 1945[18]. Ainsi, Strasbourg fut sous les bombes de 11 heures moins le quart à midi, la manoeuvre coûtant la vie à 27 personnes, dont les faire-part de décès furent publiés, dans le *Straßburger Neueste Nachrichten*[19], comme en septembre 1943, le 7 avril[20]. Si Strasbourg n'était pas la cible de la mission de bombardement, son bombardement ne fut jamais remis en cause pour des raisons autres que celles d'efficacité, étant de toute façon une ville ennemie et donc une cible légitime.

2.2.1.4 Aux abords du D-Day, mai - août 1944

Le 27 mai 1944, c'est au tour du 100th Bomb Group du 388th Bomb Group de l'USAAF de faire pleuvoir le feu sur Strasbourg[21]. La cible théorique était l'usine aéronautique Junker de la Meinau[22], qui ne fut, effectivement, pas épargnée. Neudorf, Schiltigheim et Bischeim furent également touchés. Les victimes sont au nombre de 41.

---

[15] De nombreux équipages de bombardiers, comme beaucoup de militaires en première ligne, avaient recours à la boisson, voire l'enivrement, pour noyer la peur – et cela souvent avec la bienveillance de la hiérarchie s'assurant de l'approvisionnement nécessaire. FUSSEL, *A la guerre...*, p. 140-141

[16] HELMREICH, *The Diplomacy of Apology...*

[17] 392ND BGA, *Combat Missions Diary*

[18] Cf. Chapitre I

[19] Les « Dernières Nouvelles de Strasbourg »

[20] AMS, *dossier 50 MW 903*

[21] 388TH BGA, *Our Missions*, BOWDEN, « Aircraft Missions, ROYAL FLUSH - B-17F- 42-6087, 100th Bomb Group / 418th Bomb Squadron... » *in USAAF Nose Art Research Project* et BOWDEN, « Aircraft Missions, The LATEST RUMOR - B-17G - 42-97126, 100th Bomb Group / 418th Bomb Squadron... » *in USAAF Nose Art Research Project*

[22] *8th Air Force Chronology*

Le 31 mai 1944, Strasbourg devait à nouveau être bombardée, par le 92nd Bomb Group, mais les bombes ne furent pas larguées du fait des conditions météorologiques trop déplorables[23].

Le 29 juin 1944, les quartiers de Cronenbourg et d'Hausbergen (où se trouve une gare de triage) et la ville de Schiltigheim sont bombardés[24]. Aucune pertes humaines ne sont à déplorer.

Il en va de même pour les missions visant les voies ferrées de Strasbourg qui ont lieu le 19 juillet et le 3 août 1944. En conséquence du débarquement en Normandie, de nombreux renforts de troupes allemandes transitent par Strasbourg en direction du Front. Le 446th Bomb Group réalise la première mission, le 401st Bomb Group la seconde. Toutes deux sont enregistrées comme des succès[25]. La météo permit des frappes précises et la seule résistance rencontrée par le 401st fut la FLAK en passant au dessus d'Aachen : pas de FLAK ni de chasseurs n'étaient actif à Strasbourg ce jour[26].

Toujours en lien avec l'apparition du Front ouest en France, le 453rd Bomb Group fut, pour sa part, chargé de supprimer les ressources en carburant disponibles à Strasbourg. Le 09 et 11 août 1944, il se chargeât des stocks de pétrole de Strasbourg et des installations qui y sont relatives[27].

Ce même 11 août, plusieurs groupes de bombardiers et de chasseurs, dont le 389th Bomb Group et le 354th Fighter Group, eurent pour mission de bombarder les voies ferrées autour de Strasbourg[28]. La précision ne fut pas au rendez-vous : si Hausbergen (gare de triage, ateliers de réparation de matériel ferroviaire) et le port au pétrole furent atteints, le centre de la ville fut la zone la plus touchée et, pêle-mêle, les zones peu stratégiques de Bischeim, Cronenbourg, Koenigshoffen, Lingolsheim, Ostwald et Schiltigheim furent durement frappées. Les dégâts humains tout comme les dégâts matériels furent important. 158 personnes y laissèrent la vie et de nombreux bâtiments furent touchés, parmi lesquels on trouve la Cathédrale, le Palais Rohan (figure 2.2) ou encore les alentours du Pont du Corbeau (figure 2.3).

---

[23] 92ND BGA, *92nd Bomb Groups's Missions...*

[24] LAMBOLEY, *Strasbourg Bombardé...*

[25] 446th BGA, *Missions of the 446th Bomb Group* et 401st BGA, *401st Bomb Group Combat Mission Summary*

[26] « While broken clouds were encountered in the target area, bombing was done visually, with results ranging from good to excellent. No enemy aircraft were reported, and no flak was encountered over the target. However the Group experienced some flak over Aachen on the return [...] » *in* 401st BGA, *401st Bomb Group Combat Mission Summary*

[27] AUKERMAN, *Missions flown by the 453rd...*

[28] 389th BGA, *389th Chronology...* et 354th Fighter Group Association, *354th Fighter Group History*

FIG. 2.2 – Le Palais Rohan après le 11 août, AMS, août 1944

FIG. 2.3 – La place et le pont du Corbeau après le 11 août, AMS, août 1944

2.2.1.5 Vers la libération, septembre - novembre 1944

Le 25 septembre 1944, Strasbourg fut à nouveau bombardée. Les bombes larguées par le 493rd Bomb Group[29] touchèrent, elles-aussi, le centre de la ville, Bischeim, Lingolsheim, la Meinau, Neudorf et Ostwald. Les dégâts matériels furent massifs.

FIG. 2.4 – Un cratère dans le cathédrale après le 25 septembre, AMS, septembre 1944

Ainsi, par exemple, l'aile sud de Sainte-Clotilde et la chapelle de Saint-Etienne furent réduites en cendres, ne subsistant plus que des murs noircis par la combustion[30]. La Cathédrale, quant à elle, fut touchée en son coeur, comme nous pouvons le voir sur la figure 2.4 ci-dessus. Sur un plan humain, les victimes seraient de l'ordre de 77 disparus, 574 morts et 1205 blessés graves[31]. Cependant, dans les journaux parus les jours suivants, en particulier dans le *Straßburger Neueste Nachrichten* du 29 septembre, nous n'avons dénombré pour notre part pas plus d'une vingtaine de faire-parts de décès[32]. Monsieur Pfeifer nous apprend que, ce jour là, se trouve dans Strasbourg « un petit convoi militaire de quelques camions citernes mal dissimulé sous des arbres dégarnis », un convoi duquel, lorsqu'il est pris pour cible par l'aviation alliée (que l'on peut estimer précise, pour le coup !), « l'essence

[29] WEIR, *493rd Bomb Group Combat Missions*

[30] EPP, « Le Collège de Saint Etienne... » *in L'Echo de Saint Etienne*

[31] LAMBOLEY, *Strasbourg Bombardé*, p. 28. Note : nous n'avons pas trouvé confirmation de ces 574 morts par ailleurs.

[32] AMS, *dossier 50 MW 917*

gicle dans tout les sens »[33]. Lamboley a retenu, à raison, de ce témoignage l'effet de multiplicateur de dégâts de la présence de camions citernes. Nous verrons par la suite ce que ce détail est nous en apprend bien plus lorsqu'on se penche sur l'attitude de l'occupant vis-à-vis des civils. Par ailleurs, Lamboley évoque un témoin, « monsieur W. », qui « admet la thèse de "l'erreur" du bombardement si fameux de Ludwigshaven » en l'associant avec ce 25 septembre[34] : nous ne sommes pas certain de bien saisir ce propos mais il nous parait important de mettre au clair le fait que le bombardement du 25 septembre 1944 visait bel et bien Strasbourg et n'est en aucun cas une erreur ; la confusion avec Ludwigshaven date du 1er avril et les sources attestant de l'erreur sont nettes, comme nous l'avons vu précédemment.

D'autres bombardements eurent lieu pendant la libération de la ville, en novembre. Ces bombardements n'entrent plus dans le cadre de notre sujet puisqu'on ne peut plus parler de « front des civils » mais de front, tout simplement.

Si Strasbourg ne fut pas épargnée par les bombes, il n'apparaît pas qu'elle fut victime d'un authentique bombardement de zone. Cela pourrait s'expliquer par le fait que les bombardements de Strasbourg sont, dès 1942, le fruit de l'action de l'USAAF et non de la RAF. Ceci dit, Strasbourg illustre bien les limites de la doctrine de précision de l'USAAF car, bien que tout les bombardements aient un objectif militaire précis et soient diurnes, les zones civiles et leurs habitants sont rarement épargnées. Le bilan humain des bombardements aériens à Strasbourg serait de plus de 2850 victimes, dont l'issue aurait été fatale pour au moins de 975[35] d'entre-elles. Quant au bilan matériel, il faudrait évaluer le nombre de bâtiments détruits à plusieurs milliers.

2.2.2 À Mulhouse

Si Mulhouse était, à l'heure de la guerre, sans contestation possible, la ville industrielle alsacienne par excellence, c'est surtout le domaine du textile qui était au centre de ses activités. Bien entendu, les circonstances de guerre ont pour effet de recentrer toutes les activités des industries vers les besoins de l'effort de guerre. Cependant, il n'est sans doute pas chose aisée de réassigner une machine-outil conçue pour les travaux textiles à d'autres activités. C'est donc plutôt en tant qu'axe de transport, reliant notamment, sur un plan ferroviaire, Strasbourg à Belfort et, sur un plan fluvial, le Rhin au Rhône, que Mulhouse apparaît comme cible de bombardement. Par ailleurs, il faut relever la présence d'un stock de pétrole.

[33] Cité *in ibid.*, p. 26-27

[34] *Ibid.*, p. 26

[35] Ce chiffre pour Strasbourg résulte de l'admission de certaines données que nous n'avons plus confirmer personnellement. Notre estimation personnelle serait de 430 victimes.

2.2.2.1 Avant le D-Day, mai 1944

C'est seulement en 1944 que Mulhouse fait l'expérience du bombardement, bien qu'ayant plus d'une fois été survolée auparavant par des bombardiers.

C'est le 11 mai que le 446th Bomb Group[36] et le 392nd Bomb Group[37] se voient assignés à la destruction des voies ferrées de Mulhouse. Si Lamboley suggére que « Mulhouse n'était le 11 mai qu'une cible d'occasion »[38], nous constatons cependant que les ordres de missions sont sans équivoque. Du fait de problèmes de navigation dus aux conditions climatiques, le 392nd, pour sa part, n'arrivera jamais à Mulhouse mais bombardera Belfort à la place[39]. Florentin répertorie pour ce jour là le passage de 94 bombardiers[40] mais le rapport de police de Mulhouse fait état seulement de 24 bombardiers[41]. Ce sur quoi tout le monde s'accorde, c'est sur le fait que le bombardement se déroule de 15 heures 45 à 15 heures 50. Les bombes touchent les axes ferroviaires, le canal du Rhône au Rhin, la Poste centrale, l'hôpital, la gare du centre-ville, le centre-ville, les ateliers de réparation ferroviaire et la gare de la Wanne et, pour finir, l'Ile Napoléon[42]. Il semblerait que la FLAK ait été complètement inopérante[43]. La gravité de l'incident provoqua l'intervention des pompiers de Colmar, Fribourg (en Brisgau) et Strasbourg. Le nombre de victimes s'élève à 171[44].

Quelques jours plus tard, le 25 mai, le 446th Bomb Group se vit réassigné à la même tâche, toujours dans le cadre de la destruction de voies ferrées[45]. Le jour du débarquement en Normandie approchant, il n'est pas surprenant d'observer ce type de mission se reproduire régulièrement. C'est entre 9 heures et 9 heures 50 que la gare du Nord et les ateliers ferroviaires furent gravement touchés, tout comme l'Ile Napoléon et la cité ouvrière du Nord de la ville[46]. La population de la ville, autant civile que militaire, était de toute évidence mieux préparée à ce type d'incident : on ne dénombre que 67 décès[47].

[36] 446th BGA, *Missions of the 446th Bomb Group*
[37] 392nd BGA, *Combat Missions Diary*
[38] Lamboley, *1944 - Mulhouse Bombardé*, p. 31
[39] 392nd BGA, *Combat Missions Diary*
[40] Florentin, *Quand les Alliés...*, p. 350
[41] AMMu, *dossier H IX H3*
[42] AMMu, *dossier H IX H4*
[43] Florentin, *Quand les Alliés...*, p. 350
[44] AMMu, « Nachtrag zum Bericht vom 20.5.1944 über dire getroffenen Sofortmaßnahmen nach dem Fliegerangriff vom 11.5.1944, 5 juin 1944 »*in dossier H IX H1*
[45] 446th BGA, *Missions of the 446th Bomb Group*
[46] AMMu, *dossier H IX H3*
[47] AMMu, « Fliegerangriff vom 25.5.1944, 3 juin 1944 »*in dossier H IX H1*

2.2.2.2 Après le D-Day, août 1944

Après une accalmie estivale, le 3 août, le 91st Bomb Group et le 381st Bomb Group reçoivent, à leur tour, l'ordre de détruire les voies ferroviaires de Mulhouse[48]. Le rapport de police fait état du passage de 50 avions visant la gare centrale et celle du Nord, vers 15 heures 37[49]. Le centre-ville, les dépôts Cusenier (distillerie), Dornach, la SACM, le musée mais aussi la gare, le centre des colis postaux et la Kommandantur de la Wehrmacht sont durement touchés[50]. Les locaux du *Mülhauser Tagblatt* sont totalement détruits. Les réserves de carburant des pompiers sont ensevelies et une conduite de gaz explose. Le moins que l'on puisse penser, c'est que ce jour là la terre trembla à Mulhouse. Les décès ne sont toutefois estimé qu'à 77 personnes.

Une semaine plus tard, c'est au tour du 388th Bomb Group de se voir assigné la même mission[51]. Le rapport de police signale l'arrivée à 11 heures 30 de 77 avions[52]. L'est de la ville, les installations ferroviaires, la ligne de Mulhouse-Bâle, la gare de la Wanne et, surtout, le dépôt de la Deutsche Standart Petroleumgesellschaft sont atteints[53]. On dénombre 36 morts, dont 19 femmes et 7 enfants[54]. Il s'agit, en fait, du dernier bombardement aérien sérieux de la ville elle-même.

2.2.2.3 Quelques micro-évènements, septembre - novembre 1944

Les rapports de police font état de quelques évènements qui nous paraissent difficilement être qualifiable de bombardement. Ainsi, le 10 septembre vers 13 heures, à Dornach, il est question de trois bombes qui seraient tombées et d'un mitraillage (« prouvé » par la présence d'une douille), provoquant la chute d'un arbre. Le 13 septembre, à 8 heures 40, 4 avions auraient mitraillé des voies ferrés. Le 17 octobre, vers midi, quelques avions auraient largué des bombes sur la filature Dollfus-Mieg. Finalement, le 18 novembre, la gare de Wanne aurait essuyé des bombes (sans plus de détail)[55].

Il va sans dire que nous n'avons pas trouvé trace de ces événements dans les sources alliées. En l'absence d'éléments supplémentaires, ces évènements nous semblent peu significatifs.

---

[48] 91st BGA, *Missions of the 91st Bomb Group* et 381st BGA, *Missions of the 381st Bomb Group*

[49] AMMu, *dossier H IX H3*

[50] AMMu, *dossier H IX H4*

[51] 388th BGA, *Our Missions*

[52] AMMu, *dossier H IX H3*

[53] AMMu, *dossier H IX H4*

[54] AMMu, *dossier H IX H1*

[55] AMMu, *dossier H IX H3*

L'expérience des bombardements connue par les Mulhousiens s'avère donc limitée dans le temps. Aussi, si finalement peu de zones de la ville furent totalement épargnées par les bombes, le plan annexé aux états descriptifs des immeubles détruits[56], réalisé par le service d'urbanisation et d'étude de la ville en 1945, montre une très forte concentration des bombardements sur les zones ferroviaires et un faible impact ailleurs.

Il est notable que Mulhouse ne fut bombardée que par l'USAAF, et ce uniquement de jour. Si, bien entendu, il eut des victimes, que nous pourrions évaluer à 351 personnes[57], parmi lesquelles des personnes hospitalisées, des femmes et des enfants, le cas mulhousien n'offre aucun élément pertinent de similitude avec le bombardement de zone réalisé dans les villes outre-Rhin. En aucun cas il n'est justifié de parler pour Mulhouse de « bombardement terroriste », comme cela est fait parfois.

2.2.3 À Metz

Du coté de la Moselle, les cibles de missions de bombardement ne manquaient pas. Le Grand Metz[58], comprenant Woippy, fut sans doute la zone la plus touchée. En plus d'être un axe de transport ferroviaire assez conséquent, on y trouvait un aérodrome à Frescaty et une usine aéronautique à Woippy.

2.2.3.1 La chronique Schrod

En plus des sources que l'on trouve habituellement, à Metz nous avons eu le bonheur de trouver une chronique de Metz, établie par l'archiviste allemand de l'annexion, le docteur Schrod, de juin 1940 à la novembre 1944. Une remarque assassine qualifiant, à raison, le document manuscrit, rédigé en allemand, de pro-nazi se trouvant en première page dans le dossier avait de quoi attirer notre attention[59]. Si l'implication du document doit inciter à la méfiance, cela ne le disqualifie pas comme source. Pourtant, peu de monde semble avoir consulté le document puisque jusque là personne n'avait constaté (ou fait remarquer) que le document joint au dossier et indiqué comme traduction française n'était en rien une traduction, mais une copie de la chronique de Metz avant l'annexion, rédigée par le directeur du conservatoire d'alors, Delaunay.

Comment traiter ce document ? Nous avons d'emblée quelques éléments à notre disposition permettant de décrire son auteur : il est pour le moins lettré, puisque docteur, et est très probablement d'obédience national-socialiste, puisque désigné

[56] AMMu, *dossier H IX H4*

[57] Somme des chiffres précédemment donnés.

[58] L'administration allemande avait créé avant l'heure d'importantes communautés urbaines dans la plupart des villes sous son autorité directe.

[59] AMMe, *dossier 3Z7*

pour gérer les archives municipales du Grand Metz. Comment fut-il rédigé ? Selon toute évidence, il s'agit de notes prises au jour le jour, avec un certain souci du détail. Contrairement à la chronique Delaunay, il n'y apparemment pas eu de remise en forme postérieure divulguant des éléments non encore connus à une date donnée.

Quelles sont les motivations de son auteur ? De cela, le document, que nous n'avons pas lu intégralement du fait de son imposante taille, ne semble pas dire grand chose. C'est en fait dans les affaires du bon docteur que l'explication se trouve : en effet, un autre dossier comprend toutes les sources utilisées à la rédaction de la chronique[60]. Ces sources sont des documents envoyés par les différents services institutionnels (mairie, armée...) installés à Metz, envoyé spécifiquement pour la rédaction de la chronique. De fait, la chronique n'est pas l'oeuvre d'un amateur mais une opération coordonnée. Si l'auteur livre dans cette chronique ses impressions personnelles, le fond est constitué par de documents administratifs qui lui sont parvenus à dessein.

Disposer de la chronique et des sources de la chronique s'avère particulièrement intéressant. Schrod étant, selon toute vraisemblance, un fidèle du parti, il n'est pas surprenant de constater que les informations qu'il reçoit sont non-expurgées, sans enrobage idéologique spécifique. Ce dernier se charge de l'enrobage : ainsi lorsqu'il évoque les bombardements, il ajoute le propos de rigueur concernant la supposée criminalité des anglo-américains, tout en conservant les données de départ. Globalement, nous ne l'avons pas surpris à taire des faits concernant les bombardements. Bien entendu, il est loin d'être neutre, mais nous n'avons pas constaté de déformation de faits. En d'autres termes, si Schrod était nazi, il n'a pas fait preuve de malhonnêteté : ou, du moins, il n'a pas ressenti le besoin de déformer les faits concernant les bombardements portés à sa connaissance[61].

Une question reste, liée à la question des motivations de l'auteur : à qui était destinée cette chronique ? Nous ne disposons pas d'éléments permettant de trancher cette question. Bien entendu, cette question n'est pas d'importance négligeable. Toutefois, nous pensons que les propos tenus par Schrod concernant les bombardements sont sincères : les bombardements alliés sont souvent sujet à l'hyperbole de la part des nationaux-socialistes mais, *a priori*, il ne sont pas en contradiction avec leur propagande ; ils n'ont pas besoin à ce propos de dissimuler des entorses à leur idéologie.

En conséquence, nous allons fréquemment recourir aux sources de la chronique Schrod, sans pour autant nous abstenir de la croiser avec d'autres sources locales - et bien évidemment nos sources alliées.

[60] AMMe, *dossier 2Z9*

[61] Nous précisons que nous parlons ici des faits (nombre de morts, cibles touchées) ; nous faisons abstraction de l'enrobage idéologique.

2.2.3.2 Quelques micro-évènements, 1942 - 1943

Avant 1944, Metz ne connu pas d'authentiques bombardements alliés massifs - Metz fut cependant bombardée en 1940 par les Allemands lors de la phase d'occupation. Il est plutôt question de quelques bombes perdues, au hasard, que de quoi que ce soit d'autre. Nous n'avons pas trouvé de trace du coté allié de ces bombardements, renforçant l'idée qu'il s'agit de simples incidents imprévus - des bombardements d'occasion éventuellement.

Ainsi, selon un document issu des services de police du 24 novembre 1942, une bombe explosive serait tombée sur la gare de Metz-Sablon le 27 novembre 1941[62]. La date est barbouillée de rouge : au départ l'événement était daté du 27 novembre 1942 ; l'année fut rayée et remplacée par 1941. Il est assez étrange d'avoir un document de police daté de novembre 1942 à propos d'un fait de 1941. Mais il serait d'autant plus étrange d'avoir un document du 24 relatant un fait du 27 du même mois de la même année. Ce document fait en fait figure de récapitulatif concernant les bombardements alliés, puisque ce dernier évoque également quelques autres bombardements de même ampleur. Ainsi quelques bombes seraient tombées dans la nuit du 5 au 6 mai 1942, dans la nuit du 28 au 29 août 1942 et le 11 octobre de la même année à 15 heures 09. Les destructions causées sont négligeables.

Un courrier de la même origine daté du 20 mars 1943 évoque le bombardement du 9 mars 1943 de Metz où « au total 61 bombes incendiaires anglaises auraient été larguées »[63]. Si le carnet de route *(diary)* du Bomber Command de la RAF nous apprend quelque chose aux alentours de cette date, c'est que, la veille, on avait pu constater que les « systèmes de guidages étaient particulièrement inefficaces du fait de l'absence de lune, et, bien que le ciel n'était pas nuageux, le brouillard limita l'efficacité des identifications visuelles » et qu'en conséquence « plus de la moitié des bombes tombaient au delà des limites des villes », c'est-à-dire des cibles[64]. Un bombardement d'occasion parait donc tout à fait probable.

Dans la nuit du 6 au 7 septembre 1943, deux bombes touchent l'aérodrome de Frescaty, sans faire de blessés[65]. Là encore, vu le nombre de bombes dont il est question, l'idée d'un bombardement d'occasion est à privilégier.

[62]AMMe, « Lettre du Polizeipräsident à Schrod, 24 novembre 1942 » *in dossier 2Z9*

[63]« insgesamt 61 englische Stabbrandbomben abgeworfen » *in* AMMe, « Lettre du Polizeipräsident à Schrod, 20 mars 1943 » *in dossier 2Z9*

[64]« The Pathfinders had no moon to help them and, although there was no cloud, they found that haze prevented accurate visual identification of the target area [...] more than half of the bombs falling outside the city boundaries. » *in* BCD, « 8/9 March 1943 »

[65]AMMe, « Lettre du Polizeipräsident à Schrod, 20 septembre 1943 » *in dossier 2Z9*

2.2.3.3 Protégée par le ciel, février - mars 1944

C'est en 1944 que les choses se corsent pour Metz, puisque la ville devient la cible principale de nombreuses missions. Mais les messins n'en eurent probablement pas conscience car ils eurent le bénéfice des conditions météorologiques défavorables au bombardement en ce début d'année.

Ainsi le 6 février 1944, le 92nd Bomb Group de l'USAAF se vit assigné à la tâche du bombardement de la base aérienne de Metz (Frescaty). Du fait des nuages, l'équipage retourna en Grande-Bretagne avec son chargement de bombes[66]. Dans la nuit du 15 au 16 mars, 22 Lancasters du 5 Group de la RAF se virent attribuer la tâche du bombardement de l'usine aéronautique de Woippy. Une fois encore, l'attaque fut « abandonnée avant que la moindre bombe ne soit larguée du fait de nuages massifs »[67]. Le 24 mars, Frescaty est désigné comme cible du 389th Bomb Group[68] et du 392nd Bomb Group de l'USAAF : toujours du fait de la météo, la cible est abandonnée au dépends de Saint-Dizier[69].

2.2.3.4 Dans la tempête, fin avril - mai 1944

L'arrivée du printemps 1944 signifie pour Metz le début des bombardements non-anecdotiques.

Le 25 avril, l'USAAF donne pour mission la destruction de l'aérodrome de Frescaty et des voies ferrées de Metz à plusieurs groupes de bombardiers : 91st Bomb Group, le 303rd Bomb Group, le 381st Bomb Group et le 384th Bomb Group[70]. Plusieurs bombardiers s'éparpillent et visent des cibles d'occasions ; à Metz, l'écho ne semble pas retentissant.

C'est en fait le 1er mai, que la population de Metz découvrit la fureur céleste lorsque le 388th Bomb Group fut chargé de bombarder les installations ferroviaires de Metz[71]. Le 4 mai, le *NSZ Westmark* publie un faire-part officiel pour les 53 victimes identifiées de ce bombardement. Parmi ces victimes se trouvent 36 femmes[72]. Le lendemain, le même journal ajoute « un complément à la liste de victimes du bombardement du 1er mai parue la veille »[73], ajoutant un faire-part en hommage à 11 autres victimes du-dit bombardement. Ce délai suggère que les travaux de

[66] 92nd BGA, *92nd Bomb Groups's Missions...*

[67] « 10/10ths cloud caused the attack to be abandoned before any bombs were dropped. » *in* BCD, « 15/16 March 1944 »

[68] 389th BGA, *389th Chronology...*

[69] 392nd BGA, *Combat Missions Diary*

[70] 91st BGA, *Missions of the 91st Bomb Group*, 303rd BGA, *Missions of the 303rd Bomb Group*, 381st BGA, *Missions of the 381st Bomb Group* et 384th BGA, *Summary of Missions, 1943-1945*

[71] 388th BGA, *Our Missions*

[72] AMMe, « NSZ Westmark, 4 mai 1944 » *in dossier 3Z5*

[73] « Ergänzung der in unserer gestrigen Ausgabe veröffentliche Liste der Opfer des feindlichen Luftüberfalles auf Metz vom 1 Mai » *in* AMMe, « NSZ Westmark, 5 mai 1944 » *in dossier 3Z5*

déblaiement ne furent pas complètement exécutés lors de la parution du numéro du 4 mai, soit 3 jours après le bombardement ; ce délai suggère donc que les dégâts matériels furent importants. Une note de la police adressée à Schrod en date du 26 juin 1944 semble traiter de ce bombardement, sans que nous ne pouvons à l'heure actuelle affirmer qu'il n y a pas eu d'erreur de datation et de classement du-dit document[74] : si nous ne nous trompons pas, le bombardement aurait débuté précisément à 18 heures 20, tuant 81 personnes, dont 31 hommes, 35 femmes et 15 enfants, détruisant les hangars de locomotives de Metz-Sablon et les voies ferrées, interrompant le trafic jusqu'au 3 mai[75].

Le 23 mai, le 384th Bomb Group de l'USAAF retourna bombarder les voies ferrées de Metz[76] - cela ne laissa pas de traces précises dans nos sources locales. L'évènement fut sans doute largement éclipsé par les bombardements du 25 et du 27, la même semaine. Le 25, le 351st Bomb Group[77] bombarda Metz de 9 heures 35 à 10 heures 32 et toucha : la gare de Metz-Sablon, les ateliers de Montenich, la caserne de Reichenau, des zones résidentielles et deux usines. Parmi les morts, selon le rapport de police du 28 mai, on dénombre 24 hommes de la Werhmacht, 9 hommes civils et 16 femmes civiles[78]. Le *NSZ Westmark* du 27-28 mai (édition du samedi-dimanche) fait état de 58 victimes dont 25 femmes[79] : on peut formuler l'hypothèse que les 9 victimes supplémentaires, dont 8 femmes, sont celles du bombardement du 23. Le 27 mai, le 486th Bomb Group de l'USAAF eut pour objectif l'usine aéronautique de Woippy. Dans son compte-rendu, le groupe considère la mission eut un « faible résultat »[80] en regard de sa cible. Cependant, le bilan dressé par la police est plutôt important pour un bombardement de moins de 10 minutes (entre 13 heures 54 et 14 heures). Du fait des tirs de l'armement embarqué (mitrailleuses), la locomotive du train de passagers Metz-Thionville fut endommagée, tout comme une locomotive en gare d'Uckange, et ce sans faire de victimes[81]. Les bombes touchèrent 8 usines, détruisant des stocks. Une des gares Metz (du quartier Devant-les-Ponts, à proximité de la gare centrale) fut complètement détruite[82]. La Werhmacht accuse

[74]Nous ne pouvons faire cette vérification à l'heure pour des raisons matérielles.

[75]« Lokomotifschuppen und gleise auf Verschiebebahnhof Metz-Sablon zerstört. Verkehr teilweise lahmgelegt, ab 3.5.44 jedoch wieder normalverkehr. 2 stallungen in der Graf-Haeseler-Kaserne teilweise zerstört » *in* AMMe, « Lettre du Polizeipräsident à Schrod, 26 juin 1944 » *in dossier 2Z9*

[76]384th BGA, *Summary of Missions, 1943-1945*

[77]Harbour, *351st Bomb Group*

[78]AMMe, « Lettre du Polizeipräsident à Schrod, 28 mai 1944 » *in dossier 2Z9*

[79]AMMe, « NSZ Westmark, 27/28 mai 1944 » *in dossier 3Z5*

[80]« poor results » *in* 486th BGA, *486 Bomb Group (H) - Combat Mission Summary*

[81]« Bordwaffenangriffe : Personenzug Diedenhofen-Metz lokomotive beschädigt. Keine personenverluste. Auf Bahnohf Uckingen 1 lokomotive beschädigt » *in* AMMe, « Lettre du Polizeipräsident à Schrod, 30 mai 1944 » *in dossier 2Z9*

[82]« Bahnhof Metz-Vorbrucken : total zerstört » *in ibid.*

pour sa part la perte par le feu d'une arsenal et d'un stock d'essence[83]. Le *NSZ Westmark* publie pour le 27 mai un faire-part de décès officiel en hommage à 32 personnes, dont 19 femmes[84]. À ses cotés, on trouve un article au titre révélateur : « Sans considération pour les femmes et enfants - Les Anglo-américains larguent des bombes explosives sur Metz »[85].

2.2.3.5 A l'approche de la libération, fin juin - août 1944

Metz, tout comme Mulhouse, connaît un temps de répit en juin 1944, alors que le yeux sont rivés sur les événements plus à l'ouest.

C'est dans la nuit du 28 au 29 juin que les bombardements reprennent, dans le cadre d'une opération conjointe de la RAF et Royal Canadian Air Force (RCAF). Pour les cibles de Blainville et Metz, c'est au total 202 bombardiers halifaxes qui sont envoyés[86]. Le bombardement débute à 1 heure 13 du matin et s'acheva à 3 heures 20 : 32 habitations et 5 zones industrielles sont touchées[87]. En particulier, des dépôts agricoles sont détruits[88], les locaux de la brasserie *Metzer Union-Brauerei* sont endommagés[89], une usine sidérurgique voit « 20 % de ses machines inutilisables et sa production stoppée pour plusieurs jours »[90], le réseau de distribution de gaz et d'électricité est partiellement détruit[91] et, pour finir, des gares de triages sont endommagées.

Le 12 août, le 303rd Bomb Group de l'USAAF revient bombarder les installations ferroviaires messines[92]. De 10 heures 40 à 10 heures 58, Metz est sous les bombes de 69 B-17[93], visant de la gare de Metz-Sablon, les ateliers de réparation de Montenich et la zone résidentielle attenante[94]. 24 habitations sont totalement détruites. Sont sévèrement endommagées : l'usine à gaz de Montenich « stoppant la production pour plusieurs semaines »[95], la gare de Metz-Sablon. On dénombre

[83] « Wermachtsgebäuden : Militararsenal U. militar-Benzinlager ausgebrannt » *in ibid.*

[84] AMMe, « NSZ Westmark, 30 mai 1944 » *in dossier 3Z5*

[85] « OhneRücksicht auf Frauen und Kinder - Anglo-amerikanische Brand- un Sprengbomben auf Metz » *in ibid.*

[86] *6group Daily Operations* et MIDDLEBROOK, *The Bomber Command War Diaries...* p. 481

[87] AMMe, « Lettre du Polizeipräsident à Schrod, 4 août 1944 » *in dossier 2Z9*

[88] « Landwirtschaftliches Lagerhaus Gmbh Metz (totalverlust teillagars) » *in ibid.*

[89] « Metzer Union-Brauerei (gerining gebäudeschäden) » *in ibid.*

[90] « Neue Lorth Blechwarenfabrik und Verzikerei (20 % machinenverluste, produktionausausfall fur mehrere tage) » *in ibid.*

[91] « Versorgungsanlagen (teilschäden an Gas, Wasser un elektrizitätsleitungen) » *in ibid.*

[92] 303rd BGA, *Missions of the 303rd Bomb Group*

[93] « Mission 545 : 577 bombers and 436 fighters are dispatched to make visual attacks on the Metz marshalling yard and airfield in C and E France. [...] 69 hit the Metz marshalling yard. » *in 8th Air Force Chronology*

[94] AMMe, « Lettre du Polizeipräsident à Schrod, 15 août 1944 » *in dossier 2Z9*

[95] « Gas works Montenich (production up all 2 to 3 weeks) » *in ibid.*

67 morts dans la Wehrmacht[96]. Le *NSZ Westmark* pour sa part publie pour sa part un faire-part officiel de décès en hommage à 12 personnes, dont 5 femmes, et fait un parallèle avec les bombardements de Strasbourg, Mulhouse et Luxembourg[97].

Le 14 août, c'est l'aérodrome de Frescaty qui attire l'attention, étant sous les bombes de 72 bombardiers du 381st Bomb Group et du 91st Bomb Group de l'USAAF[98] de 11 heures 57 à midi et 5 minutes[99]. 7 bâtiments militaires sont détruits, dont un hangar d'engins, 3 bâtiments généraux et 3 ateliers. 43 avions sont détruits et on dénombre 8 morts parmi la Wehrmacht[100]. Quatre jours plus tard, le 18 août, le 453rd Bomb Group et le 389th Bomb Group[101] viennent à leur à Metz et bombardent de 15 heures 19 à 16 heures 32 principalement Frescaty et les voies ferrées entre Metz et Woippy[102]. L'usine VDM est touchée, 2 de ses hangars sont détruits, mais sa production n'est que faiblement ralentie[103], et l'usine *Norm und Gewinde teile AG* voit un de ses ateliers détruits et sa production de 4 semaines totalement perdue. La Werhmacht de son coté perd plusieurs bâtiments, dont une cuisine et un dépôt de munitions[104].

Ultérieurement, il n'y aura plus de bombardement à Metz qui ne soit pas directement à rattacher avec les combats de libération, sur le Front - le bombardement le plus massif dans ce contexte sera sans doute celui de la grande opération de soutien au sol à la 3ème Armée du 9 novembre, réunissant plus de 9 groupes de bombardiers de l'USAAF différents.

Ainsi à propos de Metz il ne semble pas approprié de parler de bombardement de zone, bien que, contrairement aux cas précédents, on peut remarquer que la RAF fut impliquée dans un bombardement en 1944.

Ici, comme dans les autres villes déjà étudiées, les bombardements avaient tous un objectif militaire précis. Et on peut considérer cet objectif comme atteint dans de nombreux cas. Le bilan humain serait de l'ordre de plus de 264 victimes, un nombre assez peu important pour un ensemble urbain de l'ampleur du Grand Metz. Parmi ces victimes, au moins 91 étaient des militaires allemands : deux fois plus de civils, autant de femmes que d'hommes, auraient donc été touchés que de militaires allemands. Ceci étant mis en comparaison avec les destructions matérielles causées, nous considérons l'expérience messine des bombardements aériens alliés comme peu

96 *ibid.*

97 AMMe, « NSZ Westmark, 14 août 1944 » *in dossier 3Z5*

98 91st BGA, *Missions of the 91st Bomb Group* et 381st BGA, *Missions of the 381st Bomb Group*

99 AMMe, « Lettre du Polizeipräsident à Schrod, 21 août 1944 » *in dossier 2Z9*

100 *Ibid.*

101 Aukerman, *Missions flown by the 453rd...* et 389th BGA, *389th Chronology...*

102 AMMe, « Lettre du Polizeipräsident à Schrod, 19 août 1944 » *in dossier 2Z9*

103 « *VDM Werke* (2 hallen total zertört, producktionausfall : gering) » *in ibid.*

104 *ibid.*

troublante en regard du *jus in bello*. Les combats de la libération seront bien plus sanglants et destructeurs à Metz.

2.2.4 À Thionville

Thionville, renommée Diedenhofen, se vit agrandir lors de l'annexion par l'établissement un « Grand Thionville », y associant un certain nombre de communes jusque là indépendantes, comme par exemple Uckange. Cela fait de Thionville « le point central de l'industrie lorraine du fer », dixit l'occupant, regroupant de multiples usines[105].

La mairie fut touchée par les bombardements : les archives depuis transitèrent ça et là et furent conservées dans des locaux inadaptés... il n'en reste que peu de choses. En conséquence, nous ne disposons dans la majeure partie des cas que d'informations très générales sur ces bombardements : leurs dates et les dégâts causés par l'ensemble des bombardements.

L'expérience des bombardements aériens de Thionville est relativement limitée dans le temps, si l'on fait abstraction des bombardements liés au front comme ceux de mai 1940 ou ceux de novembre 1944, puisque le principal de l'action se déroule entre avril et mai 1944.

Un bombardement eut lieu le 2 mai 1943[106] - hormis la date figurant sur un document récapitulatif rédigé après-guerre, aucune information à son sujet ne nous est parvenue. Un an après, le 14 avril 1944, Thionville fut à nouveau bombardée.

Le 9 mai 1944, le 92nd Bomb Group le 303rd Bomb Group et le 384th Bomb Group furent chargé de détruire les installations ferroviaires de Thionville[107]. Adrien Printz témoigne à ce sujet :

> « Sept fois de suite, le sifflement des bombes nous fait redouter la mort. Les Allemands s'efforcent toujours de nous convaincre que les Anglo-Américains jettent leurs bombes aux hasard, mais ce qu'il m'est donné de voir aujourd'hui une demi-heure après les derniers éclatements me rassure tout à fait à ce sujet : la gare de marchandises de Thionville n'est plus qu'une ruine : des 30 à 40 voies qui la traversent, aucune n'est intacte et sauf des dégâts de vitres, la ville n'a rien. »[108]

Nous disposons d'un autre témoignage à propos de ce 9 mai, celui d'Aloïs Adam, agé de 14 ans aux moments des faits. Il ne contredit pas tout à fait le propos de Printz, dans le sens où il reconnaît que le bombardement détruisit très efficacement

[105] ROTH, *Histoire de Thionville*, p. 250
[106] AMT, *dossier 4AG*
[107] 92nd BGA, *92nd Bomb Groups's Missions...*, 303rd BGA, *Missions of the 303rd Bomb Group* et 384th BGA, *Summary of Missions, 1943-1945*
[108] Cité *in* FLORENTIN, *Quand les Alliés...*, p. 343-344

la gare. Cependant, il rappelle que même les gares sont des lieux où se trouvent des civils :

> « Ce jour-là le train omnibus en provenance de Metz entrait en gare de Thionville au moment où l'alerte d'attaque aérienne a été déclenchée. Les voyageurs qui descendaient du train ont été obligés de se rendre dans l'abri anti-aérien construit sous le troisième quai, dont l'entrée se trouvait dans le passage souterrain [...] Le malheur a voulu que l'abri soit touché de plein fouet par une bombe, provoquant le plus grand nombre de victimes de ce bombardement. »[109]

Deux jours plus tard, le 11 mai 1944, c'est le 381st Bomb Group[110] qui fut chargé de bombarder Thionville à nouveau. Le 25 du même mois, c'est au tour du 446th Bomb Group[111] de remplir cette mission. Si nous admettons que dès le 9 mai l'ensemble de la gare est détruite, cet acharnement à de quoi surprendre. Nous avons évoqué précédemment le fait qu'une locomotive en gare d'Uckange fut détruite lors de la mission du 27 mai visant Metz : Uckange étant inclus dans le Grand Thionville, on peut considérer qu'il s'agit là d'un bombardement de Thionville visant les installations ferroviaires supplémentaire.

Au sortir de la guerre, le 2 juillet 1948, Thionville devient « titulaire de la "Croix de Guerre" avec Palme pour les faits relatés dans la citation qui suit : [...] fortement endommagée par les bombardements et les combats qu'y livrèrent... Sur 2167 immeubles, 60 furent détruits et 950 endommagés »[112]. S'il est extrêmement difficile de faire la distinction entre les dégâts causées par les bombardements aériens loin du front et les combats de la libération, ces indications nous permettent d'établir la limite maximale des destructions imputables aux bombardements.

Bâtiment :	Service public	Habitat	Industriel	Commercial	Agricole
Complètement détruit	4	18	8	14	4
Irréparable	3	11	-	11	-
Réparable	-	210	-	-	-
Cloisons intactes	-	120	-	-	-
Couverture légèrement touchée	-	407	-	-	-

FIG. 2.5 – Évaluation du 15 avril 1945 des dégâts causés aux bâtiments de Thionville pendant la guerre, AMT, *dossier 4B3*

109 Cité *in* AMT, « Le Républicain Lorrain, 3 juin 1998 » *dossier 4B3*
110 381st BGA, *Missions of the 381st Bomb Group*
111 446TH BGA, *Missions of the 446th Bomb Group*
112 AMT, *dossier 4B4*

Nous savons que 44 habitants furent tués, 25 blessés, 40 totalement sinistrés et 780 partiellement sinistrés[113]. Apparemment seulement 41 d'entre-eux, parmi lesquels 13 femmes, décédèrent lors de bombardements[114]. Le tableau reproduit ci-dessus, l'original ayant été établi en avril 1945, nous fourni plus de détails quant aux destructions matérielles.

Le cas de Thionville est plus paradoxal que ceux des villes évoquées précédemment : si la ville est loin d'avoir été une victime fréquente des bombardements, l'ensemble des missions de bombardement s'est déroulée le même mois, sur une cible supposée déjà détruite dès la première mission. Ceci étant dit, les combats de la libération furent à Thionville extrêmement destructeurs et il est très probable qu'ils soient la cause de la plus grande partie des dégâts causés à Thionville. Il devrait être possible de déterminer quels sont les dégâts qui furent causés par les bombardements en étudiant les destructions causées à libération (sujet sur lequel plus ample documentation existe) mais ce travail fastidieux est sans garantie de résultats : il est fort probable que de nombreux bâtiments touchés par les bombardements le furent également par les combats de la libération.

2.2.5 À Nancy

Ville non annexée mais occupée, à Nancy se trouvent plusieurs casernes, une école d'aviation et un aérodrome (précisément à Essey-les-Nancy). Tout comme Metz et Strasbourg, la ville constitue un noeud ferroviaire.

2.2.5.1 Premières bombes alliées, septembre 1942

Le premier bombardement notable ayant lieu à Nancy se déroule dans la nuit du 19 au 20 septembre 1942, entre 23 heures 45 et minuit et quart. La rue d'Auxone, la rue Isabey, l'avenue Milton, la rue des Nicklés, la rue de l'Oratoire et la place Carnot sont touchées. Plusieurs bâtiments sont légèrement endommagés : la manufacture de tabac, le dépôt de papeterie, la maternité départementale[115]. Sans que nous ayons pu trouver d'information sur la mission de cette nuit là, il nous semble plus que probable qu'elle fut exécutée par la RAF : non seulement il s'agit d'une mission nocturne mais, de plus, 7 bombes incendiaires n'ayant pas explosé furent retrouvées au sol[116] et seule la RAF utilisait ce type de bombes en 1942. Un plan des impacts de bombe met en lumière de manière flagrante que la voie ferrée de la ligne Paris-Strasbourg (quai Claude Le Lorrain) fut visée, sans grande efficacité.

113 *Ibid.*
114 AMT, *dossier 4H155, chemise D*
115 AMN, *dossier 8c H4-1*
116 *Ibid.*

Dans la mesure où nous disposons d'une liste de 10 personnes sinistrées demandant un logement[117], établie le 22 septembre, nous pouvons considérer qu'au moins 10 foyers furent sévèrement touchés par l'opération.

2.2.5.2 Protection céleste, début 1944

C'est en 1944 que Nancy fait l'objet de nombreuses missions. Mais les missions de ce début d'année semblent sans grand effet du fait des conditions climatiques.

Le 6 février, l'aérodrome d'Essey est la cible du 381st Bomb Group et du 91st Bomb Group de l'USAAF[118]. Le 91st n'arrive pas à destination du fait du mauvais temps. Le 24 mars, le 446th Bomb Group et le 453rd Bomb Group se voient assignés à la même tâche[119]. Le 453rd bombarde en fait Saint-Dizier, en tant que cible d'occasion. Le 25 avril, le 92nd Bomb Group, le 401st Bomb Group et le 351st Bomb Group, sont chargés de bombarder l'aérodrome et l'école d'aviation d'Essey[120]. Arrivés sur place dans la matinée, les équipages estimèrent que « la couche de nuage dense recouvrant la cible empêchait tout bombardement visuel, firent demi-tour espérant, sans succès, trouver une cible d'occasion, et, finalement, reçurent l'ordre de larguer leurs bombes dans la mer du Nord »[121].

2.2.5.3 Les bombardements, 27 avril - août 1944

Ce sont les mêmes groupes de bombardiers qui repartent en mission bombarder Nancy deux jours plus tard, le 27 à 16 heures, en « embarquant des bombes incendiaires »[122]. Selon le compte-rendu de mission, les résultats du bombardement furent « excellent », « les bombes ayant touché la cible et les bâtiments alentours, les incendies provoqués n'étant pas atteint au départ des bombardiers »[123]. Des obsèques pour les victimes du bombardement du 27 avril sont évoquées dans le

[117] AMN, *dossier 8c H4-2*

[118] 91st BGA, *Missions of the 91st Bomb Group* et 381st BGA, *Missions of the 381st Bomb Group*

[119] *8th Air Force Chronology* et AUKERMAN, *Missions flown by the 453rd*

[120] 92nd BGA, *92nd Bomb Group's Missions Flown*, HARBOUR, *351st Bomb Group* et 401st BGA, *Combat Mission Summary*

[121] « Upon reaching the target, it was found to be covered by solid undercast, preventing visual bombing. The same conditions prevailed over the secondary target, and after several 360 degree turns the Group looked for a target of opportunity, but none was available. At 0845 Flying Control ordered the Group to jettison its bombs in the North See » *in* 401st BGA, *401st Bomb Group Combat Mission Summary*

[122] « The Group carried incendiary bombs » *in ibid.*

[123] « Bombing results were excellent ; it was observed that bombs struck the MPI, and buildings in the vicinity of the MPI were blanketed. Fires were burning after the Group started home. » *in ibid.*

rapport mensuel de l'administration de Nancy du 26 mai[124], sans plus de précisions. Le volet des sapeurs-pompiers du même rapport précise cependant que 10 incendies ayant fait l'objet de mission des sapeurs-pompiers étaient dus à des bombardements. L'*Echo de Nancy* ne mentionne pas ce bombardement.

Le bombardement du 25 mai, à Essey-les-Nancy, impliquant le 381st Bomb Group et le 91st Bomb Group aura vaguement plus d'écho dans la presse, l'*Echo de Nancy* signalant tout de même que « la banlieue de Nancy [fut] Bombardée hier vers 10h » et que « on signale peu de victimes »[125]. Elles seront tout de même assez nombreuses pour que « la croix rouge organise un office spécial le 4 juin » pour elles[126]. Dans le rapport mensuel du 26 juin, le volet des sapeurs-pompiers évoque « 5 incendies en banlieue parmi lesquels 4 à la suite de bombardements »[127].

Le dernier bombardement de Nancy, visant une fois encore Essey, rentrant dans le cadre de notre étude, fut celui du 18 août, impliquant le 392nd Bomb Group de l'USAAF. « Lundi 21 a eut lieu les obsèques des douze victimes du bombardement de vendredi » pouvait-on lire le 22 août dans l'*Echo de Nancy*, sans plus de détails une fois encore[128]. L'administration semblant s'écrouler, le rapport mensuel du 25 août paraît moins détaillé que jamais, certains des volets que l'on y trouve habituellement, tels que celui de la police, étant de plus absents[129].

Les sources locales de Nancy s'avèrent fâcheusement laconiques au sujet des bombardements de l'année 1944. S'il est peu évident de connaître l'impact précis de chaque bombardement, il est en revanche possible d'avoir une idée de l'impact général des bombardement sur la vie nancéienne. Nous en parlerons plus en détail plus tard mais nous pouvons dores et déjà faire remarquer qu'en mai 1944 « l'éventualité d'un bombardement de certains points de la ville a amené de nombreuses personnes à quitter leur domicile pour les villages environs »[130] et qu'en juin 1944 la population locale « admet que le pain ne soit plus distribué tout les jours [...] que les tramways ne circulent plus [car] elle n'ignore pas, en effet, que ces restrictions sont dues aux bombardements [et] aux sabotages »[131]. Ces éléments suggèrent que l'agglomération se trouve en piteux état, même si ça ne transparaît pas par ailleurs. Ces informations restent cependant délicates à manipuler. Nous savons, en effet,

[124] AMN, « rapport mensuel du 26 mai 1944 » *in dossier 6c H4-8*. Ces rapports étant finalisés le 26 de chaque mois, ils traitent nécessairement de la fin du mois précédent.

[125] AMN, « l'Echo de Nancy, 26 mai 1944 », *in microfilm l'Echo de Nancy*

[126] AMN, « l'Echo de Nancy, 2 juin 1944 », *in ibid.*

[127] AMN, « rapport mensuel du 26 juin 1944 » *in dossier 6c H4-8*

[128] AMN, « l'Echo de Nancy, 22 août 1944 », *in microfilm l'Echo de Nancy*

[129] AMN, « rapport mensuel du 25 août 1944 » *in dossier 6c H4-8*

[130] AMN, « rapport mensuel du 26 mai 1944 » *in dossier 6c H4-8*, en particulier le volet de la police.

[131] AMN, « rapport mensuel du 26 juin 1944 » *in dossier 6c H4-8*, en particulier le volet de la police

par le volet de la compagnie de transport de Nancy inclus dans les rapport mensuel également, que les tramways continuent à faire transiter de nombreux militaires allemands[132]. Nous pouvons donc supposer que les privations connues par les civils ne concerne pas avec la même force les militaires[133]. Pour le reste, il est par ailleurs difficile d'avoir des certitudes quant aux motivations des civils quittant la ville.

2.2.6 Dans les autres villes

Évoquer toutes les agglomérations de la zone étudiée aurait densifié ce travail de manière inappropriée. Notre recherche nous a cependant permis d'établir des repères concernant l'ensemble de la zone étudié qu'il nous semble interessant de faire figurer ici, sous forme de chronologie détaillée[134].

2.2.6.1 Année 1940

16/17 décembre	Directive britannique visant à la destruction maximale de zones urbaines (p. 18).
16 décembre	Bombardement de Strasbourg.

2.2.6.2 Année 1942

29/30 juillet	**Bombardement. de Forbach** par la RAF, visant une usine sidérurgique et une usine de construction mécanique, faisant 172 victimes[135].
6 octobre	Les États-Unis, par la radio, incitent les populations occupées à ne pas rester à proximité des industries (p. 11).
6 décembre	Bombardement de Strasbourg.

2.2.6.3 Année 1943

9 mars	Bombardement de Metz.
2 mai	Bombardement de Thionville.
6 septembre	Bombardement de Strasbourg.

[132] Tout les rapports mensuels font état de plus de 35 000 voyages en tramways effectués par des militaires allemands

[133] C'est souvent le cas en temps de guerre mais cela n'est pas obligatoire du tout.

[134] Nous ne détaillerons pas les bombardements déjà évoqués, ils sont présents ici en guise de repère uniquement.

[135] Florentin, *Quand les Alliés...*, p. 351

19/20 septembre	Bombardement de Nancy.
17 novembre	Bombardement de Strasbourg.

2.2.6.4 Année 1944

6 février	Bombardement de Metz et Nancy/Essey.
25 février	Bombardement de Strasbourg.
15/16 mars	Bombardement avorté de Woippy.
24 mars	Bombardement de Nancy/Essey. **Bombardement de Saint-Dizier** : le 453rd Bomb Group de l'USAAF prend Saint-Dizier pour cible après avoir manqué Nancy[136], le 389th Bomb Group et le 392nd Bomb Group en font de même après avoir manqué Metz[137].
1 avril	Bombardement de Strasbourg.
23 avril	**Bombardement de Haguenau**, l'aérodrome étant visé[138].
25 avril	Bombardement de Metz/Frescaty et Nancy/Essey.
27 avril	Bombardement de Nancy/Essey. **Bombardement de Toul** par le 303rd Bomb Group de l'USAAF[139]. **Bombardement de Chalons-sur-Marne** par le 392nd Bomb Group[140].
1 mai	Bombardement de Metz. **Bombardement de Sarreguemines** : la circulation ferroviaire est bloquée jusqu'au 22 mai, l'électricité indisponible pour 24 heures, un canal est obstrué et on dénombre 57 morts[141].
9 mai	**Bombardement de Saint-Dizier** par le 381st Bomb Group et le 91st Bomb Group[142]. Bombardement de Thionville.

[136] *8th Air Force Chronology*
[137] 389th BGA, *389th Chronology* et 392nd BGA, *Combat Missions Diary*
[138] Florentin, *Quand les Alliés...*, p. 307
[139] 303rd BGA, *Missions of the 303rd Bomb Group*
[140] 392nd BGA, *Combat Missions Diary*
[141] Florentin, *Quand les Alliés...*, p. 338
[142] 91st BGA, *Missions of the 91st Bomb Group* et 381st BGA, *Missions of the 381st Bomb Group*

11 mai	**Bombardement de Belfort** par le 389th Bomb Group[143]. **Bombardement de Chaumont** par le 486th Bomb Group[144]. **Bombardement d'Épinal** par l'USAAF, faisant 245 victimes, incendiant la gare, bloquant le trafic ferroviaire pendant 24 heures[145]. **Bombardement de Forbach**, visant la gare, faisant 56 victimes[146]. Bombardement de Mulhouse. Bombardement de Thionville.
15 mai	**Bombardement de Belfort** visant les installations ferroviaires, par le 453rd Bomb Group[147].
23 mai	**Bombardement de Chaumont** visant les installations ferroviaires[148]. **Bombardement d'Épinal** par le 351st Bomb Group visant les installations ferroviaires (selon l'ordre de mission) mais aussi les ponts sur la Moselle, larguant également des bombes incendiaires : un couvent nommé l'Institution Jeanne-d'Arc et l'orphelinat sont en flammes, il ne reste plus que la façade de l'église Notre-Dame[149]. Bombardement de Metz.
25 mai	Bombardement de Metz, Mulhouse, Nancy, Thionville. **Bombardement de Belfort**, visant une fois de plus les installations ferroviaires, bloquant plusieurs lignes pour une durée supérieure à 2 jours, causant 2 morts[150]. **Bombardement de Sarreguemines** endommagement durement les hangars à machines et la gare de triage, vidant le canal des Houillères[151]
27 mai	Bombardement de Metz/Woippy et Strasbourg.
31 mai	Bombardement avorté de Strasbourg.
28/29 juin	Bombardement de Metz
29 juin	Bombardement de Strasbourg
12/13 juillet	**Bombardement de Culmont et Revigny** par la RAF, visant les installations ferroviaires, par temps nuageux[152].
15/16 juillet	**Bombardement de Chalons-sur-Marne** par la RAF, visant les installations ferroviaires, estimée comme une réussite[153]. **Bombardement de Saint-Dizier**, visant son aérodrome, par l'USAAF[154].

[143] 389th BGA, *Missions of the 389th Bomb Group*
[144] 486th BGA, *486 Bomb Group (H) - Combat Mission Summary*
[145] AMN, « l'Echo de Nancy, 26 mai 1944 », *in microfilm l'Echo de Nancy* et FLORENTIN, *Quand les Alliés...*, p. 348-349
[146] *Ibid.*, p. 351
[147] AUKERMAN, *Missions flown by the 453rd*
[148] *8th Air Force Chronology*
[149] HARBOUR, *351st Bomb Group* et FLORENTIN, *Quand les Alliés...*, p. 361-363
[150] *8th Air Force Chronology* et FLORENTIN, *Quand les Alliés...*, p. 364-365
[151] FLORENTIN, *Quand les Alliés...*, p. 365
[152] MIDDLEBROOK, *The Bomber Command...*, p. 542
[153] *Ibid.*, p. 543
[154] *8th Air Force Chronology*

18/19 juillet	**Bombardement de Revigny** par la RAF, visant les installations ferroviaires[155].
19 juillet	Bombardement de Strasbourg.
3 août	Bombardement de Metz, Mulhouse et Strasbourg.
9 août	Bombardement de Strasbourg.
11 août	Bombardement de Mulhouse, Strasbourg. **Bombardement de Belfort** visant les installations ferroviaires, par le 447th Bomb Group[156].
12 août	Bombardement de Metz. **Bombardement de Chaumont** visant son aérodrome, par le 92nd Bomb Group[157].
14 août	**Bombardement de Haguenau** visant son aérodrome, par le 401st Bomb Group et le 351st Bomb Group[158]. Bombardement de Metz/Frescaty.
18 août	Bombardement de Metz/Frescaty et Nancy/Essey. **Bombardement de Saint-Dizier** par le 487th Bomb Group et le 486th Bomb Group[159]
25 septembre	Bombardement de Strasbourg

L'expérience des bombardements vécus par Saint-Dizier, Forbach, Chaumont, Épinal ou encore Belfort nous semble tout à fait comparable avec l'expérience de villes comme Metz, Nancy, Strasbourg, Mulhouse ou encore Thionville. En conséquence, nous estimons que la représentativité des cas que nous avons présenté est acceptable pour un raisonnement à l'échelle du Nord-Est de la France.

2.3 Propagande et guérilla

2.3.1 La presse et les bombardements

Sans que cela ne soit tout à fait surprenant, les bombardements sont un authentique sujet de prédilection pour les journaux locaux, journaux de propagande comme tout journal se doit de l'être sous le IIIème Reich, en particulier à partir de 1944. Mais si les articles sont pléthores, la variété de leur contenu est loin d'être évidente. Certains articles semblent même être surexploités. Par exemple, le 5 août, le *Straßburger Neueste Nachrichten* publie un article parlant de « population civile alsacienne victime des méthodes terroristes brutales des pirates de l'air

[155] Middlebrook, *The Bomber Command...*, p. 546
[156] 447th BGA, *Chronology of the 447th*
[157] 92nd BGA, *92nd Bomb Group's Missions Flown in WWII*
[158] 401st BGA, *401st Bomb Group Combat Mission Summary* et Harbour, *351st Bomb Group*
[159] 486th BGA, *486 Bomb Group (H) - Combat Mission Summary*

anglo-américains »[160] : le 8 août, le *Mülhauser Tagblatt*[161] publie le même article, mot pour mot.

A l'occasion du bombardement de Strasbourg du 11 août 1944, la propagande se déchaîna. De longs articles sur ce bombardement furent publiés dans, parmi d'autres, le *Straßburger Neueste Nachrichten*, *Der Führer*, le *Kehler Zeitung*[162], et le *Kolmarier Kurier*[163], et cela dès le 12 août, le lendemain du bombardement[164]. Le 13, le *Straßburger Neueste Nachrichten* publie une série de photos de la Cathédrale abîmée avec, en guise de légende, des commentaires que l'on peut juger sarcastiques comme « point de caserne... »[165], « point d'arsenal... »[166], « point de dépôt de munitions... »[167] ou encore « pas de point clef stratégique... »[168]. *Der Führer*, pour sa part, publie en première page une photo de la Cathédrale enflammée avec en gros titre « les gangsters ont largué des bombes sur la Cathédrale »[169]. Et, bien entendu, le *Kolmarer Kurier*, le *Deutsche Allg. Zeitung*[170] et le *Kölnische Zeitung*[171] remettent le couvert à propos de « l'attentat barbare de Strasbourg » en présentant un historique de la cathédrale tout à fait à propos, mettant en avant la germanité revendiquée du patrimoine culturel alsacien. Le 14 août, le *Deusche Allg. Zeitung* publie un article focalisé uniquement sur la Cathédrale de Strasbourg : ce dernier ne manque pas de rappeler le « fanatisme de la Révolution française »[172] période pendant laquelle, à la demande de Saint-Just, la Cathédrale failli perdre sa flèche. Nous constatons ainsi que le lien opéré par Valla entre la Révolution française et les bombardements aériens n'est finalement pas une chose si neuve. Il est d'ailleurs relativement paradoxal que ces propos d'inspiration conservatrice, jouant sur la peur du radicalisme anti-clérical et social, émanent de la propagande nazie : c'est-à-dire de la propagande d'un courant politique qui promettait une révolution sociale d'inspiration nationaliste extrême, un nationalisme rejetant le christianisme.

---

[160] « Die brutalen terrormethoden der anglo-amerikanischen Luftpiraten forderten auch im Elsass wieder Opfer unter der Zivilbevölkerung », *in* AMS, « Straßburger Neueste Nachrichten, 5 août 1944 » *in dossier 50 MW 903*

[161] Le « Quotidien Mulhousien »

[162] Le « Journal de Kehl »

[163] Le « Courrier de Colmar »

[164] AMS, *dossier 50 MW 903*

[165] « Keine Kaserne... » *in* AMS, « Straßburger Neueste Nachrichten, 13 août 1944 » *in dossier 50 MW 903*

[166] « Kein Rüstungswerk... » *in ibid.*

[167] « Kein Munitionsdepot... » *in ibid.*

[168] « Keine strategischer Schlüsselpunkt... » *in ibid.*

[169] « Die Gangster warfen Bomben auf das Münster ! » *in* AMS, « Der Führer, 13 août 1944 » *in dossier 50 MW 903*

[170] Le « Journal Général Allemand »

[171] Le « Journal de Cologne »

[172] « Fanatismus der Französischen Revolution » *in* AMS, « Deutsche Allg. Zeitung, 14 août 1944 » *in dossier 50 MW 903*

Tout le paradoxe réside sans doute dans le fait que pour séduire une région comme l'Alsace, culturellement chrétienne et socialement plutôt traditionnelle, la propagande nazie est contrainte de s'inspirer de valeurs et de symboles qui sont loin d'aller de pair avec l'idéologie nazie. Mais bien entendu, lorsque la Cathédrale est montrée comme victime des bombardements alliés, le sacrilège religieux n'est que suggéré : la propagande ne décrit la Cathédrale que comme une « impérissable trace de la civilisation allemande » (*unvergängliche Zeugin deutscher Kultur*)[173].

Nous pourrions poursuivre sans fin la lecture d'articles générés par ce bombardement – ou prenant prétexte de ce bombardement. Ceci dit, la plupart de ces articles ont le fâcheux inconvénient d'être particulièrement redondants, n'ayant sans-doute pas l'originalité pour priorité. Nous allons donc nous limiter à l'aperçu d'un dernier article du *Straßburger Neueste Nachrichten*, en date du 12 août, publié à chaud après le bombardement :

> « La vieille et vénérable ville de Strasbourg, témoin impérissable de la civilisation allemande en Alsace, fut, vendredi à midi, la cible d'un raid terroriste de bombardiers nord-américains qui provoqua des incendies dans l'ensemble du centre historique autour de la Cathédrale.
> [...]
> Les Anglo-américains et de leur assistant de Gaule ont pour objet, entre autre, de supprimer toute trace de la civilisation allemande en Europe. Pour y parvenir, ils devraient mettre en pièce toute l'Alsace. »[174]

Fidèle aux fondements du succès du nazisme, de ces propos se dégage l'obsession du danger de disparition de la « civilisation allemande ». Il est impossible de savoir si l'auteur pense réellement que l'objectif de cette mission de bombardement est terroriste et vise à la destruction du patrimoine historique germanique de Strasbourg – c'est tout à fait possible. Mais le propos semble peu rassuré, incomparable avec les articles publiés au Royaume-Uni lors du Blitz promettant le passage aux armes de tout les ennemis. Si nous devions qualifier le ton employé, nous parlerions de victimisation passive, de discours contemplatif sur les horreurs tombant du ciel.

[173] Note de la soutenance, point signalé par M. Grandhomme : il est intéressant de remarquer que la Cathédrale est alors désaffectée du culte comme, justement, elle l'était auparavant lors de la Révolution française.

[174] « Die altehrwürdige Stadt Strassburg, ein unvergängliche Zeugin deutscher Kultur im elssäsischen Land, war am Freitagmittag ziel eines Terrorangriffes nord-amerikanischer Bomber, der in der gesamten historischen Alt statd rings um das Münster schwere Zerstrungen und Brände zur Folge hatte.

[...]

Auch das Fernziel der Anglo-Americaner und ihres Gehilfen de Gaulle, die deutschen Kulturzeugen in Europa, hier im besonderen im Elsass, auszulöschen, wird nie erreicht werden, weil man sonst fast ganz Europa, das ganze elsässische Land in Trümmer legen und seine deutschen Menschen ingesamt töten müsste. » *in* AMS, « Straßburger Neueste Nachrichten, 12 août 1944 » *in dossier 50 MW 903*

On ne peut pas, bien entendu, au vu d'un simple passage d'un article préjuger du comportement global d'une population vis-à-vis des bombardements. Mais pour en revenir à Douhet, puisque le concept de terreur est ici évoqué, on constate que même si le ton devient défaitiste, au lieu de tout faire pour fuir les bombes, stopper la guerre, il est tout à fait possible qu'une population se résigne au massacre, et lutte jusqu'à l'entrée de l'ennemi dans la capitale – et c'est effectivement l'avenir de l'Allemagne.

En Moselle, la presse semble s'attarder plutôt sur les victimes que sur les bâtiments et autres vestiges culturels. En particulier, les articles publiés dans le *NSZ Westmark* mettent régulièrement en avant la présence de femmes et d'enfants parmi les victimes[175] : ceux à épargner par excellence selon la « Paix de Dieu » déjà évoquée. Au cours de la lecture de ces multiples articles, nous avions même eu l'impression qu'il était probable que plus de femmes avaient été touchées que d'hommes lors des bombardements de Metz. Or, au bilan, il apparaît qu'au total il y a deux fois moins de femmes touchées que d'hommes. Toutefois, parmi les civils il y a une parité presque parfaite entre hommes et femmes. Si on prend en considération uniquement les civils, on peut donc avoir l'impression qu'il y a sur-représentation de celles-ci parmi les victimes tout simplement parce qu'elles sont aussi nombreuses que les hommes, alors qu'on ne s'attendait pas franchement à ce que ce soit le cas. Pourquoi la propagande s'axe t-elle à Metz sur cet aspect ? Peut-être, tout simplement, parce qu'à Metz elle ne bénéficie pas de bombardements franchement ratés, touchant des bâtiments très fortement symboliques.

Plus au sud, en Meurthe-et-Moselle, il est étrange de constater que l'*Echo de Nancy*, journal de propagande n'ayant existé que de 1941 à 1944, ne mentionne qu'en de très rares occasions les bombardements touchant Nancy et ses alentours, alors qu'il parle quotidiennement, ou presque, des bombardements touchant l'Allemagne[176].

La propagande ne se limite bien évidemment pas à la presse. Quoi de plus commode, finalement, que d'avoir des décombres de bâtiments publics ou historiques à portée de main lorsqu'il s'agit de dresser un portrait peu amical de son adversaire ? Il n'est pas surprenant qu'au delà des photos parues dans la presse, on retrouve dans les rues des banderoles attachées aux bâtiments en ruine signalant au passant que « Ceci est l'ouvrage des Américains », comme par exemple place Gutenberg (figure 2.6).

Il reste cependant extrêmement complexe d'évaluer l'impact de cette propagande spécifique sur la population. Il est d'emblée peu aisé d'évaluer l'impact de la propagande nazie à l'approche de la fin de la guerre 1944 sur les populations de la

[175] Un exemple parmi d'autres, l'article « OhneRücksicht auf Frauen und Kinder - Angloamerikanische Brand- un Sprengbomben auf Metz » *in* AMMe, « NSZ Westmark, 30 mai 1944 » *in dossier 3Z5*

[176] AMN, *microfilm l'Echo de Nancy*, en particulier l'année 1944

FIG. 2.6 – La place Gutenberg après le 11 août où est inscrit sur une banderole « Das ist das Werk der Amerikaner », AMS, août 1944

zone géographique que nous étudions, il est d'autant plus délicat d'évaluer l'impact de chaque thème de propagande. Il n'est même pas certain que démêler les thèmes abordés par la propagande permette d'évaluer l'importance de chaque thème. Quoi qu'il en soit, une telle évaluation devrait se faire dans le cadre d'un travail portant de manière directe sur la propagande. Ici, nous pouvons que constater la présence du thème dans la propagande. Nous pouvons ajouter que le fait qu'une simple banderole suffise en guise de propagande implique que les événements mis-en-avant paraissent facilement comme critiquables. On note cependant que ce type de propagande semble plus flagrante et présente à Strasbourg que dans n'importe quelle autre ville.

2.3.2 L'occupant et les civils

Le témoignage de monsieur Pfeifer nous révélait qu'un convoi de carburant se trouvait camouflé à Strasbourg lors du bombardement du 25 septembre 1944[177]. En nous livrant ce témoignage, Christian Lamboley, sans s'en être aperçu et à contresens de certain de ses propres propos, nous permet d'entrevoir toute la complexité de la justification des bombardements en contexte urbain. Lamboley, fréquemment, n'hésite pas à exprimer une incompréhension, réelle ou prétendue, du choix de Strasbourg comme cible de bombardement. Ainsi il parle de « morts injustifiées et

[177]Cité *in* LAMBOLEY, *40-44 - Strasbourg Bombardé*, p. 26-27

injustifiables » lorsqu'il pense aux victimes des bombardements. Or, s'il ne nous viendrait pas à l'esprit d'estimer que ces morts furent « justes », un éventail de justifications nous semble exister. Lamboley a retenu, à raison, de ce témoignage l'effet multiplicateur de dégâts de la présence de camions citernes de carburant. Mais plus encore que l'aspect matériel de la chose (une aggravation de la nature incendiaire du bombardement), nous en retenons qu'à l'heure où le ravitaillement en essence était une chose cruciale dans le déroulement de la guerre, dans Strasbourg se trouvait de tels chargements, faisant de Strasbourg une cible stratégique dans une approche non-terroriste. La question en suspens concernant les alliés est de savoir s'il était acceptable de bombarder ce chargement stratégique au coeur d'une ville. Mais un autre aspect du problème donné est constitué par l'attitude allemande. Entreposer des matières inflammables au coeur d'une ville en les grimant nous parait être une pratique de guérilla. Placer une cible stratégique au coeur des civils n'est pas un acte neutre, sans importance : il s'agit de profiter du respect de la vie normalement accordé aux civils dans le respect des conventions de guerre tout en n'ayant pas une activité civile. En d'autres termes, le bombardement de tels convois dans une ville est sans doute une chose tout à fait discutable mais la présence de tels convois dans une ville l'est d'autant plus ; les habitants de la ville sont réduits au rang de boucliers humains. La responsabilité morale est donc tout à fait partagée. Il nous parait judicieux de comparer ce cas à certains évènements de la guerre du Vietnam. Des spécifiques « règles de déclenchement d'hostilités » (*rules of engagement*) de l'armée états-unienne impliquaient que tout village susceptible d'héberger des Vietcongs, ou depuis lequel un coup de feu avait été tiré sur des soldats états-uniens, était candidat à la destruction immédiate par les bombes[178]. Ces règles théoriques impliquaient dans les faits une destruction en masse des villages vietnamiens car les Vietcongs ne se préoccupaient pas d'éviter ces situations. Mieux, ils se mêlaient délibérément à la population dans le cadre de leur pratique de guérilla car de tels bombardements ne faisait qu'accroître en leur faveur le soutien du monde rural[179]. La faillite de ces « règles de déclenchement d'hostilités » était nette et le tort des États-Unis est de ne pas l'avoir admis ; mais le tort des Vietcongs est de ne pas s'être soucié pour un instant des vies humaines en jeux. Tout comme prétendre que les Vietcongs n'agissaient pas en pleine connaissance de cause, il serait déraisonnable d'estimer que les Allemands pouvaient ignorer que camoufler des convois dans des villes avait toutes les chances de conduire à un bombardement sanglant de ces villes. Il est donc tout à fait malvenu de prétendre de tels bombardements incompréhensibles alors que Strasbourg n'était pas une ville purement symbolique mais bien stratégique, en tant qu'axe de transport. Il est d'ailleurs raisonnable de penser que si Strasbourg était un symbole notable aux yeux de ceux ayant partagé

[178] Dans le premier cas, les villageois étaient avertis – sans garantie que l'avertissement soit compréhensible.
[179] Walzer, *Just and Unjust Wars...*, p. 188-195

le serment de Koufra tout comme aux yeux des nazis, elle était sans doute d'importance moindre aux yeux de Britanniques comme Harris, et donc sans intérêt pour une mission de vengeance.

Le bombardement du 11 mai 1944 à Mulhouse apporte également quelques lumières concernant l'attitude allemande vis-à-vis des civils. Si l'on en croit l'aumônier Stoll, « peu de temps avant, les Allemands avaient supprimé les croix rouges sur les toits de l'hôpital [du Hasenrain]. Ils les avaient peintes en gris »[180]. À Strasbourg, il s'agissait de faire passer des militaires pour des civils. Ici, ce sont des civils dont la nature est masquée. Alors que l'hôpital du Hasenrain se trouvait déjà en fâcheuse posture de par sa position géographique, car, comme nous le dit Stoll, « en bas [...] il y avait la bifurcation Belfort Strasbourg »[181], la dissimulation d'éléments distinctifs tels que les croix rouges avait toutes les chances d'être fatale aux occupants du bâtiment, malades ou personnel soignant. Ainsi, alors que la propagande fait grand profit des erreurs de bombardements des Alliés, l'armée allemande favorise de telles erreurs, et ainsi partage la responsabilité de ce qui est présenté comme criminel.

2.4 Quelle efficacité ?

En faisant abstraction de l'objectif terroriste de la RAF, qui ne nous semble pas faire effet ici dans la plupart des cas, dans quelle mesure il y a t-il, ou n'y a t-il pas eu, réalisation de bombardements efficaces ? Dans quelle mesure il y a t-il eut désorganisation de la vie civile et militaire du fait des bombardements ?

S'intéresser à l'efficacité de tels bombardements consiste à mettre en relation les destructions par rapport à l'effort de guerre. Il s'agit, bien entendu, d'évaluer en quoi les bombardements ont pu nuire à cet effort de guerre. Mais il s'agit aussi de prendre en considération la relation entre réduction de l'effort de guerre et le décès de civils innocents, tout comme celle entre réduction de l'effort de guerre et destruction du patrimoine culturel.

Il ne s'agit pas pour autant de faire un tri purement artificiel et intellectuel entre les diverses bombes tombées au cours des bombardements. Nous estimons que chaque bombardement doit être pris comme un bloc. Chacun consiste en un évènement s'étant produit d'une manière précise et ayant des conséquences précises. Nous pouvons nous demander s'il aurait été préférable que tel bombardement ait ou n'ait pas eu lieu, c'est un choix qui a un sens historique : au fil de la guerre, la question de bombarder ou de ne pas bombarder telle ville devait nécessairement arriver à l'esprit des dirigeants militaires. Et quand bien même, chose improbable, cette question n'aurait pas été posée, elle aurait pu l'être, les éléments nécessaires

180 Cité *in* LICHTLÉ, *Batailles d'Alsace...*, p. 189-190

181 Cité *in ibid.*, p. 189

étant réunis. *A contrario*, il serait parfaitement farfelu et, surtout, vain de se demander quelles séquences de chaque bombardement n'auraient pas du, ou auraient du se produire, car cela correspondrait à un questionnement parfaitement anachronique : le problème ne pouvait pas se poser selon des termes qui supposent que l'on ait connaissance à l'avance de l'imprévu. Pour illustrer ce propos, que nous admettons être relativement subtil mais que nous estimons, toutefois, important, nous allons présenter un simple exemple inventé de toute pièce :

> La ville X est bombardée. Une moitié des bombes touche un arsenal détruisant des stocks majeurs d'armement. L'autre moitié touche une école tuant des centaines d'enfants. La cible était, bien entendu, l'arsenal. L'école n'était pas très éloignée de l'arsenal mais devait théoriquement pouvoir être évitée. Cependant, la météo était très mauvaise, la visibilité particulièrement réduite.
> Quels choix se présentaient ?
>
> 1. Une option, celle adoptée dans notre exemple, est de bombarder coûte que coûte, estimant que le jeu en vaut la chandelle.
> 2. Il aurait été possible, évidemment, d'estimer les conditions de visibilité trop peu fiables et d'annuler le bombardement.
> 3. Il aurait été également possible d'offrir plus de flexibilité à l'équipage et de lui indiquer de ne bombarder que s'ils estiment, arrivés sur place, le bombardement sans danger pour l'école. Bien entendu, cela implique de mobiliser des bombardiers, consommer du carburant, mettre en danger des équipages... pour peut-être ne rien bombarder du tout. Un choix qui en temps de guerre n'est pas forcément acceptable : il coûte cher tout en mettant des vies en danger.
>
> Il apparaît évident qu'en aucun cas le choix de bombarder uniquement l'arsenal ne se pose. Ce n'est pas un choix mais un objectif.

Selon cette logique, nous considérerons tout bombardement ayant réduit l'effort de guerre ennemi comme efficace, même s'il implique la mort de civils innocents.

2.4.1 La défense passive

Ce que l'on nomme *défense passive* consiste en un ensemble de mesures exceptionnelles prises en tant de guerre qui font figure de protection des populations mais également des structures d'organisations et du patrimoine culturel. Il s'agit d'une défense non-armée, non offensive, et du coup qualifiée, de manière un peu maladroite sans doute, de passive. La défense passive nous semble avoir un poids notable concernant l'efficacité des bombardements tout autant que concernant la survie des civils.

2.4.1.1 Sauver

La défense passive est organisée par les structures étatiques et s'adresse à tous. Les *media* ont pour charge d'indiquer à la population l'attitude à adopter en cas de bombardement. Les populations apprennent jour après jour quelle attitude adopter en quelle circonstances. Il n'importe pas que tout les conseils donnés soient utiles et efficaces : si la défense passive à pour fonction de sauver les populations, elle a aussi pour but de mettre en confiance les populations. Nous pouvons penser à titre d'exemple aux instructions données pendant la Guerre froide aux populations pour parer au cas d'attaque nucléaire. On incitait, par exemple, à se camoufler sous une table en cas d'alerte : un telle consigne n'était pas parfaitement insensée, pouvant protéger d'une chute de gravats, mais ne garantissait pas grand chose au final face au déluge de feu nucléaire. Il est vrai que cet exemple s'inscrit dans un contexte dangerosité tout à fait différent de celui qui nous préoccupe. Le bombardement nucléaire de la Guerre froide était en effet à la fois plus dangereux et moins dangereux que le bombardement classique de la Seconde guerre : plus dangereux par l'effet potentiel d'un bombardement, moins dangereux par le plus faible risque qu'un tel bombardement se produise. Et il est vrai que cette différence implique, sans doute, une différence de proportion entre la part d'information réellement utile et la part de soutien moral au coeur de la défense passive. Cependant les mécanismes et motivations de la défense passive restent tout à fait comparable. Ainsi, nous ne nous étonnons pas de trouver des réclames dans les journaux intitulées « dès maintenant prévoyez votre abri »[182] tout comme on commercialisera plus tard des abris atomiques. Nous ne nous étonnons pas non plus de lire en mars 1943, à Strasbourg, des articles portant sur les bombes aux phosphores (bombes incendiaires) ayant pour contenu, par exemple :

> « Lutter contre les bombes au phosphore.
>
> [...]
>
> Faites attention aux résidus de phosphore car le phosphore est nocif et provoque des brûlures de peau. Lorsque l'on remarque la présence phosphore sur la peau, du fait d'une odeur caractéristique et d'une brillance dans l'obscurité à l'endroit souillé, on doit laver à grandes eaux la zone touchée. »[183]

---

[182] AMN, *dossier 8c H4-2*

[183] « So werden Phosphorbrandbombe bekämpft.

[...]

Vorsicht beim Ungang mit Phosphor ! Denn Phosphor ist giftig und verursacht Verbrennungen auf der Haut. Hat also jemand phosphorhaltige Brandmasse auf die Haut bekommen, was am Geruch oder im Dunkeln am Leuchten der betroffenen Stelle zu merken ist, so muß die Masse unter Wasser mit einem Stäbchen, dem Rücken eines Messers oder dergl. sorgfältig abgeschabt werden. [...] » *in* AMS, « Straßburger Neueste Nachrichten, 14 mars 1943 » *in dossier 50 MW 831*

De tels conseils ne sont sans doute pas d'une grande aide lors d'incendies majeurs, ce qui ne leur empêche pas d'être diffusés dans le cadre d'une campagne nationale consécutivement à la hausse de l'usage de ce type de bombes par les forces alliées[184]. Toutefois, il permettent aux populations de gérer des incidents mineurs, tout en donnant la sensation de savoir quoi faire, la sensation qu'il y a toujours une issue de secours. Et lorsque les bombardements ne sont plus qu'une vague possibilité annuelle mais un évènement récurrent, les instructions se font de plus en plus sécuritaires : ainsi en juillet 1944, à Strasbourg, on incite les populations à ne plus attendre que la FLAK sonne l'alerte dans un article intitulé « n'attendez plus que la FLAK tire »[185]. L'acte n'est en rien anodin : inciter les populations à se réfugier au plus tôt, c'est accepter d'importants temps d'arrêts de la vie civile, et donc de la production industrielle, en particulier lorsque la ville est lieu de passage de bombardiers en route vers d'autres villes allemandes - mais il s'agit aussi d'inciter la population à prendre les devants d'une manière générale, y compris en s'impliquant directement dans la défense passive.

2.4.1.2 Unir

Nous avons dit que la défense passive impliquait d'informer et de rassurer. De toute évidence, la défense passive comprend donc aussi une part spécifique de propagande. Cette forme de propagande n'est pas, comme celle que nous avons déjà évoquée, axée sur l'ennemi mais sur le lien entre population locale et armée allemande, du moins dans les territoires annexés.

C'est dans cet esprit que paraissent plusieurs articles portant sur la FLAK, renseignant la population sur ceux qui sont présentés comme leurs sauveurs, comme par exemple l'article intitulé « Quand la FLAK de Strasbourg tire »[186], ou encore « Le bombardement terroriste sous contrôle : les commandos de la surveillance aérienne au travail, une nuit au sein d'une brigade dans l'ouest de l'Allemagne »[187]. Ces articles suggèrent l'union d'un peuple, regroupant Alsaciens et autres populations germaphones, face à un ennemi commun, les forces Alliées. L'idée qui est en filigrane est celle que les populations annexées n'ont pas d'autre choix que de se tourner vers l'Allemagne parce qu'il n'y a qu'elle qui leur veut du bien.

Bien entendu, ceci ne se réalise pas uniquement au travers de la presse mais, également, au moyen d'événements dédiés. Ainsi, fin mai 1944 - début juin, à Stras-

[184] Beck, *Under the Bombs...*, p. 76

[185] « Nicht warten bis die Flak schieß » *in* AMS, « Straßburger Neueste Nachrichten, 7 juillet 1944 » *in dossier 50 MW 831*

[186] « Wenn die Flak in Straßburg schießt » *in* AMS, « Straßburger Neueste Nachrichten, 23 février 1944 » *in dossier 50 MW 831*

[187] « Terrorbomber unten Kontrolle. Flugwachkommandos am Werk - Eine Nacht in einer Abwehrzentrale im deutschen Westen » *in* AMS, « NSZ Westmark, 30 avril 1944 » *in dossier 50 MW 831*

bourg était organisée une « semaine de la protection aérienne » pour expliquer l'intérêt de celle-ci, Strasbourg étant menacée par des « terroristes aériens »[188], de même qu'à Mulhouse étaient organisées des conférences fin avril sur le même thème[189].

2.4.1.3 Se préparer

Car si des manifestations ont lieu, c'est que la défense passive ne se limite pas à des attitudes à adopter et des gestes à réaliser en cas de bombardement. La défense passive est, finalement, une vaste préparation, une prévision.

Si l'on dit à la population que faire lorsque les bombes pleuvent, on compte sur eux pour être prêt auparavant. Cela implique la pratique d'exercices, comparables aux exercices d'alerte incendie qui animent une fois l'an, l'espace d'une demi-heure, les établissements scolaires encore de nos jours. Ainsi, le 25 février 1941, un exercice fut organisé à Strasbourg, se déroulant à midi[190]. De même, alors que Mulhouse était bombardée le 11 mai 1944, c'était un exercice qui était prévu ce jour là[191]. Bien entendu, il est du devoir de la presse de publier des articles expliquant les procédures suivies. Ainsi, le 9 janvier, on peut lire dans le Straßburger Neueste Nachrichten un article expliquant la signification de chaque sirène :

> « 1. La sirène donne le signal d'« alerte aérienne publique » (*öffentliche Luftwarnung*) par trois sonneries régulières en une minute [...]
>
> 2. La sirène donne le signal d'« alarme d'attaque aérienne » (*Fliegeralarm*) par une sonnerie d'une minute et un hurlement se réduisant progressivement.
>
> 3. La sirène donne le signal d'« approche de la fin d'alerte » (*Vorentwarnung*) de la même manière que le signal d'« alerte aérienne publique » [...]
>
> 4. La sirène donne le signal de « fin d'alerte » (*Entwarnung*) par une sonnerie régulière d'une minute [...] »[192]

[188] « Warum Luftschutzwoche ? Straßburg un das letze Vogensendorf sind von den Terrorfliegern bedroht. » *in* AMS, « Straßburger Neueste Nachrichten, 31 mai 1944 » ***in dossier 50 MW 831***

[189] « Im Monat April wird im ganzen Reich das Wehrschiessen des deutschen Volkes durchgefürtt. Auch im Kreis Mülhausen finden die Veranstaltungen am 22. und 23. April und am 29. und 30. April 1944 statt. » *in* AMS, « Mülhauser Tagblatt, 11 avril 1944 » ***in dossier 50 MW 889***

[190] « Heute : Probealarm der Luftschutz-Sirenen im Luftschutzort Strassburg. Am Dienstag, den 25 februar 1941, mittags 12 Uhr, finded eine Ueberprüfung der Sirenen statt » *in* AMS, « Straßburger Neueste Nachrichten, 25 février 1941 » ***in dossier 50 MW 831***

[191] Irene Lehmann cité *in* LAMBOLEY, *1944 - Mulhouse Bombardé*, p.27

[192] « 1. Die Sirene warnt durch das Signal "öffentliche Luftwarnung" (dreimal hoher Dauerton in einer Minute) [...] 2. Die Sirene alarmiert durch das Signal "Fliegeralarm" (eine minute lang auf- und abschwellender Heulton) [...] 3. Die Sirene gift "Vorentwarnung". Das Signal ist das gleiche wie bei "öffenliche Luftwarnung" [...] 4. Die Sirene entwart durch das Signal "Entwarnung" (eine

Les lumières étaient également matière à préoccupation, dans la mesure où elles pouvaient faciliter l'identification de cibles par l'aviation ennemie. Placardées contre les murs des villes, on pouvait lire les informations et instructions suivantes :

> « [...] Une lumière visible peut compromettre la sécurité de toute la ville.
> Les lumières des habitations de doivent donc pas être vues de la rue ou de la cour.
> Aussi n'oubliez pas de camoufler avec des tissus ou papiers opaques les fenêtres, portes, volets ajourés, les soupiraux des caves.
> Et le verre de votre lampe de poche doit être peint en bleu.
>
> *
>
> En cas d'alerte ne restez pas dans la rue.
> Allez dans l'abri le plus proche avec votre masque à gaz.
> Ne vous éclairez pas dans la rue, même si l'alerte n'a pas été donnée.
>
> *
>
> Automobilistes, vos phares et lanternes doivent être peints avec du vernis bleu.
> Cyclistes, le verre de vos lanternes doit être peint avec du vernis bleu.
> Commerçants, Dès la tombée de la nuit, vos magasins ne doivent pas illuminer la rue.
>
> *
>
> Si vous voulez être protégés contre les bombardements, n'ayez pas de lumières. Suivez les prescriptions de la Défense Passive. »[193]

La connaissance, et l'observation scrupuleuse, de telles choses était une affaire sérieuse à l'heure où « l'attention aux questions aériennes » était établie en « devoir national »[194]. Mais, dans les fait, il semblerait que bien souvent ces consignes ne furent pas prises aux sérieux, du moins par les populations n'ayant pas encore connu de bombardements notables. Ceci apparaît, d'abord, du fait de la fréquence impressionnante du rappel des mêmes consignes. Mais ceci apparaît aussi explicitement parfois, comme par exemple dans un note manuscrite d'un dossier de la municipalité de Nancy, inclue dans le rapport mensuel de septembre 1943, stipulant que « malgré les rappel réitérés du maire [...], l'occultation des lumières est loin d'être satisfaisante, même pendant les alertes »[195].

minute hoher Dauerton) » *in* AMS, « Straßburger Neueste Nachrichten, 9 janvier 1944 » *in dossier 50 MW 831*

193 AMMu, *dossier D X C33*

194 « Stete Lutfschutzbereitschaft - eine nationale Pflicht » *in* AMS, « Straßburger Neueste Nachrichten, 30 avril 1944 » *in dossier 50 MW 831*

195 AMN, « Rapport mensuel du 26 septembre 1943 » *in dossier 6c H4-8*

Mais plus encore que le respect de certaines règles, il était attendu de la population qu'elle s'implique. Il est donc question « d'appel général pour la protection aérienne » (*Generalappel zur Luftschutzbereitschaft*)[196] mais aussi d'incitation directe à l'engagement dans l'armée allemande. Ainsi le 2 avril 1944, on retrouve dans le *Straßburger Neueste Nachrichten*, aux cotés d'un article intitulé « les Strasbourgeois sont prêts »[197], une publicité constituée d'un dessin représentant un homme, à l'air plutôt ridé, en tenue militaire de combat, un fusil à la main, prêt à tirer, sous-titré en larges caractères « Chaque Allemand participe au combat du peuple allemand »[198]. Cette même image avait, en fait, déjà été utilisée dans le numéro de la veille au coté d'un article intitulé « Aujourd'hui commence la défense »[199] et le 30 mars au coté d'un article intitulé « plus de 3500 enregistrés à Strasbourg »[200]. Sans que cela soit tout à fait surprenant, la participation de la population fait donc l'objet d'une véritable campagne médiatique... une campagne en vue du recrutement de personnel pour la défense passive ou active. Dans une certaine mesure, d'ailleurs, si l'on comprend très bien les motivations qu'une personne n'adhérant pas au régime allemand d'alors puisse avoir pour s'engager dans la défense passive (civile ou militaire), le fait est que chaque homme non-apte au combat participant à la défense passive permet, dans l'absolu, l'envoi d'un homme apte au combat sur le front. Il est en effet douteux que la reconstruction et la défense de la population dans les villes eut été complètement abandonnée par le régime faute de personnel : jusqu'à la libération entière de la zone que nous étudions, des moyens furent toujours donnés pour assurer la conduite des réparations. En conséquence, toute participation civile constituait un soutien à l'effort de guerre. Ceci étant dit, il serait extrêmement malvenu de reprocher aux civils d'avoir contribué, avec courage, au mépris de la mort, à rendre leur situation et celle des civils autour d'eux plus viable. Ce n'est pas notre propos, nous nous contentons de constater l'aspect cornélien de la question. Aussi, la participation des populations semble se limiter véritablement à la défense passive, et non pas, contrairement à ce que suggère de manière floue les articles sus-évoqués, à la défense au sein de la FLAK. C'est sans doute ce qui explique pourquoi des femmes se trouvaient, dans le cadre du

[196] « Generalappel zur Luftschutzbereitschaft. Die gesamte Kolmarer Bevölkerung nimmt an dem Appel teil [...] So gilt denn heute für ganz Kolmar : wir beteiligen uns restlos an dem Generalkapll zur Luftschutzbereitschaft » *in* AMS, « Kolmarer Kurier, 12 août 1944 » *in dossier 50 MW 831*

[197] « Straßburger Männer sind wehrbereit » *in* AMS, « Straßburger Neueste Nachrichten, 2 avril 1944 » *in dossier 50 MW 889*

[198] « Jeder Deutsche nimmt teil am Wehrschiessen des Deutschen Volkes » *in* AMS, « Straßburger Neueste Nachrichten, 2 avril 1944 » *in dossier 50 MW 889*

[199] « Heute beginnt das Wehrschißen » *in* AMS, « Straßburger Neueste Nachrichten, 1 avril 1944 » *in dossier 50 MW 889*

[200] « Über 3500 Anmeldungen in Straßburg » *in* AMS, « Straßburger Neueste Nachrichten, 30 mars 1944 » *in dossier 50 MW 889*

Reichsarbeitsdienst[201], au sein des forces de la Luftwaffe (cette dernière ayant la main-mise sur la défense aérienne incluant la défense passive) comme madame Million à Colmar. Cette dernière et d'autres camarades d'infortune se trouvaient sur une plate-forme avec pour charge de prévenir de l'arrivée des bombardiers ennemis. Cela va sans doute que leur position n'était guère désirable : peu protégées, elles étaient « des cibles peut-être plus moi-même »[202] comme nous le disait son mari, qui pourtant avait lui-même été incorporé de force dans l'armée et envoyé dans l'Est. Par ailleurs, la participation à la défense passive pouvait aussi regrouper des activités post-bombardement : les hôtels et restaurants étaient pour leur part mis à contribution comme cantines, servant des soupes aux sinistrés. Nous disposons de listes d'adresses assez fournies de telles cantines pour les 18 districts de Metz[203].

FIG. 2.7 – Un éléphant du zoo de Londres concerné par les mesures de défense passive *in Crapouillot numéro spécial "Septembre 38"*, janvier 1939, p. 30

Si cette préparation fait massivement appel à la population locale, cette préparation met largement à contribution les organismes d'état et, en tout premier lieu, la Luftwaffe. Sous la tutelle allemande, de nombreux abris seront crées : à Strasbourg, 77 abris bétonnés et une centaine d'abris ouverts sont crées[204] ; à Mul-

[201] Appelé par abréviation RAD, le Reichsarbeitsdienst constituait en une incorporation de force dans des services para-militaires réalisant tout type de travaux supposés d'intérêts généraux. Il touchait les jeunes, hommes et femmes.

[202] Robert Million cité *in* ROY, *Monuments aux morts à Wettolsheim*, p. 55

[203] AMMe, « Einsatz des Gaststätten- und Beherbergungsgewerbes » *in dossier 3Z31*

[204] LAMBOLEY, *40-44 - Strasbourg Bombardé*, p. 14-15

house, nous disposons de 178 abris en juillet 1944[205] alors qu'il n'y en avait que 86 en février 1943[206]. De plus, des intercommunications entre bâtiments sont établies dans les caves et le réseau de sirène est perfectionné[207], ridiculisant les préparatifs français d'avant-guerre tant sur un plan qualitatif que quantitatif. Et si les gaz ne seront jamais utilisés lors de bombardements, la peur que cela arrive fit de l'approvisionnement en masque à gaz une question importante – ces masques sont utiles même en cas de simple incendie. Le fait que même les animaux du zoo de Londres en soient pourvus en témoigne (figure 2.7). Bien qu'il soit improbable qu'un tel outillage soit de nature à sauver les animaux du zoo en question, cela donne une image positive des précautions prises, puisqu'on a tendance à penser que les animaux ne sont pas prioritaires et que l'on ne s'en préoccupe que lorsque tout les humains sont déjà équipés – ce qui n'est pas nécessairement vrai, en particulier pas lorsque cette préoccupation pour les animaux est sur-médiatisée. Toujours est-il que la volonté de donner un masque à gaz à chaque civil se retrouve partout, avec plus ou moins de succès, y compris du temps de l'administration Française comme en atteste une affiche de la défense passive non-datée[208] de la préfecture de Colmar, ordonnant « ayez votre masque à portée de main »[209]. À Metz la distribution des masques débuta le 25 août 1939 et s'acheva deux jours plus tard[210].

S'il est commode pour la propagande d'avoir des images du patrimoine culturel en flammes, c'est aussi à la charge de la défense passive d'assurer sa protection. Ainsi, à Strasbourg, dès 1939, les vitraux de la Cathédrale de Strasbourg sont retirés. Ils font un « inutile périple en Dordogne », selon les termes de Lamboley, avant d'être rapatriés puis mis en sécurité à l'automne 1940[211]. Selon toute vraisemblance, l'objectif du périple n'était pas uniquement de protéger les vitraux mais aussi de les conserver coûte que coûte en France : voeux n'ayant plus de sens après la défaite de 1940. Les multiples dispositions prises pour protéger la Cathédrale font qu'elle sortira de la guerre presque sans dommage[212], en dépit des bombardements dont elle fut victime. À Metz, la cathédrale Saint Étienne, disposant de la plus grande surface de vitraux en France, vit aussi ses parures empaquetées faire un périple, d'abord à Gorze[213], puis finalement à Ligugé dans la Vienne[214]. Certains vitraux

[205] AMMu, *dossier H IX H2*
[206] AMMu, *dossier H IX H3*
[207] Lamboley, *40-44 - Strasbourg Bombardé*, p. 14-15
[208] La critique externe et interne du document pourrait toutefois servir à dater ce document : nous savons que l'imprimerie ayant réalisé l'affiche s'appelle « Lechleiter Colmar » ; nous savons que le préfet alors en fonction se nommait Jean Agard.
[209] AMMu, *dossier D X C33*
[210] AMMe, « Chronique Delaunay » *in dossier 3Z7*, p. 3
[211] Lamboley, *40-44, Strasbourg Bombardé*, p. 12
[212] *Ibid.*, p. 12-13
[213] AMMe, « Chronique Delaunay » *in dossier 3Z7*, p. 3-4
[214] *Ibid.*, p. 9

furent détruits pendant cette période, mais apparemment pas du fait des bombardements spécifiquement, et remplacés notamment par des oeuvres modernes de Jacques Villon et Marc Chagal.

Les effets de la défense passive telle qu'elle est organisée sont multiples. D'un coté, nous pouvons dire que : la participation de civils soutien l'effort de guerre ; son efficacité permet une reprise d'activité rapide, qui soutien également l'effort de guerre ; son efficacité limite les dégâts, ce qui soutien également l'effort de guerre et permet aux civils de conserver des conditions de vies un minimum décentes. De l'autre, nous constatons que : les réparations prévues des structures vitales sont coûteuses, empiétant sur l'effort de guerre ; les frais de préparation empiètent sur l'effort de guerre (masque à gaz attribués aux civils et non aux militaires, par exemple) ; les frais de dédommagements des populations (victimes de bombardement) prévus sont de plus en plus coûteux et posent un authentique problème puisqu'ils ne sont pas réinjectés dans l'effort de guerre (au contraire des frais de reconstruction). Ces frais de dédommagements des populations font d'ailleurs l'objet d'une directive secrète du parti, cette dernière insistant sur la vérification des prétentions aux dommages de guerre[215]. Le premier discours radiodiffusé d'Adolf Hitler qui aborde la question des bombardements, enregistré lors d'un meeting à Munich le 8 novembre 1943, témoigne de ce malaise puisque la promesse faite d'une reconstruction mirobolante pose la fin de la guerre comme préliminaire[216].

2.4.2 Industries

L'usine Junker de Strasbourg, dans la Plaine des Bouchers, était une cible tout à fait évidente. Cette usine produisait des pièces pour l'aviation allemande et se trouvait donc être un des objectifs stratégiques proéminents de la localité. Et nous pouvont dire que les bombardements furent effectifs. Si l'Allemagne au long des bombardements a montré une très grande efficacité à remettre en service ses installations cruciales, elle dut affecter un personnel notable à cette tache. Ainsi, le bombardement du 27 mai visant cette usine nécessita l'intervention de 400 hommes pendant une semaine[217], ce qui nécessairement eut une influence sur l'effort de guerre, sans pour autant avoir un effet décisif. Si l'usine aéronautique comparable située à Woippy semble s'en être relativement bien tiré, d'autres entreprises cruciales de la région de Metz furent également touchées, comme par exemple une usine sidérurgique se retrouvant avec « 20 % de ses machines inutilisables et sa production stoppée pour plusieurs jours » du fait du bombardement de la nuit du

[215] Beck, *Under the Bombs...*, p. 86
[216] *Ibid.*, p. 94
[217] Lamboley, *40-44 - Strasbourg Bombardé*, p. 22

28 au 29 juin 1944[218].

Le port au pétrole de Strasbourg ne fut pas non plus épargné. Ainsi, le 11 août, la mission de bombardement l'ayant pour cible provoqua l'incendie de 60 % du stock, soit de 12 000 tonnes. Le bombardement ayant eut lieu le même jour à Mulhouse provoqua également l'incendie du stock de pétrole de la Deutsche Standart Petroleumgesellschaft[219]. Quant à l'usine à Gaz de Montenich (vers Metz), sa production fut stoppée pendant plusieurs semaines après le bombardement du 28 au 29 juin 1944[220].

D'autres usines furent touchées ou détruites, À Mulhouse et à Metz en particulier, sans être directement utiles à l'effort de guerre. Il s'agit, entre autres, de distilleries, de brasseries ou encore de fabriques de textiles.

2.4.3 Réseaux de transport et de communication

A Strasbourg, le central téléphonique fut totalement détruit le 25 septembre 1944.

Les voies ferrées, la gare de Strasbourg et la gare de triage d'Hausbergen ne furent pas épargné par la plupart des bombardements, provoquant des arrêts de la circulation de trains plus ou moins importants (plusieurs jours parfois)[221]. À Mulhouse, il semblerait que le trafic ferroviaire n'a jamais été interrompu pendant une journée entière. Il faut noter cependant que la reprise du trafic se faisait sur une voie seulement[222]. À Metz, les transports ferroviaires ont été très sévèrement touchés, tant les machines, les bâtiments que les voies[223]. Le trafic fut plusieurs fois complètement interrompu, parfois jusqu'à 3 jours d'affilée. Et si le fait que l'ensemble des ateliers ferroviaires et des gares de triages furent touchés, comme à Metz ou encore Mulhouse, n'a pas d'impact immédiat sur la circulation des trains, cela a un effet immédiat sur la circulation des marchandises ; cela engendre également des problèmes d'entretien du matériel, un sérieux problème sur le long terme. Ainsi, les dépôts de machines de Mulhouse, l'atelier de Riedisheim, la plupart des postes d'aiguillages, plusieurs centaines d'aiguillages et un nombre incalculable de ponts furent mis en pièce[224].

Toujours à Mulhouse, les dégâts causés aux voies fluviales causent une interruption de trafic à partir de mai 1944[225].

---

[218] AMMe, « Lettre du Polizeipräsident à Schrod, 4 août 1944 » *in dossier 2Z9*

[219] AMMu, *dossier H IX H3*

[220] Cf. la sous-partie "À Metz..."

[221] Lamboley, *40-44 - Strasbourg Bombardé*, p. 15

[222] Florentin, *Quand les Alliés...*, p. 350

[223] Cf. la sous-partie "À Metz..."

[224] Lamboley, *1944 - Mulhouse Bombardé*, p. 75

[225] *Ibid.*, p. 75

À Metz, en plus des nombreux dégâts causés aux hangars et bâtiments divers de l'aérodrome de Frescaty, lors du bombardement du 14 août, 43 avions ennemis furent détruits au sol[226].

L'ensemble de ces destructions perturbent le trafic d'une manière générale. Ainsi à Nancy, il était déjà question de « pénurie des moyens de transport » alors que la ville commençait seulement à être frappée par les bombardements. La ration de vin fut en effet réduite, une mesure ayant « fait l'objet, notamment parmi la population ouvrière, de commentaires plutôt désobligeants », tout comme la consommation de gaz, en relation avec le « manque d'arrivage de charbon »[227].

Quant aux transports urbains, les tramways y prennent une place très importante pendant la guerre parce qu'ils ne consomment pas d'essence. Ainsi à Strasbourg, ils jouent un rôle majeur dans les transports urbains jusqu'au bombardement du 11 août qui en stoppa quasiment toute circulation. Le matériel fut soumis à rude épreuve en étant surexploité. De plus, la peur que les dépôts soient bombardés fit que les voitures passèrent les nuits à l'extérieur. Ainsi, directement et indirectement, les bombardements contribuèrent au vieillissement accéléré du matériel des transports strasbourgeois. Lors du bombardement du 25 septembre 1944, les voies furent percées en 95 endroits différents et 15 000 mètres de lignes furent mises hors-service. Au final, 24 dépôts, 26 ponts et plus d'une centaine de voitures firent les frais des campagnes de bombardement[228]. Ces chiffres nous amènent à considérer les bombardements comme particulièrement efficaces en 1944 en terme de destruction des structures de transport urbain à Strasbourg. En 1945, la Compagnie des Transports Strasbourgeois fit le choix de reconvertir plusieurs lignes en trolleybus, pour éviter d'avoir à remettre en état tout le circuit ferroviaire des tramways[229]. Il faut noter, cependant, que le matériel de la Compagnie des Transports Strasbourgeois fut aussi mis à parti à la fin de la guerre en guise de barrages anti-char[230] ; les bombardements n'expliquent pas à eux-seul toutes les pertes de guerres de la compagnie. A Nancy, la police signale, en juin 1944, à l'occasion de son analyse de l'opinion publique, « qu'elle admet [...] que les tramways ne circulent plus »[231]. Si les tramways de Nancy sont sans doute hors-service certains jours, ou peut-être tout simplement réservé aux allemands ces jours-là, ils permettent aux Allemands d'effectuer jusqu'à la fin de la guerre un nombre notable de voyages : 103 000 en février 1944, 108 057 en mars, 123 000 en mai, 114 607 en juin, 39 000 en juillet et 45 480 en août [232]. En l'absence de chiffres précis sur le nombre d'Allemands

[226] Cf. la sous-partie "À Metz..."

[227] AMN, « Rapport mensuel du 26 mai 1944 » *in dossier 6c H4-8*

[228] Lamboley, *Tramway Strasbourg*, p. 61

[229] Mattlé, « La CTS... » *in Strasbourg Magazine*

[230] Lamboley, *Tramway Strasbourg*, p. 61

[231] AMN, « Rapport mensuel du 26 juin 1944 » *in dossier 6c H4-8*. Se conférer également à la page 71

[232] AMN, « Rapports mensuels du 26 février, 26 mars, 26 mai, 26 juin, 26 juillet et 25 août

stationnés à Nancy ces mois-ci, il est délicat d'interpréter la baisse du nombre de voyage effectuée en juillet 1944. Cependant, de prime abord, il nous semble que si la baisse du nombre de passager devait s'imputer aux bombardements de la ville, la baisse n'aurait pas débuté en juillet mais plutôt en mai ou juin, dans la mesure où Nancy ne fut pas bombardée en juin et juillet. En fait, il semblerait qu'à Nancy, les ralentissements de l'activité des tramway n'aient d'impact que sur les civils, les chiffres du nombre de voyages effectués par ces derniers évoluant de manière irrégulière au fil de l'année 1944.

2.4.4 Commodités : eau, gaz, électricité

Toutes les villes n'assurent pas leur approvisionnement elles-même. Une ville n'a pas besoin d'être elle-même bombardée pour en subir les effets. C'est le cas de Nancy, voit sa consommation de gaz se réduire à plusieurs reprises parce que le charbon n'arrive plus.

D'emblée, nous pouvons faire remarquer que n'importe quel bombardement qui touche une zone urbaine provoque des dégâts dans les infrastructures de commodité telles que les éléments de distribution d'eau. Du fait des bombardements, le Städtischen WasserWerk de Strasbourg, compagnie de l'eau d'économie mixte, doit s'employer à réparer les canalisations et, du coup, faire l'acquisition de divers matériaux. Ainsi, après les bombardements du 6 septembre 1943, du 1 avril 1944 et du 25 mai, c'est respectivement 28,5, 18,4 et 8 tonnes de fer qui sont détournés de l'effort de guerre pour la réparation des canalisations[233]. Ceci dit, les services de l'eau de Strasbourg semblent assez efficaces lorsqu'il s'agit de remettre en fonctionnement les installations, avec une certaine priorité donnée, semblerait-il aux circuits d'arrivée d'eaux plutôt qu'aux circuits d'évacuations. Ainsi, après du bombardement de 25 septembre, c'est le jour même que l'eau sera rétablie[234].

L'éclatement de canalisation de gaz semble moins fréquent (du fait de différents critères de qualité ? du fait de réseaux plus restreints ?) mais cela arrive également, comme par exemple le 3 août 1944 à Mulhouse[235] ou à Metz dans la nuit du 28 au 29 juin 1944[236].

On peut retenir plusieurs aspects de cette étude des bombardements aériens dans le Nord-Est de la France en tant qu'évènements.

Le premier, sans doute le plus important en regard de notre problématique, est le fait qu'il est totalement inadapté de parler de bombardements terroristes dans

1944 » *in dossier 6c H4-8*

[233] AMS, *dossier 50 MW 63, 25-508, 812/659*

[234] LAMBOLEY, *40-44 - Strasbourg Bombardé*, p. 15

[235] AMMu, *dossier H IX H3*

[236] AMMe, « Lettre du Polizeipräsident à Schrod, 4 août 1944 » *in dossier 2Z9*

le cas du Nord-Est de la France. Non seulement aucune mission de bombardement se trouve avoir pour objectif de frapper les populations mais, de plus, dans de nombreux cas les objectifs militaires sont touchés. Sans trop de difficultés, on peut affirmer que les Français, y compris les annexés, ne sont pas traités par les Alliés de manière comparable aux Allemands.

Cependant, le cas du Nord-Est de la France montre que la doctrine de précision de l'USAAF, sans être un mythe, ne se réalise pas sans accrocs. Si le nombre de victimes dans la zone étudiée est assez limité, la plupart des missions effectives sur un plan militaire déciment des civils.

Ce problème de précision fait, sans que cela soit tout à fait surprenant, les choux gras de la propagande nazie, de manière parfois relativement cynique si l'on prend en considération le fait que l'armée allemande a, parfois, elle même placé les civils en danger, par exemple en stationnant des convois militaires dans les villes. Il est à noter que finalement la RAF fut extrêmement peu active dans les bombardements du Nord-Est de la France, l'essentiel des missions ayant été fait par l'USAAF, ayant toujours bombardé de jour. La RAF, conformément à ce que nous avons dit en première partie, s'est en effet focalisée plus particulièrement sur l'Allemagne très tôt au cours de la guerre. Alors que l'année 1944 constitue, sans aucun doute, la période où le Nord-Est de la France connaît les bombardements les plus intensifs, la RAF est presque absente.

Quant à l'impact des bombardements sur l'effort de guerre allemand, son évaluation reste délicate. Si les dégâts causés perturbent la vie civile, les destructions de structures cruciales semblent très temporaires. Certes, chaque reconstruction implique un investissement, empiétant sur l'effort de guerre allemand, mais cela mérite d'être mis en parallèle avec le coût d'entretien et d'utilisation d'une flotte de 10 000 bombardiers[237], rien qu'au sein de l'USAAF sur le Théâtre d'Opération Européen, consommant environ 75 700 milliers de litres d'essence par mois[238]. Le domaine dans lequel les perturbations semblent les plus importantes est celui des transports ferroviaires - relativement conformément aux objectifs de l'USAAF. Ainsi le directeur général de la SNCF, Robert Le Besnerais, faisait remarquer que, du fait des bombardements, « le trafic de marchandises, transport allemand compris, est tombé de 232 222 wagons chargés par semaine en 1943 à 188 410 en janvier

[237] « Table 89 - Airplanes on hand in European Theater of Operations » *in Army Air Forces Statistical Digest...*. Il s'agit d'une moyenne du nombre de bombardiers (de l'USAAF sur ce théatre d'opération) utilisé en 1944. Le nombre de bombardier est en effet en moyenne constante au cours de cette année.

[238] 20 000 milliers de gallons, un gallon équivalent à 3,785 litres. « Table 186 - Gasoline consumption of airplanes with units in European Theater of Operation, by type of airplane : Aug 1942 to May 1945 » *in Army Air Forces Statistical Digest...*. Il s'agit, également, d'une moyenne du nombre de litres consommés par les bombardiers (de l'USAAF sur ce théâtre d'opération) en 1944. La consommation en essence est plus irrégulière selon les mois.

1944 [et] il n'était plus que de 93 300 la dernière semaine de mai »[239]. Aux abords du débarquement, les destructions de noeuds ferroviaires furent systématiques, dans le Nord-Est de la France (ceci apparaît très clairement dans les villes que nous avons étudiés) comme ailleurs, faisant pressentir, dès le 3 juin, l'état-major de la Luftwaffe de l'imminence d'une offensive alliée[240].

[239] Cité *in* Florentin, *Quand les Alliés...*, p. 373
[240] *Ibid.*, p. 377

Chapitre 3

Les bombardements dans le Nord-Est de la France en tant qu'éventualité, non-événement ou souvenir

L'étude du phénomène historique que constituent les bombardements aériens ne peut se limiter au traitement des bombardements en tant que tels et de leur impact immédiat. Les bombardements aériens doivent également être pris en considération pour leurs aspects imaginés, pour leurs représentations antérieures et postérieures.

Nous nous proposons d'aborder la question du rapport aux bombardements en traitant de deux aspects qui lui sont spécifiques : les alertes aériennes et la mémoire des bombardements.

3.1 Les alertes aériennes

Nous l'avons vu, les bombardements aériens dans le Nord-Est de la France sont épisodiques jusqu'à l'année 1944. Nous avons vu également qu'entre chaque bombardement s'écoule souvent plusieurs semaines – quelques jours dans les villes les plus bombardées En conséquence, nous pourrions imaginer que les bombardements ne sont dans la zone étudié que des phénomènes marginaux et exceptionnels.

Cependant, le Nord-Est de la France est un territoire se trouvant en contact avec l'Allemagne et son ciel est, de fait, un lieu de passage fréquent. Et dès lors que des escadrilles sont en approche d'une ville, la prudence veut que le signal de l'alerte aérienne soit donné. De jour, l'alerte implique un arrêt des activités. De nuit, elle implique le réveil forcé de tous les habitants et la contrainte de descendre dans les abris. De jour comme de nuit, alors que les bombardements ne sont pas présents en tant qu'événements, ils sont là en tant qu'éventualité.

De ce fait, il nous semble intéressant d'étudier les alertes aériennes : leur évolution, leur fréquence, leur durée, mais également leur perception de la part de la population.

Pour cette étude, nous allons avoir recours à des sources déjà employées précédemment, qui ont la particularité intéressante de fournir des listes d'alertes plus ou moins détaillés : les rapports mensuels de l'administration de Nancy[1], les rapports du service des eaux de Strasbourg[2] et la chronique Schrod à Metz[3].

3.1.1 Fréquence des alertes

3.1.1.1 Évolution globale au fil de la guerre : une hausse exponentielle

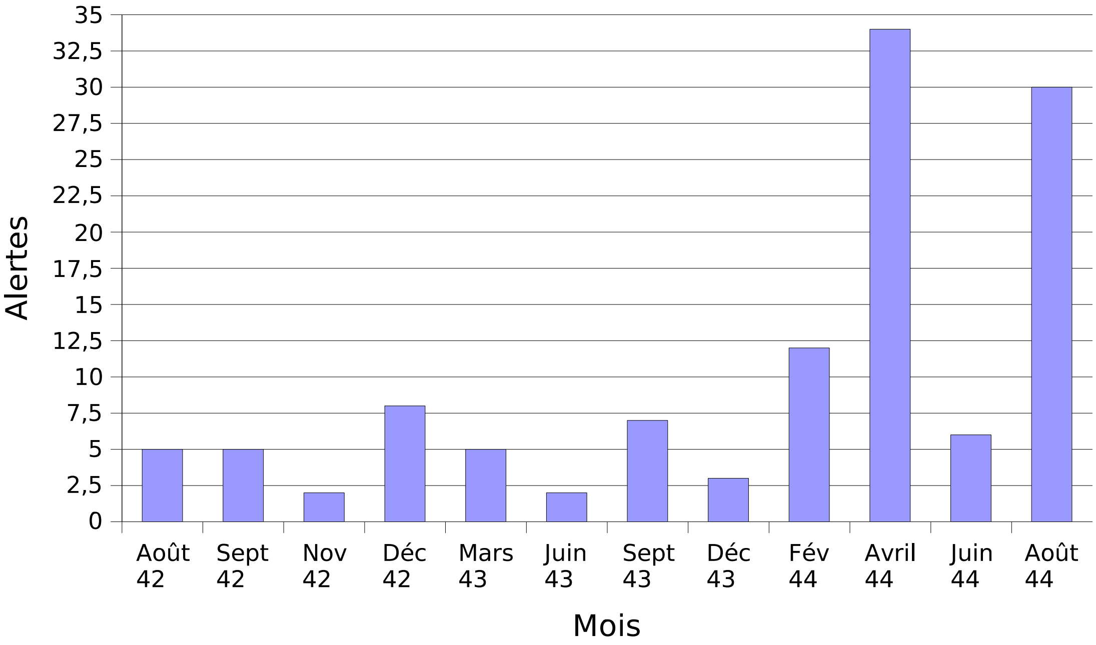

FIG. 3.1 – Alertes mensuelles à Strasbourg de août 1942 à août 1944

La figure 3.1 représente le nombre d'alertes mensuel à Strasbourg. Nous avons limité la recherche à une sélection de 4 mois par ans de 1942 à 1944, que nous

[1]AMN, *dossier 6c H4-8*
[2]AMS, *dossier 50 MW 63*. Voir aussi l'annexe A, p. 125.
[3]AMMe, *dossier 3Z7*. Voir aussi l'annexe B, p. 128.

avons jugés représentatifs au regard l'ensemble, dans un souci d'efficacité[4]. En lien avec la hausse du nombre de bombardiers et de missions de bombardement sur le Théâtre d'Opération Européen au fil de la guerre, le nombre d'alertes mensuelles croît d'années en années, de manière spectaculaire en 1944. Nous notons également quelques pics d'alertes, entre août 1943 et décembre 1943, les mois pendant lesquels la ville est bombardée, comme en décembre 1942 ou en septembre 1943.

3.1.1.2 Évolution pendant l'année 1944 : similaire avec l'évolution des bombardements

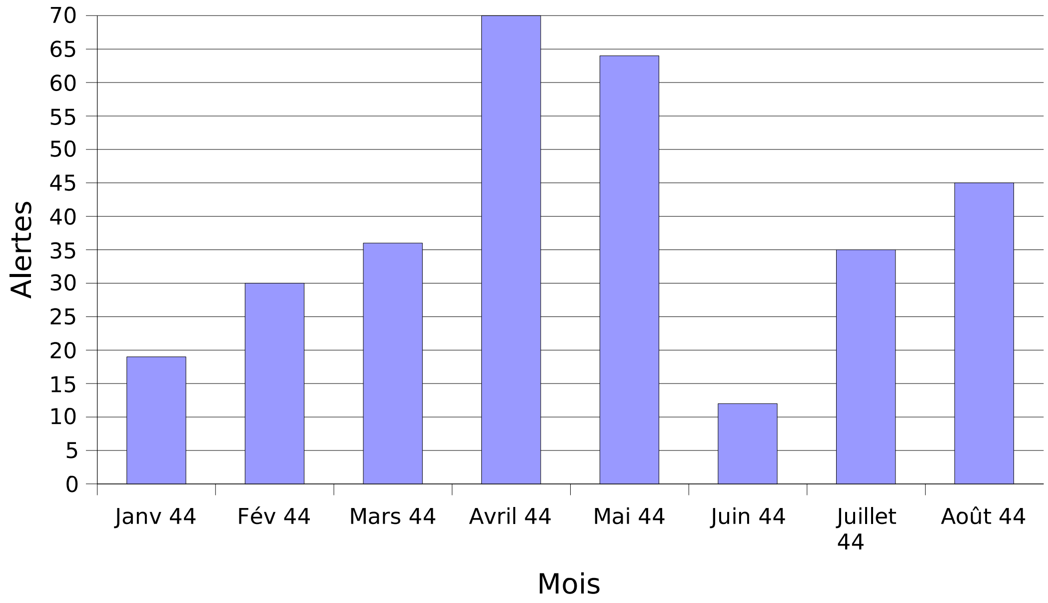

FIG. 3.2 – Alertes mensuelles à Metz de janvier 1944 à août 1944

Plus dans le détail, l'évolution à Metz de l'année 1944 (figure 3.2) est, elle aussi, conforme à ce que l'on peut présupposer de l'évolution des bombardements. Le nombre d'alertes va croissant jusqu'en avril, stagne en mai, chute lors du débarquement et reprend en juillet. Les chiffres atteints en 1944 à Metz sont particulièrement notables : au plus fort de la tempête, en avril et en mai, il y a en moyenne 2,4 alertes par jour. À Nancy, le nombre d'alertes pendant le mois de mai est bien moins important qu'à Metz, avec pour total 21 alertes, mais il s'agit ici aussi d'un

[4] Il s'agit de : août 42, sept 42, oct 42, nov 42, déc 42, mars 43, juin 43, sept 43, déc 43, fév 44, avril 44, juin 44 et août 44.

pic : en juin, ce chiffre tombe à 8, puis il remonte à 13 en juillet et atteint un nouveau pic août en atteignant 25[5].

3.1.2 Nature des alertes

Connaître le nombre d'alertes mensuel n'est pas suffisant pour rendre compte de l'importance que les alertes peuvent prendre dans la vie de ceux qui les vivent. Il convient de caractériser ces alertes : quelle est leur durée, sont-elles diurnes ou nocturnes ?

3.1.2.1 Durée des alertes

La durée des alertes est d'importance notable, s'agissant de la durée de la nuisance et du trouble crée. Plutôt que d'étudier des durées moyennes d'alertes, gommant très fortement les extrêmes, nous avons basées nos statistiques sur le découpage en classes suivant : alertes de moins de 21 minutes (nuisance faible), alertes de 21 minutes à 59 minutes (nuisance moyenne), de 1 heure à 2 heures (nuisance importante), plus de 2 heures (nuisance extrême).

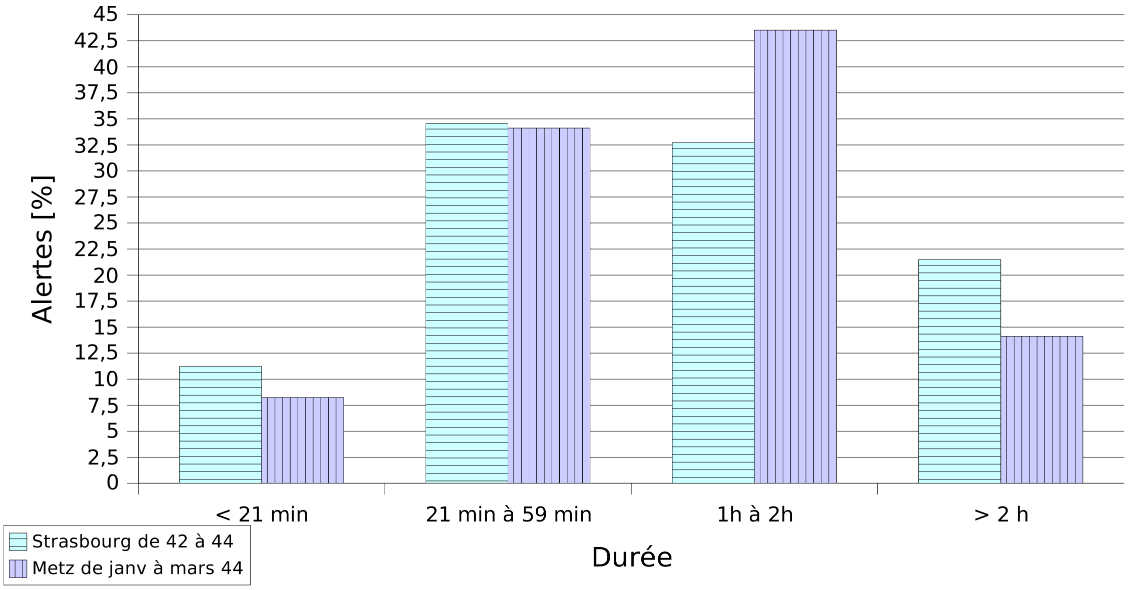

FIG. 3.3 – Répartition du nombre d'alertes à Metz (de janvier à mars 44) et Strasbourg (de 42 à 44) selon leur durée

[5]AMN, *dossier 6c H4-8*

La figure 3.3[6] montre qu'à Strasbourg et à Metz, selon des périodisations différentes, la répartition des alertes selon le découpage en classe sélectionné est identique à 5 % près.

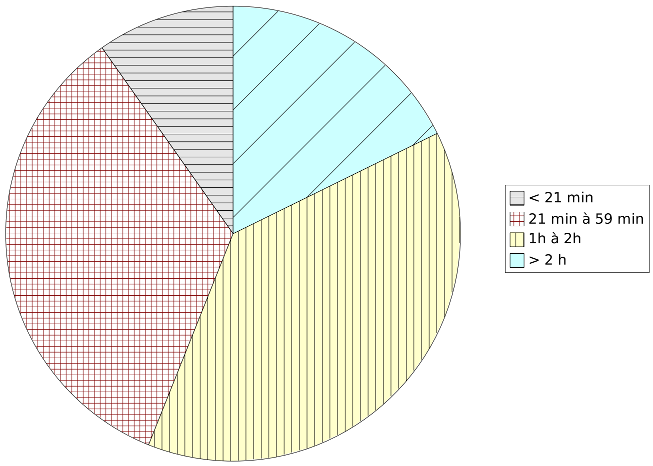

FIG. 3.4 – Répartition du nombre d'alertes à Metz (de janvier à mars 44) et Strasbourg (de 42 à 44) confondues selon leur durée

En moyenne (figure 3.4), à Strasbourg et Metz, toujours selon les mêmes périodisations, nous constatons que la grande majorité des alertes dure de 21 minutes à 2 heures et que les alertes de courte durée sont les plus rares.

3.1.2.2 Nocturne ou diurne ?

Hormis la durée des alertes, l'instant de la journée où elles se produisent est d'importance. Une alerte diurne stoppe les activités professionnelles. Une alerte nocturne interrompt le repos. Les deux types d'alertes ont un poids sur l'activité civile et, de manière directe ou indirecte, sur l'effort de guerre. Ceci étant dit, l'alerte nocturne nous semble, de prime abord, la plus marquante car elle interrompt une activité partagée par toutes les personnes présentes, qu'elles soient dans la vie active ou pas, qui n'est jamais facultative, qui ne puisse être délayée.

Étant donné que l'aspect principal que nous prenons en considération est le sommeil, nous avons considéré comme alertes nocturnes celles se déroulant en partie ou totalement entre 22 heures et 6 heures. Ce choix est arbitraire. Nous reconnaissons que pour des raisons pratiques, il est probable que la population civile des années

[6] Comme précédemment, l'étude de l'évolution de Strasbourg de 42 à 44 se fait en fonction d'une sélection de mois : août 42, sept 42, oct 42, nov 42, déc 42, mars 43, juin 43, sept 43, déc 43, fév 44, avril 44, juin 44 et août 44.

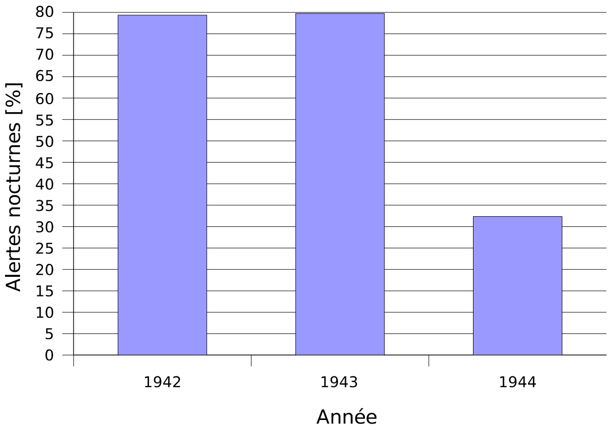

FIG. 3.5 – Nombres d'alertes nocturnes à Strasbourg (de 42 à 44) exprimé en pourcentage

40 ait eut tendance à se coucher tôt, avant 10 heures. Cependant, la fréquence des rappels de la défense passive quant à la nécessité de dissimuler toutes lumières nous laisse penser que la population urbaine ne devait pas obligatoirement se coucher à la tombée de la nuit pour autant. L'intervalle que nous proposons nous permet de considérer raisonnablement que, lorsque nous parlons d'alertes nocturne, nous parlons d'alertes influant sur le sommeil de la population présente.

A Strasbourg, figure 3.5, il est notable que la grande majorité des alertes, pendant les mois sélectionnés[7], ont lieu la nuit en 1942 et 1943. En 1944, *a contrario*, les alertes nocturnes sont minoritaires.

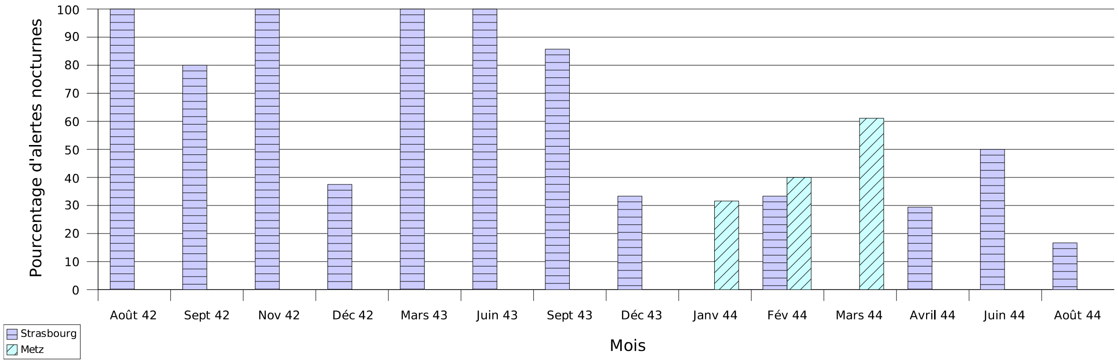

FIG. 3.6 – Nombres d'alertes nocturnes certains mois à Strasbourg et Metz, exprimé en pourcentage

[7] Août 42, sept 42, oct 42, nov 42, déc 42, mars 43, juin 43, sept 43, déc 43, fév 44, avril 44, juin 44 et août 44.

Toutefois, il faut prendre en considération une certaine irrégularité du pourcentage d'alertes nocturnes au fil des mois, du fait en partie que les nombres que nous manipulons sont petits – dans certains cas, la valeur absolue du nombre d'alertes mensuel n'excède pas dix. Cette irrégularité apparaît dans la figure 3.6[8].

3.1.3 L'attitude des civils face aux alertes

Constituant une nuisance, les alertes entrent dans la vie des populations qui y sont exposées. Néanmoins, nous ne pouvons nous contenter de chiffres pour évoquer la vie des ces populations, les chiffres ne nous indiquant pas quelles attitudes adoptent les civils en l'occasion d'alertes aériennes.

D'autres sources nous offrent plus de détails à ce sujet, tel ce rapport mensuel de police de Nancy, daté du 26 septembre 1943, stipulant que :

> « Les récents bombardements qui ont causé de nombreuses victimes parmi la population française ont vivement impressionné le public. Ils lui ont rappelé l'absolue nécessité de se conformer au règlement de la DP en s'abritant pendant les alertes. »[9]

Si on doit comprendre de ce rapport qu'en septembre 1943 la population de Nancy prend au sérieux les alertes, on doit également comprendre cela constitue une nouveauté rendue concrète par les récits de bombardements véhiculés jusqu'à Nancy. Aussi, lorsque nous parlons de prendre au sérieux les alertes, il ne s'agit que de respecter la prescription la plus élémentaire : s'abriter. Cette situation n'est pas unique, nous la retrouvons à Mulhouse et à Épinal, et tout porte à croire qu'il s'agisse d'un phénomène fréquent, sinon général. Ainsi à Mulhouse, des témoins du premier bombardement (5 mai 1944) disent avoir « été très surpris par les bombardements [...] tout le monde regardait les avions »[10]. En effet, le ciel de Mulhouse étant un lieu de passage vers et depuis l'Allemagne, « on [y] voyait souvent des avions, mais on ne descendait pas dans les caves »[11]. De même à Épinal, le 11 mai 1944, lors de la centième alerte, la population déambula sereinement dans les rues jusqu'à ce que pleuvent 150 tonnes de bombes, déclenchant un soudain vent de panique et de frayeur[12].

Il nous paraît probable que des attitudes comparables se retrouvent dans la plupart des villes n'ayant pas été bombardées avant 1944, jusqu'au premier bombardement.

---

[8] Dans cette figure, le 0 doit être interprété comme une absence de données, et non pas comme une absence de bombardements nocturnes.

[9] AMN, « rapport mensuel du 26 septembre 1943 » *in dossier 6c H4-8*

[10] Madame Mangeney cité *in* LICHTLÉ, *Batailles d'Alsace...*, p. 459

[11] Docteur Muller cité *in ibid.*, p. 459

[12] FLORENTIN, *Quand les Alliés...*, p. 348-349

Nous pouvons dire des alertes aériennes qu'elles rentrent dans la vie des populations urbaines de la zone étudié assez tôt au cours de la guerre, à faible cadence au départ. La plupart des alertes sont d'une durée tout de même relativement longue, entre 21 minutes et 2 heures, et elles prennent souvent place la nuit (au moins jusqu'en 1944). Elles semblent néanmoins être prise avec légèreté, plutôt comme distraction que comme prévention d'un danger, par les populations n'ayant pas fait l'expérience de bombardements. Toutefois, leur présence fréquente est un rappel du contexte de guerre impliquant une certaine vulnérabilité. Dans le Nord-Est de la France, ce sont peut-être les alertes qui constituent le signe le plus visible des bombardements aériens dans la vie quotidienne.

3.2 La mémoire des bombes

Faire l'histoire des bombardements aériens pendant la IIème Guerre Mondiale nous invite à nous pencher sur la *mémoire* de ces bombardements. *A posteriori*, qu'a-t-on dit, qu'a-t-on pensé de ces bombardements dans le Nord-Est de la France ? C'est cet aspect de l'histoire des bombardements aériens, leur avenir après guerre, que nous allons maintenant aborder en nous penchant sur, premièrement, la question, abordée en introduction, de la vulgate franco-française des attentionnés Britanniques face aux imprécis États-Uniens, et, deuxièmement, sur ce que nous avons qualifié de consensus du mal nécessaire.

Notre étude est axée sur les bombardements aériens éloignés du Front, cependant cette distinction est rarement faite par les témoins des bombardements. Étudier la mémoire des bombardements aériens implique donc d'étudier la mémoire de l'ensemble des bombardements aériens. Cela ne signifie pas qu'il soit nécessaire d'abandonner notre distinction, que nous pensons utile, cela signifie qu'il est impératif d'observer dans quelle mesure les deux types de bombardements se retrouvent mêlés dans la construction de la mémoire des bombardements aériens.

3.2.1 La vulgate des attentionnés Britanniques face aux imprécis États-Uniens

Un aspect qui a attiré notre attention très tôt dans nos recherches est la nature de la distinction faite en France entre Britanniques et États-Unis dans le propos de témoins divers.

3.2.1.1 Contenu de la vulgate

Dans la mesure où sur un plan doctrinaire, seule l'USAAF revendique une précision de bombardement, il est en effet surprenant d'entendre ou lire que « les

Anglais contrairement aux Américains savaient choisir leur cible »[13]. Cette idée se retrouve dans le discours de nombreuses personnes différentes en France, d'anciens résistants[14] tout comme de simples civils[15]. Parfois, le propos s'accompagne d'explications techniques. Ainsi Michel Chauty, ancien sénateur-maire de Nantes et résistant, déclarait, à l'occasion d'un entretien en 1993 portant sur les bombardements de Nantes :

> « Les avions ont lâché leurs bombes quelques centièmes de seconde trop tôt. La précision est impossible à 6000 mètres d'altitude. Les bombardiers volaient à cette hauteur pour échapper à la DCA. Les Allemands allumaient des fumigènes pour masquer la cible du port. La technique des Américains, c'était le "tapis de bombes" alors que les Anglais bombardaient en piqué sur des objectifs précis. »[16]

Il convient d'abord de souligner que la RAF intervient très peu dans le Nord-Est de la France, particulièrement peu en 1944, l'année où la plupart des bombardements d'envergure notable sont réalisés – d'emblée, cela peut biaiser en faveur de la RAF les comparaisons faites à l'échelle du Nord-Est de la France. Ensuite, il est bon de garder à l'esprit qu'il ne nous est pas nécessaire de prouver que la RAF fut systématiquement moins précise que l'USAAF pour invalider la vulgate en question : nous ne désirons pas donner dans le propos extrême inverse de celle-ci[17] qui consisterait à dire que l'USAAF bombardait toujours avec grande précision.

Il nous paraît essentiel de rappeler que la précision était loin d'être une priorité de la RAF, ni dans le discours ni dans les actes : nous serions très curieux de voir le moindre document émanant du Bomber Command recommandant à ses pilotes de « bombarder en piqué sur des objectifs précis ». Dès lors que le choix est fait de bombarder exclusivement, ou presque, de nuit, en faisant l'aveu d'être incapable de bombarder précisément de jour[18], il n'est pas tenable de parler de précision. Non seulement, la RAF n'a pas les moyens techniques pour adopter une logique de précision mais, de plus, elle n'évolue pas dans cette direction. Dans ces conditions, nous ne pourrions fournir d'explication allant dans le sens de la vulgate qu'en prétendant l'USAAF dramatiquement plus incompétente que la RAF, ce que l'expérience du Nord-Est de la France ne confirme pas. En effet, dans cette zone,

---

[13] Témoin anonyme cité dans LAMBOLEY, *Strasbourg Bombardé*, p. 26

[14] C'est le cas de Philippe Raguenau cité dans FLORENTIN, *Quand les Alliés...*, p. 443

[15] C'est un propos que nous avons entendu formuler par plus d'une personne de grand âge ayant vécu la guerre.

[16] Cité *icn* MURGALÉ, *Entretien avec Michel Chauty...*

[17] Il s'agit d'un écueil finalement classique en histoire, consistant à replacer une théorie extrême par une autre, nécessitant l'intervention d'une troisième personne pour parvenir à une théorie s'accommodant mieux avec la réalité humaine (à titre d'exemple, nous pouvons penser à l'historiographie de la période hellénistique en histoire grecque, ou à l'historiographie de la péninsule ibérique en histoire médiévale – les exemples abondent).

[18] Nous ne rentrons plus dans le détail, ceci a été traité dans le chapitre 1.

les bombardements aériens impliquant la USAAF ne paraissent pas radicalement différents de ceux impliquant la RAF. Par exemple, nous ne pouvons pas considérer que le bombardement de Forbach de la nuit du 29 au 30 juillet 1942 soit moins meurtrier que celui de Strasbourg du 11 août 1944, le premier étant le travail de la RAF, le second de l'USAAF.

Sur un plan technique, sans avoir de grandes connaissances en aéronautique, nous devons tout d'abord signaler que nous éprouvons quelques difficultés à imaginer un bombardier lourd, chargé de 10 tonnes de bombes, foncer en piqué sur une cible. Par ailleurs, il nous parait difficile, impossible, si nous admettons l'idée que les avions de l'USAAF restent systématiquement hors-de-portée de la FLAK, à haute-altitude, d'expliquer que, par exemple, en 1944, alors que la bataille de l'air sur la Luftwaffe est dores et déjà gagnée par les Alliés, l'USAAF perdit 10 000 avions au combat sur le Théâtre d'Opération Européen[19], sur une flotte ne comptant pas plus de 41 000 avions de combat au mieux de sa forme cette même année[20]. Si véritablement l'USAAF s'était contenté de « tapis de bombes » à l'abri en altitude, elle n'aurait pas connu la perte au combat, en l'espace d'une année, de l'équivalent d'un quart de ses avions ; il faudrait également considérer la plupart des photographies montrant des impacts de la FLAK autour de bombardiers de l'USAAF[21] comme falsifiées.

Sans vouloir être désobligeant vis-à-vis de quiconque, il nous semble qu'une question de forme mérite, également, d'être posée concernant certains témoignages : est-ce facile, en tant que civil, lors d'une alerte aérienne, alors que les bombes pleuvent, d'identifier la nationalité des bombardier dans le ciel ? Les rapports de police de Mulhouse, que nous avons déjà évoqués, offrent un premier élément de réponse : aucun membre de la police de Mulhouse n'a été capable d'identifier la nationalité des bombardiers attaquant leur ville au cours de l'année 1944[22]. Un autre élément de réponse nous est offert par la RAF : les « gaffes » commises par sa DCA sont si fameuses, si classiques, qu'elles en sont devenue la base de récits de fiction, comme *A piece of cake* de Derek Robinson. En effet, il n'a pas été rare tout au long de la guerre que le personnel de la DCA commette des erreurs d'identification en observant des avions passer au dessus des villes britanniques : à plus d'une reprise, des avions allemands sont passés sains et saufs, confondus avec des avions alliés... et à plus d'une reprise, des avions alliés ont été abattus par leur propre DCA, confondus avec des avions allemands[23]. En conséquence, il nous parait

[19] « Table 100 - Losses of all types of airplanes overseas, by Theater and by Type of Loss : 1941 to 1945 » *in Army Air Forces Statistical Digest...*

[20] « Table 84 - Airplanes on hand in the AAF, by Type and Principal Model : Nov 1941 to Aug 1945 » *in ibid.*

[21] Par exemple la figure 1.5, p. 44

[22] AMMu, *dossier H IX H3*

[23] Fussel, *A la guerre...*, p. 50

extrêmement improbable qu'un témoin parvienne à identifier la nationalité des bombardiers ennemis, tout en courant se réfugier aux abris, alors que du personnel exercé faillisse à cette tâche à intervalle régulier. Par conséquent, il nous parait bon d'inciter à prendre du recul vis-à-vis de témoignages tenant des discours spécifiques sur les bombardiers selon leur nationalité : il s'agit là d'une marque de construction de la mémoire, d'une élaboration postérieure aux faits en fonction d'éléments glanés de manière non-élucidée[24].

3.2.1.2 Apparition et diffusion de la vulgate

Le premier chapitre de notre étude fourmillant d'éléments de réponse quant au contenu de cette vulgate, nous nous proposons de passer à l'étude de son apparition et de sa diffusion.

Dater l'apparition de cette vulgate n'est pas une mince affaire. Il est possible qu'elle fit son entrée en scène sous forme de rumeur déjà au cours de la guerre : peut-être qu'aux lendemains de bombardements, des bruits sur l'identité précise des attaquants couraient. C'est une hypothèse – nous n'avons aucun moyen d'évaluer sa pertinence à l'heure actuelle. Il est plausible également que cette vulgate prenne quelques racines dans les récits d'opérations militaires de la libération : nous savons qu'à cette occasion, plusieurs villes furent particulièrement endommagées par des bombardiers, entre autres, de l'USAAF. Nous considérons cela comme partiellement hors-sujet puisqu'il n'est plus question de bombardements spécifiquement choisis, décidés et réalisés par l'USAAF mais de stratégie militaire interarmées et interalliés[25] dans le cadre des combats au Front. Il est, d'ailleurs, notable que les conventions de guerre internationales reconnaissent comme parfaitement acceptable ce type de bombardement[26], aussi douloureux que cela puisse paraître pour leurs victimes civiles. Mais, comme le montre le témoignage concernant Nantes déjà cité, ceux qui diffusent la vulgate ne prennent pas en considération la spécificité des bombardements qui fondent les propos généraux qu'ils tiennent sur l'USAAF.

Il est surtout probable que cette vulgate ait été consolidée postérieurement à la guerre, du fait de l'implication des États-Unis dans d'autres conflits armés. L'idée que la doctrine de précision fut suivie par l'USAAF au Vietnam paraît, par exemple,

[24] Nous avions déjà observé ce phénomène par le passé, en particulier à l'occasion d'un mémoire réalisé en deuxième année de DEUG : certains témoins sont parfois, en plus d'être des sources historiques, des sources historiographiques, tenant un discours général construit en fonction de connaissances n'étant pas le fruit de leur propre expérience. Cf. ROY, *Monuments aux morts à Wettolsheim*, Annexe B

[25] Par exemple : le bombardement de Saint-Lô en Juin 1944, dans le cadre de l'opération COBRA, fut approuvé par Eisenhower et Montgomery. La méthode de bombardement est effectivement le « tapis de bombe » (*carpet bombing*).

[26] Les tirs indiscriminés dans une zone de combat sont considérés comme acceptables, la population étant supposée avoir connaissance la proximité des combats. WALZER, *Just and Unjust Wars*, p. 318

assez peu défendable, si l'on prend en considération l'usage massif du Napalm[27] et de l'Agent Orange[28]. Ces deux types de bombardements sont intrinsèquement inscrits dans une logique de bombardement de zone, la découverte de leur pratique ne fut pas sans impact sur l'opinion publique occidentale[29]. Les missiles Tomahawk employés lors de la première guerre du Golfe, pendant l'opération « Tempête du désert » (*Desert Storm*), en 1991, étaient présentés comme des outils de précisions, permettant des « frappes chirurgicales ». Nous ne savons pas si ces frappes furent authentiquement « chirurgicale ». Ceci n'a pas d'intérêt immédiat pour notre sujet, il suffit de noter que cet aspect fut remis en cause après guerre, en particulier à partir de 1995 en conséquence d'un rapport accablant de l'organisme surveillant les dépenses publiques des États-Unis[30]. Cette remise en cause fit grand bruit en France comme ailleurs[31], notamment du fait de la reconnaissance par le Pentagone des limites de son équipement. La guerre menée par l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) au Kosovo joue sans doute également un rôle dans la réputation des États-Unis, ceux-ci y jouant un rôle prépondérant : l'OTAN fut accusée de bombarder « avec constance des hôpitaux, des ponts, un train, deux bus, un pont de village un jour de marché... »[32]. Pire, la chaîne états-unienne CNN fut accusée d'avoir sciemment participé à un guet-apens dressé contre Aleksandar Vucic, ministre de l'information serbe, l'invitant au prétexte d'une émission au siège de la télévision serbe à Belgrade au moment prévu d'un bombardement massif dudit batiment[33]. Que ces faits soient réels ou imaginés, ils donnent une image extrêmement négative de la pratique des bombardements des États-Unis, en particulier celle d'une armée n'ayant cure des civils. Ceci explique sans doute pourquoi, en France, il n'est pas rare, à tort ou à raison, de considérer que la politique des États-Unis en matière de bombardements est celle du bombardement de zone, cela depuis un plus ou moins long terme. Ceci pourrait bien expliquer pourquoi, sur la base de peu de choses ou d'éléments postérieurs, l'USAAF se voit associée à une image que rien dans les faits, du moins sur le Théâtre d'Opération Européen, et encore moins dans le Nord-Est de la France, ne justifie, au profit de la RAF. S'il est courant que des hommes soient jugés en fonction de leurs antécédents, il est plus rare qu'ils le soient en fonction d'éléments postérieurs, mais cela s'inscrit

[27] Produit hautement incendiaire employé massivement sur des zones habitées.

[28] Défoliant ayant été utilisé dans de très vastes campagnes d'épandanges sur le Vietnam, dans le but de réduire la zone de brousse où se cachaient les Vietcongs. L'Agent Orange est aujourd'hui soupçonné d'être responsable des taux anormalement élevés d'enfants souffrant de malformations dans certaines zones du Vietnam, en plus d'être estimé responsable de la désertification de certains lieux.

[29] Vennesson, « Bombarder pour convaincre... » *in Culture et Conflits*

[30] Il s'agit du *General Accounting Office*.

[31] Par exemple : Marchand, « Piètres performances des armes “intelligentes” », *in Le Figaro*

[32] Fisk, « L'éthique à l'épreuve... » *in Le Monde Diplomatique*, p. 6-7

[33] *Ibid.*, p. 6-7

dans une même logique. Toutefois, dans ce cas, ce processus nécessite d'oublier que les militaires des États-Unis d'aujourd'hui ne sont pas les mêmes que ceux des années 1940. Une simple *reductio ad ridiculum* souligne les limites d'un raisonnement impliquant un tel oubli : par similarité, on devrait considérer la plupart des Allemands d'aujourd'hui comme des adhérents potentiels au NSDAP/AO[34].

Cette vulgate favorable aux Britanniques s'avère donc surtout basée sur des constructions postérieures à la guerre, des *a priori* fondés sur les agissements des États-Unis dans les conflits armées de la dernière moitié du siècle. Il s'agit d'une mémoire éclairant surtout le regard que l'on porte sur les Alliés dans le contexte d'après-guerre et comporte un aspect politique non-négligeable.

3.2.2 Le consensus du mal nécessaire

Une dernière question mérite d'être posée : comment les bombardés du Nord-Est de la France considèrent-ils les bombardements qu'ils ont vécu ? Répondre à cette question nous invite à faire un dernier détour Outre-Manche, nous permettant de faire une intéressante comparaison sur la perception des mêmes évènements de guerre dans des pays différemment impliqués.

3.2.2.1 Aux yeux des populations britanniques et états-uniennes

Au Royaume-Uni, le sort qui fut réservé aux anciens de la RAF est plutôt singulier. Harris, le commandant du Bomber Command, fut le seul militaire britannique de son rang qui ne connut pas l'anoblissement immédiatement dès la fin de la guerre. Dans l'abbaye de Westminster, un monument rend hommage aux équipages du Fighter Command morts pendant la guerre : il n y a rien en hommage des équipages du Bomber Command dont les pertes humaines furent bien plus importantes[35]. De tels silences ne semblent pas avoir existé aux États-Unis. Un des objectifs de l'USAAF, nous l'avons vu, était de devenir une armée à part entière. Ce sera le cas à partir de 1947, avec la fondation de l'United States Air Force (USAF). Nous pouvons estimer que l'USAAF a su tirer son épingle du jeu de manière habile : les bombardements pratiqués dans le Pacifique ne semblent pas intéresser grand monde au sortir de la Guerre (ou sinon seulement par la question de l'arme atomique dans un contexte de guerre froide) et leur apparition dans des bombardements de zone en Allemagne fait figure de dérapage et non d'objectif.

Plus habiles que l'USAAF furent les dirigeants civils britanniques . Les militaires de la RAF étaient aux ordres de leur gouvernement, en particulier de Churchill : si certains, comme Harris, ont fait la promotion du bombardement de zone, ce ne

[34] Groupement néo-nazi fondé en 1972, d'abord Allemand, maintenant d'ampleur internationale.
[35] WALZER, *Just and Unjust Wars*, p. 324

sont pas eux qui ont décidé en dernier ressort de l'exécution de cette méthode. Or l'opprobre ne semble que concerner le Bomber Command de la RAF - une tendance qui semble évoluer toutefois. Aux yeux d'Harris, « les hommes du Bomber Command ne sont jamais vu témoigner la reconnaissance adéquate de ce que furent leurs actions »[36], ceci le poussant, dès que l'occasion se présente, à rappeler sa vision de l'histoire, justifiant les activités de ses troupes d'une utilité militaire, en s'appuyant sur des écrits d'Albert Speer, ministre de l'armement du régime nazi[37]. C'est en 1985 seulement qu'est fondée la *Bomber Command Association*, dans le but de « perpétuer l'histoire du Bomber Command dans la vérité, dignité et fierté »[38], un choix de mot qui reflète les sentiments de déception connus des anciens du Bomber Command. Tentant de réhabiliter ces anciens combattants dénigrés, l'association propose sa version de l'évolution historique de la guerre : si elle met bien avant le rôle de Churchill, elle minore, nie, le rôle du Bomber Command en déclarant, par exemple que « Harris n'a pas été impliqué dans l'élaboration de la nouvelle doctrine et ne croyait pas personnellement au bombardement visant à briser le moral des populations »[39], des propos irrecevables dans la mesure où aucune source les corroborant n'est présentée et dans la mesure où les sources que nous avons déjà évoquées, utilisées par de nombreux historiens, n'ont pas été contestées. En fait, parce que personne ne songe sérieusement au Royaume-Uni à contester les aspects très douteux de la pratique du bombardement de zone, le jeu consiste à s'en déclarer irresponsable. Il s'agit d'une honte nationale, un lourd fardeau historique, une mémoire désagréable.

3.2.2.2 Aux yeux des populations du Nord-Est de la France

Dans le Nord-Est de la France, nous l'avons vu, lorsqu'il est question de la RAF de manière spécifique, c'est en sa faveur, aux dépends de l'USAAF. Mais nous n'avons pas trouvé les traces d'une hostilité franche parmi la population de cette zone après guerre vis-à-vis des Alliés liée au bombardements. Cela s'explique de plusieurs manières.

Tout d'abord, les Alliés sont avant tout ceux à qui la population doit sa libération : la nécessité de victoire des Alliés implique une certaine tolérance de la violence de leur part, même si elle touche parfois des innocents. Cela s'explique

[36] « I realize that you have never really been given adequate recognition of what you all did », *in* Harris, *Copy of Speech by...*

[37] *Ibid.*

[38] « In 1985 The Bomber Command Association was formed as a means of [...] perpetuating the Command's history with truth, dignity and pride. » *in* Bomber Command Association, *The Association*

[39] « Harris had no involvement in the development of the new policy and did not personally believe in the strategy of targeting civilian morale » *in* « Overview of Bomber Command in WW2, The Early Years » *in ibid.*

aussi par le fait que, comme nous l'avons vu, le Nord-Est de la France n'a pas fait l'objet de campagnes de bombardements terroristes. Si les combats de la libération, comprenant des bombardements d'artillerie et d'aviation, ont saigné à blanc plusieurs villes et villages (Thionville, Ammerschwihr...), d'une manière comparable à ce que l'ouest de la France à pu connaître, ils semblent avoir été considéré par la population comme allant de pair avec la guerre. Ainsi, l'abbé Stoll de Mulhouse déclarait qu'il avait rétorqué à un militaire allemand en 1944, ce dernier prenant prétexte d'un bombardement de Mulhouse pour dénigrer les Alliés, que « Cela [le bombardement et ses conséquences] ne me parait donc pas, par temps de guerre, extraordinaire »[40]. Ce propos n'attire pas notre attention par son historicité potentielle mais parce qu'il s'agit d'un propos tenu après-guerre (le récit de la déclaration qui aurait été faite en 1944), jouant un rôle direct dans la construction mémorielle que nous évoquons.

D'autres témoins sont plus direct, ainsi Alphonse Irjud déclare que « par rapport aux Américains, les Alsaciens avaient des regrets plutôt que de l'amertume. Je n'ai jamais rencontré tout de suite après la guerre de véritable haine contre les Américains »[41]. Nous sentons bien dans ce propos qu'il y avait certaines tensions vis-à-vis des Alliés, mais il est limpide que ces tensions ne pèsent pas très lourd face aux bénéfices de la libération. Dans une certaine mesure, nous pouvons dire que la population du Nord-Est de la France ne pouvait pas offrir une mémoire de la guerre hostile aux Alliés : même une critique qui se focaliserait uniquement sur le *jus in bello* suggérerait une remise en question du *jus ad bellum*, tant le *jus in bello* paraît nettement en faveur des Alliés. Et critiquer les Alliés en regard du *jus ad bellum* est une perspective qui serait (trop) lourde de signification dans la France gaulliste d'après-guerre : si la France est dans le camp des vainqueurs, si la France arrive à dresser la tête haute, c'est grâce à une mémoire de cette période toute particulière qui implique que les Français reconnaissent les Alliés comme leur propre camp. Pour les Alsaciens-Mosellans, l'affaire est encore plus épineuse. Le cas maintenant bien connu des Malgré-Nous semble enfin devenir de l'ordre du passé, puisque lors des dernières commémorations d'Oradour la présence alsacienne fut acceptée[42]. Mais au sortir de la guerre, en particulier après le procès de Bordeaux en 1953, l'Alsace-Moselle paraissait plus que jamais comme soupçonnée de traîtrise. Dans un pareil contexte d'incompréhension, une critique des Alliés n'aurait été qu'une source de malentendus supplémentaires, chose dont l'Alsace-Moselle ne manquait vraiment pas.

S'il était, de toute évidence, peu probable que la population du Nord-Est de la

[40]Cité *in* LICHTLÉ, *Batailles d'Alsace...*, p. 189-198

[41]Cité *in ibid.*, p. 461

[42]En 1998, c'est une délégation mené par Roland Ries qui se rend à Oradour. En 2004, sont présents et acceptés aux commémorations de nombreux élus alsaciens et des personnalités ecclésiastiques, « Le souvenir toujours brûlant d'Oradour » *in Libération*

France offre une critique farouche des Alliés, tant en regard de ce que furent les bombardements qu'en regard du contexte d'après-guerre, quelques traces d'une reconnaissance vis-à-vis des équipages de bombardiers alliés existent. Ne pas faire de critique publique est une chose ; organiser des commémorations en est une autre. Et à Heiteren et Appenwihr, on commémore régulièrement le crash de quelques bombardiers britanniques abattus le 27 avril 1944 dans les environs, en invitant les membres d'équipage survivants[43]. Dans un genre tout à fait différent, il est intéressant de remarquer que dans le centre de Metz, sur la colline Sainte-Croix, à deux pas du couvent des Récollets, se trouve un bistro nommé « Le Bombardier ». Dans ce lieu, d'un style assez classique par rapport à sa fonctionnalité, on trouve de nombreuses photographies et une fresque rendant hommage aux bombardiers de l'USAAF. Si, bien évidemment, il y a un aspect esthétique dans ce choix thématique, cela témoigne de l'acceptation de l'épisode historique que constituent les bombardements aériens alliés dans une mémoire positive de la guerre.

Plusieurs aspects peuvent être retenus de cette étude sur les bombardements aériens dans le Nord-Est de la France en tant qu'éventualité, non-événement ou souvenir.

Le premier est le fait que les bombardements aériens constituent un élément récurrent dans la vie des populations de la zone étudiée, cela depuis le début de la guerre. En effet, même si certains habitants n'auront pas d'expérience réelle du bombardement avant 1944, ils auront très tôt l'occasion d'entendre les sirènes les alerter, perturber leur activités, qu'il s'agisse du sommeil ou du travail, souvent pendant plus d'une heure. À force de crier au loup, les signaux de la défense passive prennent la forme de distraction : on ne doit pas s'imaginer la population courant aux abris dans la panique et l'angoisse à chaque alerte entre 1940 et 1945, le sérieux existant sans doute au début ne revient que lorsque les bombardements se font réalité. Les alertes selon le contexte impliquent différentes attitudes ; mais toutes témoignent d'une même chose, la présence des bombardements aériens dans le champ du possible.

Le second aspect que nous pouvons retenir porte sur la distinction faite entre USAAF et RAF, défavorable à l'USAAF. Il semblerait que cette distinction, erronée, repose sur deux éléments principaux : tout d'abord l'amalgame fait entre bombardements réalisés et décidés par l'USAAF (éloignés du Front) et bombardements réalisés par l'USAAF mais décidés dans une logique interarmées et interalliés (sur le Front) ; ensuite, la pratique du bombardement qui est celle de l'USAF dans les conflits postérieurs, en particulier au Vietnam, mais aussi pendant la première guerre du Golfe ou encore au Kosovo.

[43] Brunsperger, « Il y a 50 ans déjà... » *in Annuaire de la Société d'histoire de la Hardt et du Ried*

Le dernier aspect attirant notre attention porte sur l'opinion que les habitants du Nord-Est de la France, ayant vécu la guerre, ont sur la question des bombardements. Nul ne semble se féliciter de ces bombardements mais ils ne sont pas pour autant remis en cause. Certes, une telle remise en cause n'aurait sans doute pas été possible dans le contexte d'après-guerre. Mais, de plus, la population donne des signes de reconnaissance vis-à-vis des Alliés et semble accepter les bombardements comme un mal nécessaire.

Conclusion

Pourquoi, qui, où, quand bombardent les Alliés ? Que représentent les civils du Nord-Est de la France au yeux de ceux qui les bombardent ? On ne peut répondre à ces questions sans évoquer la multiplicité d'attitudes que l'on trouve au sein des forces alliées sur le Théâtre d'Opérations Européen.

Un des éléments de distinction majeur est la nationalité des alliés. Les Britanniques (RAF), confrontés à des pertes catastrophiques, font le choix de limiter les risques qu'ils prennent en ne visant plus aucune cible purement militaire ou économique, celles-ci étant trop bien protégées, et se focalisant à la place sur des cibles moins dangereuses, dans le cadre de missions nocturnes, telles que la population urbaine allemande. Ils sont dans une situation précaire qui fait d'eux un terreau favorable à l'adhésion à la doctrine de la suprématie aérienne, doctrine stipulant que la victoire militaire passe par le bombardement aérien de populations civiles. Les États-Unis (USAAF) ne sont pas, de leur coté, dans une situation d'impasse. Les moyens techniques à leur disposition leur permettent de, dans les grandes lignes, conserver pour objectif majeur des objectifs militaires précis. Une des motivations importantes de l'USAAF est leur avenir après-guerre, la volonté de devenir une force armée à part entière, nécessitant une image de marque positive – l'enjeu pour la RAF est la survie de son pays, face à un danger immédiat. Par ailleurs, si l'USAAF cultive un certain esprit de vengeance tout comme la RAF, celui-ci est focalisé sur le Japon, en mémoire de Pearl Harbor, au contraire de la RAF qui voue sa haine à l'Allemagne, en référence au *Blitz*. Les implications sentimentales de ces deux armées, et de leurs dirigeants, sur le Théâtre d'Opérations Européen sont donc relativement différentes.

Un autre élément de distinction notable se trouve être le temps. Plus celui-ci s'écoule et plus l'USAAF adopte les stratégies de la RAF. Si la dichotomie entre USAAF et RAF existe tout au long de la guerre car leur discours théorique diffère toujours, au fil du temps cette dichotomie se limite de plus en plus strictement au champ de la théorie. La RAF et l'USAAF évoluent tous deux vers une adhésion de plus en plus forte à la doctrine de la suprématie aérienne, bien que la réalité démente ses promesses. Par ailleurs, de 1940 à 1945, l'ampleur et la fréquence des missions ne cesse croître.

La troisième distinction est d'un intérêt tout particulier pour notre sujet : la population occupée ou annexée n'est pas traitée comme la population allemande. Contrairement à ce qu'on peut lire parfois[44], aucun bombardement de villes du Nord-Est de la France ne s'inscrit dans une approche terroriste[45], contrairement aux bombardements de villes allemandes : tous visent des objectifs militaires (en général des axes de transport ferroviaire), cela de manière réelle et non seulement formelle, qu'ils soient réalisés par l'USAAF ou la RAF. Il est notable à ce propos que la RAF bombarde le Nord-Est de la France bien moins fréquemment que l'USAAF, se focalisant plutôt sur l'Allemagne. Il n'y a pas de raid réalisé dans la zone étudiée qui soit comparable à ceux réalisés outre-Rhin alors que certaines villes de ladite zone ont un poids économique non-négligeable. Nous faisons l'hypothèse que ce raisonnement peut s'étendre à toute la France ou presque. Si nous avons entendu parler de nombreux bombardements extrêmement destructeurs dans l'Ouest de la France, tous semblent liés à des combats lors de la Libération, s'inscrivant dont dans une logique interarmées et interalliés de combats au Front ; les conséquences de ces opérations ne sont pas propres à l'emploi des bombardiers et ne s'évaluent pas dans les mêmes conditions[46].

Alors qu'en Allemagne les populations sont les cibles des missions de bombardements, dans le Nord-Est de la France elle ne sont que des victimes malchanceuses : elles se trouvent au mauvais endroit, au mauvais moment. Toutefois, dans les deux cas, nous pouvons estimer qu'elles sont en première ligne, au Front : ce sont elles les plus touchées par les bombardements aériens que nous étudions. Il n'est pas choquant, dans ce sens, de dire que les bombardements aériens éloignés du Front constituent un nouveau Front, les civils s'y trouvant premier rang.

Nous touchons là du doigt un problème crucial que nous avons déjà signalé. Qu'est-ce qu'un militaire s'il peut faire le choix, pour limiter les risques qu'il encourt, de mettre des civils en danger ? La nécessité de victoire, le *jus ad bellum*, peut-elle autoriser le militaire à frapper une zone quelconque de manière indiscriminée[47], sachant que des civils seront touchées, et donc au mépris du *jus in bello* ? Dans le cas des bombardements de zone, exécutés en Allemagne, comme par exemple celui de Dresde (un exemple parmi tant d'autres), il nous semble que l'USAAF tant que la RAF sont condamnables en regard du *jus in bello*, peu importe les justifications que l'on peut trouver en regard du *jus ad bellum*. Nous arrivons à cette conclusion en observant scrupuleusement le propos du général Douglas MacArthur, lorsqu'il confirma la condamnation à mort du général japonais Yamashita : « Le soldat, qu'il soit ami ou ennemi, est chargé de la protection du faible et du

[44] Par exemple : Lamboley parlait de « bombardements visant uniquement les civils », *in* Lamboley, *Strasbourg Bombardé*, p. 26

[45] Nous employons ce terme tel que nous l'avons défini en note à la page 29.

[46] Ceci a été détaillé p. 105. Les tirs indiscriminés dans une zone au Front ne sont pas considérés comme condamnable au regard des conventions de guerre.

[47] Nous ne parlons pas du cas précis des bombardements au front.

désarmé. C'est sa raison d'être »[48]. Walzer ajoute que « c'est justement parce que, un revolver à la main, l'artillerie et les bombardiers à ses ordres, il constitue une menace pour le faible et le désarmé qu'il doit agir en sorte de leur offrir une protection »[49]. Si nous respectons l'esprit du jugement rendu à l'encontre de Yamashita par un tribunal allié, le jugement serait donc sans appel pour ceux qui ont décidé des bombardements en Allemagne.

À propos du Nord-Est de la France, la question s'avère plus complexe. Il est difficile de considérer que les Alliés, l'USAAF étant concernée en premier chef en tant qu'auteur de la majorité des bombardements réalisés dans cette zone, ont tout fait pour protéger la population : cela aurait signifié ne bombarder aucune zone urbaine éloignée du Front. Une application d'un tel principe aurait, d'ailleurs, nécessité une remise en cause radicale de l'utilisation des bombardiers telle qu'elle était pensée. Nous ne pouvons pas déduire de l'absence de raids fortement meurtriers une attention importante accordée aux vies civiles mises en péril : la doctrine de précision de l'USAAF était toujours, au moins publiquement, mise-en-avant pour des questions d'efficacité, et non d'éthique. Nous ne pouvons pas pas non plus être certains que seule l'efficacité militaire primait aux yeux de l'USAAF : mettre en avant une certaine éthique aurait constitué en remise en question morale des bombardements de zone et, par conséquent, une critique morale des Britanniques. Il est donc peu évident de qualifier l'attitude de ceux ayant bombardé cette zone. Toutefois, nous pouvons distinguer deux faits marquants : tout d'abord, les bombardements réalisés sont des bombardements de précision et non pas des bombardements de zone, ne consistant pas à détruire une zone entièrement, mètre carré par mètre carré, en trucidant délibérément des civils, mais à détruire une cible localisée aux enjeux militaires ou économiques ; ensuite, si bien souvent ces bombardements touchent des civils, le nombre de victimes décédées reste, à l'échelle de la guerre tout comme à l'échelle des bombardements de zone, de petite ampleur. Il faudrait, à titre d'exemple, compter 264 victimes à Metz, 351 victimes à Mulhouse et 975 à Strasbourg[50]. Ces remarques s'avèrent valides autant dans le cas des bombardements de l'USAAF que ceux de la RAF.

En replaçant cet exemple de rapports entre militaires et civils dans une perspective plus large, il nous semble que nous n'avons pas *tout à fait* affaire à un cas singulier. Par exemple, certains passages des mémoires de Frank Richard, évoquant son parcours militaire pendant la Grande Guerre, présentent des situations comparables. Progressant dans un village encore aux mains de l'ennemi, la prudence

[48] « The soldier, be he friend or foe, is charged with the protection of the weak and unarmed. It is the very essence and reason of his being » cité *in* WALZER, *Just and Unjust Wars*, p. 317

[49] « Because he himself, gun in hand, artillery and bombers at his call, poses a threat to the weak and unarmed, he must take steps to shield them » *in ibid.*, p. 317

[50] Ce chiffre pour Strasbourg résulte de l'admission de certaines données que nous n'avons plus confirmer personnellement. Notre estimation personnelle est de 430 victimes.

consistait, pour lui et ses camarades, à lancer des grenades dans les caves et celliers dans un premier temps et à vérifier ensuite ce qui s'y trouve. Cependant, la possibilité que des civils furent cachés dans les celliers et caves ne pouvait pas être exclue. Ainsi, Richard et un autre soldat, dans leur progression, hurlaient quelques mots avant de faire sauter les caves, au cas où. Arrivé à un certain cellier, ils n'eurent aucune réponse après deux appels. Ils s'apprêtaient à lancer une grenade lorsqu'ils entendirent la voix d'une jeune fille. Dans le cellier se trouvait toute sa famille tétanisée. À un instant près, Richard et son camarade auraient, selon ses propres termes de Richard, « innocemment assassiné »(*innocently murderer*) une famille entière[51]. Dans une certaine mesure, ceci suggère que, théoriquement, si les civils ne devraient pas être confrontés à la guerre comme les militaires, ils entrent inévitablement en contact avec sa sanglante réalité tôt ou tard. Ainsi, l'évaluation morale du phénomène historique constitué par les bombardements aériens alliés dans le Nord-Est de la France dépendrait, en fait, de l'importance que chacun accorde - ou n'accorde pas - au succès des tentatives de sauvegarde des civils et à la prise en considération des proportions de victimes causées par cette pratique guerrière par rapport aux autres. Toutefois, du fait que les bombardements aériens dont nous parlons se déroulent sans contact avec le Front, plusieurs concessions semblent nécessaires pour concilier cette pratique guerrière avec l'idée de *bellum justum*. Si la position alliée dans le contexte de la guerre mondiale apparaît comme juste, les bombardements aériens éloignés du Front n'incarnent pas « une opposition de la force bien maîtrisée à la violence, ayant pour but d'empêcher que cette dernière écrase les plus faibles »[52] : même au mieux de leur précision, dans le Nord-Est de la France ils touchent avant tout, directement ou indirectement, les plus faibles, ne faisant pas preuve d'une grande maîtrise de la force.

Du point de vue Allemand, les bombardements aériens alliés constituent des éléments de propagande attractifs. Le fait que le régime nazi commandite aussi des bombardements comparables, quoi qu'avec des moyens parfois plus limités, nous dissuade de considérer des critères moraux comme à l'origine des critiques sur le thème des bombardements que l'on retrouve quotidiennement dans la presse. Toujours est-il que la presse du Nord-Est de la France se gargarise littéralement des bombardements ayant lieu en Allemagne, en particulier à partir de 1944, bien qu'elle ne rechigne pas à parler de Strasbourg lorsqu'elle dispose de photographies intéressantes montrant la Cathédrale atteinte. D'une manière générale, il s'agit de montrer de manière défavorable les Alliés. Mais dans la zone annexée le propos va plus loin : en annonçant à la population que les bombardements visent à détruire les « traces impérissables de la civilisation allemande » que constitue le patrimoine

[51] Walzer, *Just and Unjust Wars*, p. 152

[52] Cardini Franco, « Guerre et Croisade » *in* Le Goff, Schmitt (dir), *Dictionnaire raisonné de l'Occident médiéval...*, p. 437

historique local, nous observons en filigrane un appel à la population à se rallier à sa nouvelle patrie, ou plutôt à son *vaterland*.

L'armée allemande a d'ailleurs tendance à jouer avec la vie des populations en adoptant des stratégies de guérilla. Elle n'hésite pas, en effet, à placer des convois militaires, y compris des convois d'essence, dans les villes, où encore à maquiller des éléments de repérages qui théoriquement protègent les civils, comme les croix rouges sur les toits d'hôpitaux.

Très tôt la population est confrontée aux bombardements en tant qu'éventualité : d'une part avec le contenu de la presse, entre conseils de la défense passive et récits d'événements en Allemagne ; d'autre part avec les alertes aériennes. Généralement, elle semble prendre les alertes et consignes de la défense passive avec une extrême légèreté jusqu'au jour où les bombes pleuvent. Elle semble toutefois accepter de prendre des responsabilités dans la défense passive sans trop de difficulté, bien que sa participation se limite aux secours et à la prévention des risques.

L'année 1944 est sans aucun doute pour la population l'année de tous les périls, en matière de bombardements aériens éloignés du Front. C'est l'année où les bombes pleuvent le plus souvent, c'est aussi l'année où l'impact des bombardements se fait le plus sentir dans la vie courante. Si la vie pendant la guerre est, en partie, une affaire de privation, les bombardements y jouent un rôle remarquable. Tout d'abord, ils provoquent la destruction de moyens de communication et de transports : si tout n'est pas détruit, les civils passent après les militaires. Par la suite, les difficultés de transports impliquent des pénuries, dont souvent les populations pâtissent les premières, comme par exemple avec la diminution de la ration de vin donnée aux ouvriers à Nancy.

Après guerre, cette population ne semble pas tenir rigueur des privations et de la disparition de civils dues aux bombardements. Il s'agit d'un mal qui, apparemment, parut nécessaire... et qui finalement fit relativement peu de victimes dans le Nord-Est de la France, à l'échelle du conflit. Toutefois, la construction d'une légende noire de l'USAAF témoigne sans doute, en partie, de certaines tensions. À l'USAAF fut attribuée une réputation d'imprécision en faveur de la RAF parfaitement inadaptée à ce que fut son comportement sur le territoire français. Nous pensons que ceci s'explique d'une part par l'implication de l'armée des États-Unis dans de nombreux conflits pendant les 50 dernières années où elle employa des méthodes sujettes à discussion, en particulier en ce qui concerne l'emploi de ses forces aériennes. D'autre part, nous pensons que cette vulgate résulte de l'amalgame fait entre bombardements éloignés du Front décidés et réalisés par l'USAAF et bombardements réalisés dans le cadre des combats de la libération, décidés dans une logique interarmées et interalliés. Mais ce discours hostile à l'USAAF ne remet pas en cause l'inscription de l'épisode des bombardements du Nord-Est de la France dans une mémoire positive.

En dressant le bilan de notre étude, nos résultats nous laissent sans réponse simple et absolue. Nous ne pouvons pas prétendre que les Alliés furent impliqués dans les bombardements du Nord-Est de la France comme terroristes – c'est là un des aspects majeurs à retenir, en contradiction avec ce qui est parfois dit ou écrit. Nous ne pouvons, cependant, pas non plus dresser un portrait idyllique des bombardements alliés : en premier lieu parce que l'on sait ce qui s'est passé en Allemagne, et dans une certaine mesure au Japon ; en second lieu parce que même les bombardements de précision réalisés dans la zone étudiée ne sont pas tout à fait précis. Dans une certaine mesure, nous pouvons penser que les bombardements aériens réalisés dans le Nord-Est de la France ont contribué de manière importante à déstabiliser l'économie et l'armée allemande, en payant un tribut humain relativement maigre. Mais le coût de ces opérations fut-il, pour les Alliés, tant militairement qu'économiquement, largement inférieur aux coût des réparations pour leurs opposants ?

Douhet avait tort en prétendant que la force aérienne supplanterait toutes les autres armées et permettrait des guerres d'une durée extrêmement réduite – du moins, il avait tort d'imaginer que cela deviendrait réalité pendant la première moitié du XX ème siècle. D'ailleurs, l'exigence alliée d'une reddition inconditionnelle avait toutes les chances de rendre une reddition du fait de bombardements aériens de civils tout à fait improbable. Mais il faut prendre en considération le fait que même les bombardements de précision dans des zones éloignées du Front participent à la logique douhetienne. Douhet pensait que les guerres ne pouvaient désormais plus qu'être totales. Or, que cela soit désiré ou pas, les bombardements aériens éloignés du Front, de n'importe quelle nature qu'ils soient, incarnent cela : ils mettent au quotidien des civils en péril, ils transforment le territoire des belligérants en terrain de bataille potentiel en son entier, ils multiplient les perturbations vécues par les civils dans la vie courante. En quelque sorte, ils rendent littéral l'affrontement des nations. Dans cette perspective, Hiroshima, Nagasaki et Dresde prennent tout leur relief : des nations se vengent d'autres nations, en tirant dans le tas, dans une logique de représailles, tout comme d'autres abattent des individus pris au hasard dans la rue après l'assassinat d'un commandant.

Sources

6group Daily Operations, www.rcaf.com/6group, RCAF, 2003.

8th Air Force Chronology, www.8thafhs.org, 8th Air Force Historical Society, 2003.

Archives Municipales de Metz, 2Z9, Metz, 1941-1944.

Archives Municipales de Metz, 30Z21, Matériel nécessaire pour la protection aérienne, Metz, 1941-1944.

Archives Municipales de Metz, 30Z3, Budget de la Défense Passive, Metz, 1941-1944.

Archives Municipales de Metz, 30Z31, Liste des restaurants servant de cantines après les attaques aériennes, Metz, 1943-1944.

Archives Municipales de Metz, 3Z1 à 3Z5, Coupures de presse, Metz, 1941-1944.

Archives Municipales de Metz, 3Z6, Communiqués officiels de la municipalité, Metz, 1940-1944.

Archives Municipales de Metz, 3Z7, Chronique de la ville de Metz rédigée par le Dr. Schrod, Metz, 1940-1944.

Archives Municipales de Mulhouse, DX C32, Mulhouse, date inconnue.

Archives Municipales de Mulhouse, DX C33, Mulhouse, date inconnue.

Archives Municipales de Mulhouse, H IX H1, Bombardements aériens, Mulhouse, 1940-1944.

Archives Municipales de Mulhouse, H IX H2, Tranchées de défense passive, Mulhouse, 1944-1946.

Archives Municipales de Mulhouse, H IX H3, Bombardements aériens, Mulhouse, 1943-1944.

Archives Municipales de Mulhouse, H IX H4, Bombardements aériens, Mulhouse, 1944-1945.

Archives Municipales de Mulhouse, H IX H5, Reproductions photographiques de bombardements, Mulhouse, 1944.

Archives Municipales de Mulhouse, H VIII 8, Mesures de guerre, protection contre les évènements de guerre, Mulhouse, 1944-1945.

Archives Municipales de Nancy, 5c H4-3, Défense passive, mémoire, Nancy, 1939-1945.

Archives Municipales de Nancy, 6c H4-8, Rapports mensuels, Nancy, 1941-1944.

Archives Municipales de Nancy, 8c H4-1, Bombardements, affiches et avis divers, Nancy, 1939-1945.

Archives Municipales de Nancy, 8c H4-2, Bombardements de Nancy, rapports, Nancy, 1941-1944.

Archives Municipales de Nancy, 8c H4-3, Bombardements, alertes, divers, Nancy, 1941-1944.

Archives Municipales de Nancy, 8c H4-4, Bombardements, alertes, divers, Nancy, 1941-1944.

Archives Municipales de Nancy, b H4-10, Défense passive : articles de presse, Nancy, 1938-1945.

Archives Municipales de Nancy, microfilm l'Écho de Nancy, Nancy, 1941-1944.

Archives Municipales de Strasbourg, 50 MW 63, Services de l'Eau, Strasbourg, 1940-1944.

Archives Municipales de Strasbourg, 50 MW 71-73, Défense passive et entreprises d'économie mixte, Strasbourg, 1940-1944.

Archives Municipales de Strasbourg, 50 MW 831, Extraits de presse à propos de la défense passive, Strasbourg, 1940-1944.

Archives Municipales de Strasbourg, 50 MW 889, Extraits de presse à propos de la défense anti-aérienne, Strasbourg, 1940-1944.

Archives Municipales de Strasbourg, 50 MW 903, Extraits de presse à propos des attaques aériennes, Strasbourg, 1940-1944.

Archives Municipales de Strasbourg, 50 MW 917, Extraits de presse à propos des attaques aériennes, Strasbourg, 1940-1944.

Archives Municipales de Strasbourg, 50 MW 985, Rapports, Strasbourg, 1940-1944.

Archives Municipales de Strasbourg, alb. 100-119, 245, 256, Photographies des bombardements du 6 sept. 43, 11 août 44 et 25 sept. 44 , Strasbourg, 1943-1944.

Archives Municipales de Thionville, 4B3, Occupation à Thionville, Thionville, 1940-1945.

Archives Municipales de Thionville, 4B4, Thionville après guerre, Thionville, 1945-1948.

Archives Municipales de Thionville, 4H155, Thionville, 1940-1945.

Army Air Forces Statistical Digest, World War II, Washington, Office of Statistical Control, Headquarters, Army Air Forces, 1942-1946.

Bomber Aircraft Virtual Gallery, www.wpafb.af.mil/museum/research/bombers/, US Air Force Museum, 2004.

Crapouillot numéro spécial "Septembre 38", Paris, janvier 1939.

Franklin D. Roosevelt Library and Museum, Great Britain Diplomatic Files, www.fdrlibrary.marist.ed 2004.

« Le souvenir toujours brûlant d'Oradour », *in Libération*, Paris, 09 juin 2004.

The Bomber Command Diary, www.raf.mod.uk/bombercommand/diary, RAF, 2003.

United States European War Strategic Bombing Survey Summary Report, Washington, United States Government Printing Office, 1946.

303rd Bomb Group Association, *Missions of the 303rd Bomb Group*, www.303rdbga.com, 303rd Bomb Group Association, 2003.

354th Fighter Group Association, *354th Fighter Group History*, www.354th.com, 354th Fighter Group Association, 2004.

381st Bomb Group Association, *Missions of the 381st Bomb Group*, www.381st.org, 381st Bomb Group MA, 2003.

384th Bomb Group Association, *Summary of Missions, 1943-1945*, www.384thbombgroup.com, 384th Bomb Group Association, 2004.

388th Bomb Group Association, *Our Missions*, www.388thbg.org, 388th Bomb Group Association, 2004.

389th Bomb Group Association, *389th Chronology*, www.389thbg.net, 389th Bomb Group Association, 2004.

389th Bomb Group Association, *Missions of the 389th Bomb Group*, www.389thbg.net, 389th Bomb Group Association, 2003.

392nd Bomb Group Association, *Combat Missions Diary*, www.b24.net, 392nd Bomb Group Association, 2003.

401st Bomb Group Association, *401st Bomb Group (H) - Combat Mission Summary*, www.401bg.com, 401st Bomb Group Association, 2003.

446th Bomb Group Association, *Missions of the 446th Bomb Group*, www.446bg.com, 446th Bomb Group Association, 2003.

447th Bomb Group Association, *Chronology of the 447th*, www.447bg.com, 447th Bomb Group Association, 2003.

486th Bomb Group Association, *486 Bomb Group (H) - Combat Mission Summary*, www.486th.org, 486th Bomb Group Association, 2003.

91st Bomb Group Association, *Missions of the 91st Bomb Group*, www.91stbombgroup.com, 91st Bomb Group Association, 2003.

92nd Bomb Group Association, *92nd Bomb Group's Missions Flown in WWII*, www.92ndma.org, 92nd Bomb Group Association, 2004.

Aukerman (Mary), *Missions flown by the 453rd [Bomb Group]*, tinpan.fortunecity.com /aprilskies/264/missions.html, Mary Aukerman, 2003.

Bomber Command Association, *RAF Bomber Command*, www.rafbombercommand.com, Bomber Command Association, 2004.

Bowden (Ray), *USAAF Nose Art Research Project*, www.usaaf-noseart.co.uk/profile-index.htm, Bowden, 2004.

Brunsperger (Aloyse), « Il y a 50 ans déjà, le crash des bombardiers Lancaster à Heiteren et Appenwihr », *in Annuaire de la Société d'histoire de la Hardt et du Ried*, n. 7, Riquewihr, Soc. d'histoire de la Hardt et du Ried, 1994.

Churchill (Winston), *Letter to Charles Portal in a reply to a report on the need to use more terror bombing attacks on Nazi Germany*, London, 27 septembre 1941.

Churchill (Winston), « You Do Your Worst - and We Will do Our Best (14 July 1941) », *in Finest Hour*, n. 112, Washington, Churchill Center, automne 2001.

Epp (René), « Le Collège Saint Etienne replié à Besançon durant la guerre », *in L'Echo de Saint Etienne*, Strasbourg, Amicale des Anciens du Collège Saint Etienne, 2002.

Fisk (Robert), « L'éthique à l'épreuve de la Force, Mensonges de guerre au Kosovo », *in Le Monde Diplomatique*, Paris, août 1999, p. 6-7.

Harbour (Ken), *351st Bomb Group*, freespace.virgin.net/ken.harbour/, Ken Harbour, 2003.

Harris (Arthur), *Copy of Speech by Sir Arthur T. Harris, RAF Bomber Command Reunion Dinner Sir Arthur T. Harris*, London, 30 avril 1977.

Marchand (Stéphane), « Piètres performances des armes "intelligentes" », *in Le Figaro*, Paris, 16 juillet 1996.

Mattlé (Sylvie), « La CTS, 125 ans d'histoire », *in Strasbourg Magazine*, n. 143, Strasbourg, juin 2003.

Murgalé (Jean-Claude), *Entretien avec Michel Chauty : « L'objectif, c'était le port »*, Rennes, Ouest-France, 16 septembre 1993.

Weir (Gordon), *493rd Bomb Group Combat Missions*, www.geocities.com/gordonww/, Weir, 2004.

Bibliographie

BASLEZ (Marie Françoise), *L'étranger dans la Grèce antique*, Paris, Les Belles Lettres, 1984.

BECK (Earl R.), *Under the Bombs, the German Home Front, 1942-1945*, Lexington, University Press of Kentucky, 1986.

BEST (Geoffrey), « The Bischop and the Bomber », *in History Today*, Vol. 33, London, 1983, p. 28-32.

BLOCH (Marc), *L'étrange défaite*, Paris, 1990.

CARON (François), *La France des patriotes, de 1851 à 1918*, Paris, Fayard, 1985.

CORUM (James S.), *The Luftwaffe : Creating the Operational Air War, 1918-40*, Lawrence, University Press of Kansas, 1999.

CRANE (Conrad C.), *Bombs, Cities and Civilians*, Lawrence, University Press of Kansas, 1993.

DANIELS (Gordon), *A guide to the reports of the United States Strategic Bombing Surve*, London, Office of the Royal Historical Society, 1981.

DAVIS (Richard G.), « New Perspectives on the Combined Bomber Offensive : Results of a Statistical Analysis », *in Air Force at War*, AFHSO, 1997, p. 3-18.

ESTES (Richard H.), « Giulio Douhet : More on Target Than He Knew », *in Airpower Journal*, Maxwell, Air University Press, hiver 1990.

FLORENTIN (Eddy), *Quand les Alliés bombardaient la France, 1940-1945*, Paris, Perrin, 1997.

FLORI (Jean), *Guerre sainte, jihad, croisade. Violence et religion dans le christianisme et l'islam*, Paris, Seuil, 2002.

FUSSEL (Paul), *A la guerre, Psychologie et comportements pendant la Seconde Guerre Mondiale*, Paris, Seuil, 1992 (Trad. de l'américain : Paul Chemla).

GAUVARD (Claude), DE LIBERA (Alain), ZINK (Michel) (dir.), *Dictionnaire du Moyen-Âge*, Paris, PUF, 2002.

HARMON (Christopher C.), « "Are We Beasts ?", Churchill and the Moral Question of World War II Area Bombing », *in The Newport Papers*, n. 1, Newport, Rhode Island, War College Newport RI, 1991, p. 1-34.

HELMREICH (Jonathan E.), « The Diplomacy of Apology : U.S. Bombings of Switzerland during World War II », *in Aerospace Power Journal*, vol. XIV, n. 2, Maxwell, Air University Press, été 2000.

HORSNELL (Michael), « False Witness », *in The Times*, London, 12 avril 2000.

KASPI (André), « Ah ! si la guerre était morale », *in L'Histoire*, n. 131, Paris, 1990, p. 70-71.

KASPI (André), « Fallait-il bombarder Hiroshima ? », *in L'Histoire*, n. 188, Paris, 1995, p. 42-49.

LAMBOLEY (Christian), *1944 - Mulhouse bombardé*, Strasbourg, Éditions Contades, 1988.

LAMBOLEY (Christian), *40-45 - Strasbourg bombardé*, Strasbourg, Éditions Contades, 1988.

LAMBOLEY (Christian), *Strasbourg tramway*, Strasbourg, Éditions Contades, 1988.

LE GOFF (Jacques), SCHMITT (Jean-Claude) (dir), *Dictionnaire raisonné de l'Occident médiéval*, Paris, Fayard, 1999.

LICHTLÉ (Francis), *Batailles d'Alsace, 1939-1945*, Strasbourg, Éditions Contades, 1988.

MARKALE (Jean), *Siegfried ou l'or du Rhin*, Paris, 2003.

MEILINGER (Phillip S.), *American Airpower Biography : A Survey of the Field*, Maxwell, Air University Press, 1995.

MIDDLEBROOK (Martin), EVERITT (Chris), *The Bomber Command War Diaries, an operational reference book, 1939-1945*, New York, 1985.

MOWBRAY (James A.), « Air Force Doctrine Problems, 1926-Present », *in Airpower Journal*, Maxwell, Air University Press, hiver 1995.

REICHERT (David), « Schweinfurt - The Battle Within the Battle for the U.S. 8th Air Force », *in Air Space Power Chronicles*, Maxwell, Air University Press, 10 mars 2004.

RICHARDS (Denis), *Royal Air Force, 1939-1945, The Fight at Odds, T.1*, London, Her Majesty's Stationery Office, 1953.

ROTH (François) (dir.), *Histoire de Thionville*, Thionville, Éditions Serpenoise, 1995.

ROY (Mathieu), *Monuments aux morts à Wettolsheim*, Strasbourg, mai 2002.

SCHAFFER (Ronald), « American Military Ethics in World War II : The Bombing of German Civilians », *in The Journal of American History*, Vol. 67, 1986, p. 318-334.

SCHAFFER (Ronald), *Wings of Judgment. American Bombing in World War II*, New York, Oxford University Press, 1985.

SCIACCO (Gaetan), *Les contributions fondamentales de Giulio Douhet et de Billy Mitchell à la naissance d'une doctrine de l'emploi de l'arme aerienne*, Paris, Institut de Stratégie Comparée, EPHE, 1998-2002.

SIEBERT (Detlef), *British Bombing Strategy in World War Two*, London, BBCi History, 2001.

THOMPSON (David), *A biographical dictionary of War Crimes Proceedings, Collaboration Trials and Similar Proceedings Involving France in World War II*, Carson City, Grace Dangberg Foundation, 1999-2002.

VAÏSSE (Maurice), « La grande peur atomique », *in L'Histoire*, n. 151, Paris, 1992, p. 96-102.

VALLA (Jean-Claude), *La France sous les bombes américaines*, Paris, Les Cahiers Libres d'Histoire n.7, SEDE, 2001.

VENNESSON (Pascal), « Bombarder pour convaincre ? Puissance aérienne, rationalité limitée et diplomatie coercitive au Kosovo », *in Culture et Conflits*, n. 37, Paris, hiver 2001.

VIDAL-NAQUET (Pierre), *Les Juifs, la mémoire et le présent*, Paris, Seuil, 1995.

WALZER (Michael), *Just and unjust wars*, London, 1978.

Annexes

Annexe A : Données brutes des alertes aériennes à Strasbourg

Ces données proviennent des rapports du service des eaux de Strasbourg (AMS, *dossier 50 MW 63*).

Mois	#	**Jour**	**Nocturne ?**	**Durée [min]**
Août 42	1	29	1	180
	2	23	1	42
	3	24	1	38
	4	24	1	184
	5	25	1	20
Septembre 42	1	2	1	65
	2	1	0	15
	3	3	1	140
	4	9	1	45
	5	19	1	195
Novembre 42	1	9	1	40
	2	22	1	157
Décembre 42	1	3	1	90
	2	6	0	158
	3	7	0	28
	4	8	0	47
	5	9	0	27
	6	11	1	42
	7	21	1	200
	8	28	0	39
Mars 43	1	8	1	197
	2	9	1	240
	3	11	1	132
	4	15	1	107
	5	15	1	30
Juin 43	1	20	1	60

	2	21	1	180
Septembre 43	1	1	1	70
	2	5	1	60
	3	6	1	60
	4	6	0	120
	5	6	1	200
	6	7	1	30
	7	23	1	76
Décembre 43	1	20	0	65
	2	24	1	15
	3	30	0	103
Février 44	1	8	0	60
	2	11	0	70
	3	21	1	200
	4	21	0	10
	5	21	0	10
	6	22	1	50
	7	24	1	360
	8	25	0	180
	9	25	1	360
	10	26	0	20
	11	28	0	40
	12	24	0	70
Avril 44	1	1	0	140
	2	5	0	120
	3	5	1	30
	4	8	0	23
	5	9	0	15
	6	9	1	50
	7	10	0	28
	8	11	0	20
	9	11	0	20
	10	11	0	100
	11	12	0	30
	12	12	0	60
	13	12	1	40
	14	13	0	160
	15	14	0	25
	16	15	0	30
	17	22	0	44
	18	23	1	60
	19	23	0	70
	20	23	0	90

	21	23	1	20
	22	24	0	180
	23	24	0	80
	24	25	1	200
	25	25	0	100
	26	26	1	40
	27	26	0	30
	28	27	1	120
	29	27	0	150
	30	27	0	120
	31	28	1	140
	32	28	0	23
	33	30	0	26
	34	30	1	90
Juin 44	1	4	1	30
	2	6	0	25
	3	7	1	21
	4	27	0	10
	5	28	0	50
	6	29	1	60
Août 44	1	3	0	80
	2	9	0	200
	3	10	0	70
	4	11	0	15
	5	11	0	210
	6	12	0	30
	7	12	1	70
	8	14	0	200
	9	15	0	60
	10	17	1	40
	11	18	0	25
	12	25	0	50
	13	25	1	60
	14	26	0	60
	15	27	0	60
	16	27	0	50
	17	28	1	80
	18	28	0	70
	19	30	1	40

Annexe B : Données brutes des alertes aériennes à Metz

Ces données proviennent de la chronique Schrod (AMMe, *dossier 3Z7*).

Mois	#	**Jour**	**Nocturne ?**	**Durée [min]**
Janvier 44	1	2	1	80
	2	4	0	35
	3	5	0	75
	4	5	0	20
	5	7	1	30
	6	7	0	120
	7	7	1	125
	8	8	0	42
	9	10	0	55
	10	20	1	75
	11	23	0	70
	12	24	0	75
	13	26	1	40
	14	26	0	10
	15	27	1	100
	16	29	0	120
	17	30	0	30
	18	30	0	90
	19	31	0	35
Février 44	1	2	0	30
	2	4	0	45
	3	4	0	60
	4	6	0	120
	5	6	1	140
	6	8	0	180
	7	11	0	75
	8	11	0	65
	9	13	0	45
	10	19	1	65
	11	20	0	60
	12	21	1	80
	13	21	0	35
	14	21	1	100
	15	22	1	80
	16	23	1	20
	17	23	0	25
	18	24	0	25

	19	24	0	110
	20	24/25	1	105
	21	24/25	1	50
	22	25	1	100
	23	25	0	60
	24	25	0	25
	25	25/26	1	90
	26	25/26	1	80
	27	25/26	1	65
	28	26	0	60
	29	26	0	20
	30	28	0	105
Mars 44	1	2	1	200
	2	2	0	40
	3	5	1	35
	4	6	0	25
	5	6	1	35
	6	9	0	80
	7	13	1	25
	8	14	1	20
	9	15	1	150
	10	16	1	15
	11	16	1	45
	12	16	0	180
	13	16	0	80
	14	16	1	140
	15	18	0	140
	16	18	1	120
	17	19	1	110
	18	20	0	125
	19	20	0	160
	20	21	0	30
	21	21	1	55
	22	22	1	100
	23	23	0	90
	24	23	1	230
	25	24	0	90
	26	24	0	20
	27	24	1	40
	28	25	0	35
	29	25	1	180
	30	26	1	120
	31	28	0	180
	32	29	1	60

	33	30	1	50
	34	30/31	1	70
	35	30/31	1	25
	36	30/31	1	30

Table des abréviations

ACTS : Air Corps Tactical School (USA)
AMMe : Archives Municipales de Metz (FR)*
AMMu : Archives Municipales de Mulhouse (FR)*
AMN : Archives Municipales de Nancy (FR)*
AMS : Archives Municipales de Strasbourg (FR)*
AMT : Archives Municipales de Thionville (FR)*
BCD : the Bomber Command Diary (GB)*
BGA : Bomb Group Association (USA)*
DCA : Defensive Counter Air, désigne les batteries anti-aériennes
IMW : Imperial War Museum (GB)
FDRLM : Franklin D. Roosevelt Library and Museum (USA)
FLAK : FLiegerAbwehr Kanone, désigne les batteries anti-aériennes
OTAN : Organisation du Traité de l'Antlantique Nord, abrégé NATO en Anglais
RAF : Royal Air Force (GB)
RCAF : Royal Canadian Air Force (CA)
USAAC : United States Army Air Corps, ancêtre de l'USAAF, créé en 1926 (USA)
USAAF : United States Army Air Forces, créé en 1942 (USA)
USAF : United States Air Force, armée indépendante créé en 1947 (USA)
USSTAF : United States Strategic Air Forces (USA)

(* Abréviation sans reconnaissance institutionnelle)

Table des figures

Table des matières